

Scénario de référence des politiques à moyen terme marchés internationaux et domestiques



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

septembre 2000

SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE DES POLITIQUES À MOYEN TERME

MARCHÉS INTERNATIONAUX ET DOMESTIQUES

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

septembre 2000

SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE DES POLITIQUES À MOYEN TERME MARCHÉS INTERNATIONAUX ET DOMESTIQUES

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

septembre 2000

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à :

Section de la production de l'information et de la promotion
Direction de la recherche et de l'analyse (DRA)
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Édifice 74, F.E.C.
Ottawa (Ontario)
K1A 0C6
Tél. : (613) 759-1865
Télec. : (613) 759-7090
Courriel : ippdist@em.agr.ca

Les publications produites par la DRA sont disponibles en version électronique sur Internet à www.agr.ca/policy/epad.

Publication 2057/B
ISSN 1488-6618
Catalogue A72-57/2000
Projet 00-082-rp

Table des matières

Acronymes	ix
Préface	xi
Résumé	xiii
Introduction.....	1
Hypothèses macro-économiques	3
Scène internationale.....	3
Scène domestique.....	5
Structure des marchés	7
Hypothèses et analyses sectorielles.....	11
Cultures	11
Bœuf	33
Porc.....	37
Volaille et œufs	42
Produits laitiers	44
Intrants de l'industrie agricole et prix à la consommation des produits alimentaires	49
Bibliographie	53
Annexe A : Comparaison des prévisions des prix mondiaux	A-1
Comparaison des prix mondiaux du blé	A-3
Comparaison des prix mondiaux du maïs	A-4
Comparaison des prix mondiaux du soja.....	A-5
Annexe B : Tableaux	B-1

Liste des graphiques

Graphique 1 :	Croissance du PIB	4
Graphique 2 :	Retour au pouvoir d'achat précédent la crise	5
Graphique 3 :	Production de l'Argentine et du Brésil ...	12
Graphique 4 :	Australie : Production ovine et agricole	13
Graphique 5 :	Production mondiale d'huile végétale....	14
Graphique 6 :	Gains provenant des programmes américains de prêts de mise en marché et PCP	16
Graphique 7 :	Exportations de blé de l'Union européenne	18
Graphique 8 :	Exportations de céréales secondaires de l'Union européenne	19
Graphique 9 :	Changement de la politique céréalière chinoise.....	20
Graphique 10 :	Importations nettes du reste du monde.....	23
Graphique 11 :	Cas de sécheresses dans le monde par intervalle de cinq ans.....	24
Graphique 12 :	Prix mondiaux des céréales et des oléagineux.....	25
Graphique 13 :	Prix réel du blé à long terme	26
Graphique 14 :	Prix réel du maïs à long terme	27
Graphique 15 :	Superficies des cultures – Canada	29

Graphique 16 :	Principales récoltes exportées – Canada	31
Graphique 17 :	Consommation d'aliments pour animaux – Canada	32
Graphique 18 :	Expansion des marchés d'importation du bœuf.....	33
Graphique 19 :	Prix du bétail aux États-Unis	34
Graphique 20 :	Production à la ferme de bovins et de porcs – Canada.....	36
Graphique 21 :	Exportations de viande rouge – Canada	36
Graphique 22 :	Porc – Compétition asiatique réduite.....	38
Graphique 23 :	L'industrie porcine américaine.....	39
Graphique 24 :	Compétitivité de l'industrie porcine de l'Union européenne	40
Graphique 25 :	Croissance de la consommation de volaille	43
Graphique 26 :	Prix mondiaux des produits laitiers	44
Graphique 27 :	Part des produits laitiers exportés	45
Graphique 28 :	Production du lait – Canada.....	46
Graphique 29 :	Matière grasse du lait au Canada	47
Graphique 30 :	Variation en pourcentage de la consommation de produits laitiers par habitant	48
Graphique A.1 :	Prix du blé, États-Unis – Golfe	A-3
Graphique A.2 :	Prix du maïs, États-Unis – Centre Illinois.....	A-4
Graphique A.3 :	Prix du soja, États-Unis – Centre Illinois.....	A-5

Liste des tableaux

Tableau B.1 :	Hypothèses économiques.....	B-2
Tableau B.2 :	Hypothèses concernant les marchés des céréales et des oléagineux	B-3
Tableau B.3 :	Hypothèses concernant les marchés du bétail et des produits laitiers	B-4
Tableau B.4 :	Marché international du blé.....	B-6
Tableau B.5 :	Marché international des céréales secondaires	B-7
Tableau B.6 :	Marché international des oléagineux.....	B-8
Tableau B.7 :	Marché international des huiles végétales.....	B-9
Tableau B.8 :	Marché international de tourteaux d'oléagineux.....	B-10
Tableau B.9 :	Marché international du bœuf.....	B-11
Tableau B.10 :	Marché international du porc	B-13
Tableau B.11 :	Marché international des produits laitiers	B-14
Tableau B.12 :	Macroéconomie canadienne.....	B-15
Tableau B.13 :	Résumé de la situation au Canada pour les céréales et les oléagineux (campagne agricole)	B-17
Tableau B.14 :	Blé du Canada (campagne agricole)	B-18
Tableau B.15 :	Céréales secondaires du Canada (campagne agricole)	B-19

Tableau B.16 : Oléagineux du Canada (campagne agricole).....	B-20
Tableau B.17 : Cultures spéciales du Canada (campagne agricole).....	B-21
Tableau B.18 : Aliments pour bétail du Canada (campagne agricole).....	B-22
Tableau B.19 : Bovins du Canada	B-23
Tableau B.20 : Porcs du Canada.....	B-25
Tableau B.21 : Volaille et œufs du Canada.....	B-26
Tableau B.22 : Secteur laitier du Canada (campagne laitière).....	B-27
Tableau B.23 : Prix des intrants de production agricole au Canada (année de référence = 1986).....	B-29
Tableau B.24 : Prix des aliments au Canada (année de référence = 1992).....	B-31
Tableau B.25 : Consommation par canadien	B-33

Acronymes

AAC	Agriculture et agroalimentaire Canada
ABARE	<i>Australian Bureau of Agriculture and Resource Economics</i> Office de l'agriculture et des ressources économiques de l'Australie
CRP	<i>(Conservation Reserve Program)</i> Programme de mise en réserve des terres fragiles
FAIR	<i>Federal Agriculture Improvement and Reform Act</i>
FAPRI	<i>Food and Agricultural Policy Research Institute</i>
GES	Gaz à effets de serre
IPC	Indice des prix à la consommation
LDP	<i>(Loan Deficiency Payment)</i> Paiements compensatoires au titre de prêt
LTGO	Loi sur le transport du grain de l'Ouest
MERCOSUR	« Mercado Comun del Sur » signifiant « Marché commun du Sud »
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAC	Politique agricole commune
PFC	<i>(Production Flexibility Contract)</i> Paiements de contrat de production flexible

PIB	Produit intérieur brut
QT	Quota tarifaire
TVA	Taxe à la valeur ajoutée
URAA	<i>(Uruguay Round Agreement on Agriculture)</i> Accord des négociations de l' <i>Uruguay Round</i> sur l'agriculture
USDA	<i>(United States Department of Agriculture)</i> Ministère de l'agriculture des États-Unis

Préface

L'objet de ce document est de décrire les différents aspects du scénario de référence des politiques à moyen terme d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) couvrant la période allant de 2000 à 2006. Ce scénario de référence est un portrait général plausible des futurs marchés agroalimentaires internationaux et domestiques, qui servira de point de référence de discussion, d'analyse de scénarios et d'établissement de consensus concernant l'impact d'événements présents et potentiels sur ces secteurs. Le scénario de référence part de plusieurs hypothèses et jugements tout en expliquant leurs implications. Il repose entre autres sur l'hypothèse voulant que les politiques restent inchangées selon la législation existante tout au long de la période à l'étude. Ainsi, ce scénario de référence ne représente d'aucune façon une prévision des événements à venir.

Même si les prévisions sont représentées dans les tableaux par un seul chiffre, chaque chiffre correspond en réalité à la médiane d'un écart ou d'un intervalle de confiance. Plus la prévision porte sur un avenir lointain, plus l'intervalle de confiance est large. Par exemple, la prévision touchant la production de blé pour l'année 2006 a un plus grand intervalle de confiance que celle relative à l'an 2001. Les nombres figurant dans les tableaux doivent donc être interprétés comme reflétant les principaux tournants et les tendances qui sont susceptibles de marquer les sept prochaines années, et non comme des valeurs réelles à venir.

Le scénario de référence a été établi à la lumière des données présentées dans plusieurs publications provenant d'autres organismes. Les perspectives internationales se fondent sur le modèle AGLINK ainsi que sur le document « Perspectives agricoles 2000–2005 » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les données macro-économiques mondiales se fondent sur les projections établies

dans ce même ouvrage. Des données ont également été tirées du document « *2000 World Agricultural Outlook* » du *Food and Agricultural Policy Research Institute* (FAPRI), du document « *Long-Term Baseline Projections to 2009* » du ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA) et également du document « *Outlook 2000* » du *Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics* (ABARE). Les prévisions macroéconomiques jusqu'en 2004 pour le Canada ont pour leur part été tirées des prévisions du printemps 2000 du *Conference Board* du Canada. Les perspectives ont été établies à la lumière des données disponibles au mois de juin 2000.

Les données sur la macroéconomie, les viandes rouges, la volaille, les aliments et les intrants pour la production agricole sont présentées pour l'année civile. En ce qui concerne les cultures, elles sont présentées par campagne agricole canadienne, c'est-à-dire du mois d'août au mois de juillet, sauf pour le maïs et soja. Dans ce dernier cas, elles s'échelonnent du mois de septembre au mois d'août. Les données sur les produits laitiers sont présentées par campagne laitière. Au Canada, la campagne laitière s'échelonne du mois d'août au mois de juillet, tandis que celle des États-Unis va du mois de février au mois de janvier.

Ce document donne un bref aperçu des principales hypothèses et des résultats les plus importants et est accompagné de plusieurs graphiques qui en facilitent la compréhension. De plus, l'annexe B comporte des tableaux détaillés des résultats énoncés. Pour de plus amples renseignements au sujet des prévisions sur le revenu agricole et des données récentes sur le commerce des produits agricoles, veuillez consulter le site Web d'AAC à www.agr.ca/policy/epad.

Résumé

L'environnement externe influe de plus en plus sur le fonctionnement du secteur canadien de l'agroalimentaire. Le scénario de référence de sept ans élaboré par Agriculture et Agroalimentaire Canada illustre la façon dont les facteurs nationaux et internationaux agissent sur le secteur. La mondialisation des économies, les activités stratégiques des gouvernements étrangers, nationaux et provinciaux et l'évolution technologique sont en train de redéfinir et de repositionner l'agriculture primaire ainsi que les secteurs de la transformation et de la vente au détail des aliments. Le scénario de référence offre une perspective plausible de l'avenir et servira de repère pour l'élaboration de politiques et pour les débats portant sur cette question.

Le scénario de référence comprend huit principaux aspects :

- Un environnement macro-économique caractérisé par le maintien d'une croissance économique mondiale modérée. Ce sont surtout les pays de l'Asie de l'Est et ceux en développement qui profitent de plus en plus de cette croissance, alors que la forte croissance en cours en Amérique du Nord s'affaiblit. La vigueur du dollar américain par rapport à l'euro au cours de la période de référence est un élément important. L'économie canadienne devrait connaître une croissance, une inflation et des taux d'intérêts modérés (respectivement de 2,4 p. cent, 2,5 p. cent et 6,5 p. cent en 2006). Le taux de change entre les dollars canadien et américain s'améliore : le dollar canadien vaudra 0,74 \$US alors qu'il en vaut aujourd'hui 0,68 \$US.
- Malgré les résultats de l'Accord de l'*Uruguay Round* sur l'agriculture (URAA), les politiques des pays de l'OCDE continuent d'avoir une influence considérable sur les marchés. Les paiements de transfert accordés aux producteurs canadiens ne devraient pas beaucoup fluctuer. La

révision de la politique agricole commune de l'Union européenne en 2003 et celle de la législation agricole des États-Unis en 2002, conjuguées aux négociations actuelles de l'OMC sur l'agriculture et les services, entraînent toutes une incertitude quant aux marchés agricoles et au scénario de référence. Notre projection suppose que les principales composantes de ces politiques et de ces accords resteront inchangées jusqu'en 2006–2007.

- Les marchés mondiaux des céréales et des oléagineux sortent lentement de leur creux cyclique. À moins que l'une des principales régions productrices ne connaisse un grand manque à gagner ou que les grands marchés comme la Chine, l'Union européenne ou les États-Unis ne réforment en profondeur leurs politiques, les prix des cultures ne risquent pas de s'améliorer beaucoup. Par ailleurs, un meilleur équilibre entre la production et la consommation mondiales de blé, d'oléagineux et de céréales secondaires se répercute sur le ratio stocks-consommation et améliore les perspectives de prix au cours de la période de référence. La croissance de la demande se fait surtout sentir dans les pays en développement.
- La structure de la production agricole primaire est en transition. Par rapport à l'ensemble de la production agricole mondiale, celle du riz et du blé est en perte de vitesse, alors que la production d'oléagineux, de bétail, de volaille et de produits laitiers est en hausse. La situation est la même en Amérique du Nord, grande importatrice nette de viande il y a 15 ans, aujourd'hui devenue l'une des plus grandes exportatrices de viande du monde. Au Canada, la production de bétail a augmenté de façon frappante depuis la suppression de la subvention au transport ferroviaire du grain (*Loi sur le transport du grain de l'Ouest*). La production de bovins et de porcs (en équivalent viande) en 2006 devrait être supérieure de 56 p. cent à son niveau de 1995. Cette augmentation de la production de bétail a limité la croissance des exportations de céréales en vrac parce que la demande de nourriture pour animaux s'est intensifiée sur les marchés canadiens. Sans une réaffectation des superficies de cultures, des pressions accrues s'exerceront sur l'approvisionnement en céréales fourragères dans l'Ouest canadien.

- Le marché international des oléagineux continue de se transformer au fur et à mesure que la production mondiale s'intensifie. Aux États-Unis, le niveau des prêts pour la production de soya, relativement élevé par rapport aux prix mondiaux, continue de stimuler la production. Le Brésil, en particulier, a considérablement augmenté sa production grâce à ses réformes politiques des dix dernières années. L'expansion ininterrompue de l'approvisionnement en huile de palme produite en Asie de l'Est influera sur le marché des oléagineux, qui dépend fortement des prix des huiles végétales. Au Canada, l'augmentation rapide des superficies cultivées d'oléagineux, survenue dans les années 1990, connaîtra un ralentissement modéré à court terme en raison de la vive concurrence mondiale.
- Les développements survenus sur les marchés mondiaux ont encore très peu de répercussions sur les marchés canadiens soumis à la gestion de l'offre. Toutefois, l'interaction entre ces deux marchés augmente au fur et à mesure que les règles commerciales deviennent plus claires et que l'industrie s'y adapte. Dans les secteurs du lait et de la volaille, les prix et la production s'amélioreront en fonction de la hausse de la demande intérieure. La demande pour des produits à forte valeur ajoutée plus diversifiés laisse entrevoir des possibilités d'expansion.
- Au Canada, on continuera de se tourner vers la production agricole à forte valeur ajoutée (engraissement et abattage de bétail). Les échanges de produits à forte valeur ajoutée s'accroîtront encore au fur et à mesure que les multinationales s'adapteront au contexte de l'économie nord-américaine. Cependant, comme les secteurs de la transformation et de la vente au détail iront chercher une plus grande part du budget consacré à l'alimentation, les marchés primaires continueront de subir de la pression. Les prix de vente au détail des aliments augmenteront, tout comme ceux des autres biens.
- Les marchés des intrants agricoles ne limiteront pas la production agricole et n'exerceront pas de forte pression sur les structures agricoles. Les coûts de l'énergie, actuellement élevés, diminueront, tandis que les coûts réels d'emprunt, qui sont modérés, devraient rester stables.

Introduction

Le présent document qui porte sur le scénario de référence des politiques à moyen terme se divise en trois parties. Les hypothèses macro-économiques nationales et internationales ainsi que celles sur les structures de marché sont exposées dans les deux premières parties. Les hypothèses et analyses sectorielles spécifiques à certains marchés sont discutées dans la troisième partie dans l'ordre suivant : les cultures, le bœuf, le porc, la volaille, les produits laitiers, les prix des intrants agricoles et finalement les indices de prix à la consommation. Pour la plupart des secteurs, la description des marchés internationaux précède celle des marchés domestiques.

Ce document contient deux annexes. L'annexe A présente une comparaison des prévisions des prix internationaux tandis que l'annexe B présente les tableaux portant sur le scénario de référence des politiques à moyen terme.

Tout au long du document, on appellera « scénario de référence » le scénario de référence des politiques à moyen terme, et la période couverte s'étend de 2000 à 2006.

Hypothèses macro-économiques

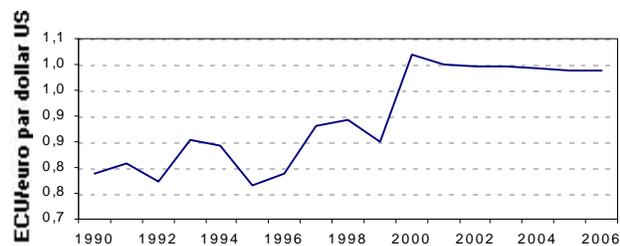
Scène internationale

Selon les *Perspectives agricoles 2000–2005* de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), on s'attend à ce que l'économie mondiale affiche un taux de croissance positif durant la période de 2000 à 2006. Dans le cas des économies émergentes d'Amérique latine, d'Europe de l'Est et d'Asie (Argentine, Brésil, Mexique, Pologne, Chine, Corée ...), l'augmentation très forte du produit intérieur brut (PIB) réel devrait se poursuivre pendant la période à l'étude. Par contre, le rythme de l'activité économique devrait ralentir en Amérique du Nord (États-Unis et Canada). De plus, bien que le prix du pétrole brut ait récemment doublé, on s'attend à ce que les taux d'inflation demeurent faibles dans les économies développées grâce à la hausse de la productivité du travail et au ralentissement prévu de l'activité économique.

L'euro, la nouvelle devise monétaire de l'Union européenne (UE) devrait se stabiliser à 0,99 euro par dollar US au cours des dernières années de la période de prévision (après avoir connu une dévaluation et atteint un niveau historique de 1,02 euro par dollar US en 2000). Ainsi, l'euro restera en dessous de sa performance des années 1996 à 1999, période pendant laquelle il oscillait entre 0,79 et 0,89 par dollar américain [Encadré 1 ci-dessous et Tableau B.1 : "Hypothèses économiques," à la page B-2]. Les produits de l'UE seront donc plus compétitifs à moyen terme.

Encadré 1 : La faiblesse relative de la monnaie européenne

Au cours des dernières années, l'Union Européenne (UE) a été la source de plus de 80 p. cent des exportations subventionnées sur les marchés mondiaux. Des changements apportés à la Politique agricole commune en 1992–1993 ont réduit les prix d'intervention. L'Accord de Berlin a permis de poursuivre la réduction de ces prix et ainsi d'augmenter la probabilité que l'UE puisse exporter sans aucune subvention. De plus, depuis le milieu des années 1990, l'euro s'est dévalué de 25 p. cent; la majeure partie de cette dévaluation s'est produite après l'union monétaire de janvier 1999. Cette situation pourrait avoir une forte influence sur la tendance des exportations non-subventionnées de l'UE ainsi que sur sa participation aux marchés mondiaux des céréales, du porc et des produits laitiers.

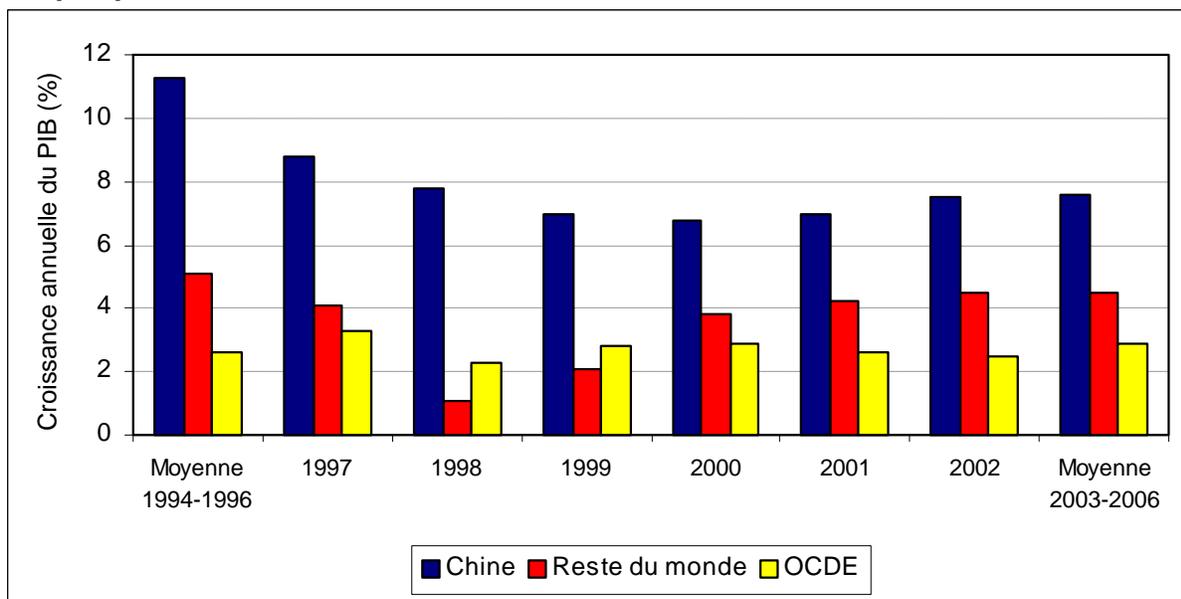


Selon les *Perspectives agricoles 2000* de l'OCDE, la croissance de l'économie américaine sera plus modérée après avoir connu une expansion très exceptionnelle durant les années précédentes. On s'attend à ce que le taux annuel moyen de croissance du PIB réel aux États-Unis se situe entre 2,0 p. cent et 3,5 p. cent au cours de la période de 2000 à 2006, contre 4,1 p. cent pour celle de 1996 à 1999. Ce ralentissement prévu de la croissance de l'activité économique aux États-Unis est lié aux mesures mises en place par le gouvernement pour contrer les pressions inflationnistes qui peuvent être générées par une augmentation des salaires découlant d'une économie fonctionnant près du seuil de pleine capacité.

En moyenne, le taux de croissance du PIB réel de l'UE devrait atteindre un sommet de 2,8 p. cent en 2000, pour ensuite diminuer graduellement jusqu'à 2,2 p. cent en 2004 et se stabiliser à 2,3 p. cent en 2005 et 2006. Les perspectives à moyen terme pour le Japon indiquent un taux de croissance positif pour la période de 2000 à 2006. Toutefois, la performance économique du Japon sera inférieure à celle des autres principaux pays industrialisés, car on s'attend à ce que le PIB réel japonais augmente de 1,2 p. cent à 2,2 p. cent annuellement à moyen terme.

La reprise économique en Amérique latine, en Europe de l'Est et en Asie semble reposer sur de solides assises étant donné que les principales économies émergentes de ces régions retrouveront des taux de croissance annuels du PIB réel de l'ordre de 4,5 p. cent à 7,5 p. cent à moyen terme. Ainsi, la Chine devrait afficher un taux de croissance annuel de 7,4 p. cent de son PIB réel durant la période 2000–2006. Le rythme d'expansion en Pologne devrait être de l'ordre de 5,3 p. cent par an en moyenne. Pour la Corée, le Mexique et le reste du monde [Tableau B.1 : "Hypothèses économiques," à la page B-2], la croissance annuelle du PIB réel sera respectivement de 5,4 p. cent, 4,5 p. cent et 4,4 p. cent. Ces taux prévus de croissance économique élevés pourraient favoriser une augmentation des importations de produits agricoles à moyen terme, vu la forte tendance à consacrer les revenus supplémentaires en produits alimentaires dans les marchés émergents.

Graphique 1 : Croissance du PIB



La capacité réelle d'accroissement des importations de produits alimentaires des économies émergentes est cependant liée aux variations de leur pouvoir d'achat exprimé en dollar américain. D'après nos calculs [Graphique 2], le regain du pouvoir d'achat par rapport au niveau qui prévalait avant la dernière crise économique variera d'un pays à l'autre. Le Mexique a déjà atteint depuis 1999 un pouvoir d'achat comparable à celui de 1994 (avant la crise économique); à l'inverse, on s'attend à ce que le pouvoir d'achat de l'Indonésie, pays qui a connu une chute radicale de son activité économique en 1998, ne devrait pas avoir encore retrouvé son niveau d'antan en 2006.

Graphique 2 : Retour au pouvoir d'achat précédent la crise

Pays	Crise	Retour
Mexique	1995	1999
Thaïlande	1998	2005
Malaisie	1998	2005
Corée du Sud	1998	2004
Brésil	1999	>2006
Russie	1999	>2006
Indonésie	1998	>2006

Scène domestique

L'économie canadienne se porte bien. Le Canada a enregistré un taux de croissance de 4,2 p. cent de son PIB réel en 1999, principalement grâce à la forte expansion de l'activité économique aux États-Unis. Selon les prévisions du *Conference Board* du Canada, la décélération prévue de l'activité économique aux États-Unis devrait entraîner un ralentissement de la croissance au Canada. Ainsi le taux de croissance du PIB réel passera de 3,9 p. cent en 2000 à 2,6 p. cent en 2004 [Tableau B.12 : "Macroéconomie canadienne," à la page B-15].¹ Le dollar canadien devrait valoir 0,69 \$ US en 2000 (contre 0,67 \$ US en 1999). On s'attend à ce que le dollar canadien continue de prendre de la valeur à moyen terme et à ce qu'il atteigne 0,74 \$ US en 2006 [Tableau B.12]. Compte tenu de l'appréciation du dollar canadien et du rythme modéré de l'activité économique, on prévoit que le taux d'inflation au Canada, mesuré par l'indice des prix à la consommation (CPI), se maintienne entre 1,9 p. cent et 2,5 p. cent à moyen terme.

1. Les tableaux 2 à 11 montrent les projections concernant les marchés agricoles internationaux.

Structure des marchés

Hypothèses concernant la structure des marchés

Dans cette partie, on présente les facteurs qui affectent la structure de plusieurs marchés agricoles mais qui ne sont pas spécifiques à un seul secteur. Cette discussion comprend les hypothèses portant sur les six volets suivants : les organismes génétiquement modifiés, les aliments biologiques, les gaz à effet de serre, la concentration de l'industrie agroalimentaire, les politiques agricoles à l'étranger et la prochaine ronde de négociations multilatérales sur les échanges commerciaux.

En raison de la nouveauté de plusieurs de ces sujets, l'information n'était pas facilement disponible. On a donc formulé des hypothèses simples pour produire le scénario de référence.

Organismes génétiquement modifiés (OGM)

Le développement de variétés de céréales contenant des organismes génétiquement modifiés s'est rapidement accru au cours des dernières années, particulièrement au Canada, aux États-Unis et en Argentine. Cet état de fait a soulevé une multitude de nouvelles questions liées à la productivité, au rendement, au commerce international et à la demande des consommateurs. Puisque les renseignements sur toutes ces questions sont souvent contradictoires, il a fallu formuler trois hypothèses simples pour produire un scénario de référence. Premièrement, les OGM ne modifieront pas la productivité et le rendement. Si cette hypothèse est fautive, par exemple si les OGM entraînent une hausse de la productivité, soit par une réduction des coûts de production ou une augmentation du rendement (ou les deux), alors les prix mondiaux seront inférieurs aux chiffres présentés dans le scénario de référence. Deuxième hypothèse, les consommateurs ne s'opposeront pas aux OGM et il ne sera donc pas nécessaire de les séparer des non OGM. Dans le cas contraire, il faudra augmenter les coûts de manutention des céréales et des oléagineux. L'augmentation des coûts sera significative si plus d'un type d'OGM est produit, comme c'est le cas pour le canola au Canada. Troisième hypothèse, les OGM ne seront pas l'objet de différends commerciaux qui perturberont le cours normal des échanges et mèneront à une hausse du coût des opérations commerciales.

Aliments biologiques

Dans un grand nombre de pays, beaucoup de produits biologiques qui constituaient des marchés à créneaux ont maintenant joint les rangs des produits courants. Cette conversion a lieu lorsque les principaux magasins de vente au détail décident d'offrir des produits biologiques aux consommateurs. Lors de l'étape de transition, on réserve des comptoirs spéciaux aux aliments biologiques pour ensuite les intégrer aux comptoirs des aliments conventionnels à mesure que la demande augmente. Ils sont alors identifiés par un logo placé directement sur le produit.

Si la méthode et le coût de production des aliments biologiques et des aliments conventionnels étaient les mêmes, il ne serait pas nécessaire de distinguer les uns des autres. L'aliment biologique ne diffère pas seulement par ses caractéristiques physiques. En effet, selon le produit dont il s'agit, il comporte des éléments comme le bien-être des animaux, la protection de l'environnement, le commerce équitable avec les pays en développement, la protection des espèces et de la faune, etc. Dans la plupart des cas, ces pratiques engendrent des coûts de production plus élevés, la modification des pratiques de culture, un indice de conversion des aliments moins élevé chez le bétail, un rendement céréalier inférieur (ou une plus grande superficie en jachère) ou des mécanismes auto-stabilisants des prix, etc.

Aussi longtemps que les aliments biologiques constitueront un marché à créneaux, il ne sera pas nécessaire de tenir compte de ces nouveaux facteurs commerciaux dans l'analyse. Par contre, plusieurs facteurs permettent de croire que les aliments biologiques deviendront des produits courants au cours de la prochaine décennie, mais l'information qui permettrait de modifier la structure des modèles utilisés pour produire ce scénario de référence n'est généralement pas disponible. En ne tenant pas compte des aliments biologiques, nous supposons de manière implicite que ces aliments continueront de faire partie des marchés à créneaux.

Gaz à effet de serre

L'agriculture est aussi confrontée à la nouvelle question des conséquences éventuelles du Protocole de Kyoto de 1997. Cet accord exige que les pays signataires réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et qu'ils envisagent des options comme l'échange de droits d'émission d'ici 2008–2012. Bien que cette échéance dépasse la période couverte par le scénario de référence, il est possible que certains pays mettent en œuvre des mesures graduelles pendant la période du scénario de référence.

L'activité agricole émet des gaz dans l'atmosphère et contribue ainsi au réchauffement de la planète. Il s'agit d'émissions de méthane et d'oxyde nitreux provenant du bétail, de l'utilisation énergétique de la biomasse ainsi que des rizières inondées. Tout dépendant des politiques nationales qui seront instituées pour faire respecter les engagements en ce sens, l'agriculture pourrait être directement touchée.

Elle pourrait aussi être touchée indirectement si le sol est reconnu comme étant un capteur de carbone par la communauté internationale. En ce moment, des pourparlers sont en cours et un grand nombre de questions juridiques doivent être résolues. Selon les résultats de ces pourparlers, si la caractéristique de capteur de carbone des sols est reconnue comme étant une caractéristique à commercialiser, les propriétaires de terres arables auront une option autre que la production alimentaire. Puisqu'aucune politique officielle n'existe en ce sens, ces facteurs ont simplement été omis lors de l'établissement de ce scénario de référence.

Concentration dans le secteur agroalimentaire

Pour plusieurs secteurs agroalimentaires, la concentration de l'industrie a lieu à un rythme accéléré, et cette concentration se manifeste tout au long de la chaîne alimentaire. C'est un phénomène mondial qui suscite plusieurs inquiétudes quant à la concentration du pouvoir de marché. Dans le scénario de référence, on a tenu pour acquis que le phénomène récent de l'acquisition et de la fusion ne modifiait pas l'évolution historique de la marge entre le prix à la ferme et le prix au détail. En d'autres mots, la marge continuera d'augmenter selon la tendance enregistrée au cours des deux dernières décennies.

Politiques agricoles à l'étranger

Pour toute la période couverte par le scénario de référence, il est tenu pour acquis que les politiques agricoles actuelles ou annoncées demeureront les mêmes. Il s'agit là d'une hypothèse très importante étant donné que les politiques agricoles des États-Unis et de l'Union européenne feront l'objet d'un examen en 2002 et 2003 respectivement.

Prochaine ronde de négociations multilatérales sur les échanges commerciaux

Dans ce scénario de référence, les engagements pris lors des négociations de l'*Uruguay Round* sur l'agriculture sont mis en œuvre sur la période 1995–2000 dans les pays industrialisés et jusqu'en 2004 dans les pays en développement. À l'étape finale de mise en œuvre progressive (en 2000 ou 2004), on émet l'hypothèse que ces réformes (réduction des mesures de soutien internes, réduction des subventions à l'exportation et meilleur accès aux marchés) resteront inchangées de 2000 (ou de 2004) à 2006. Aucune tentative de spéculation n'a été faite quant aux résultats de la prochaine ronde de négociations en raison de l'imprévisibilité de ces résultats en ce moment.

Hypothèses et analyses sectorielles

Cultures

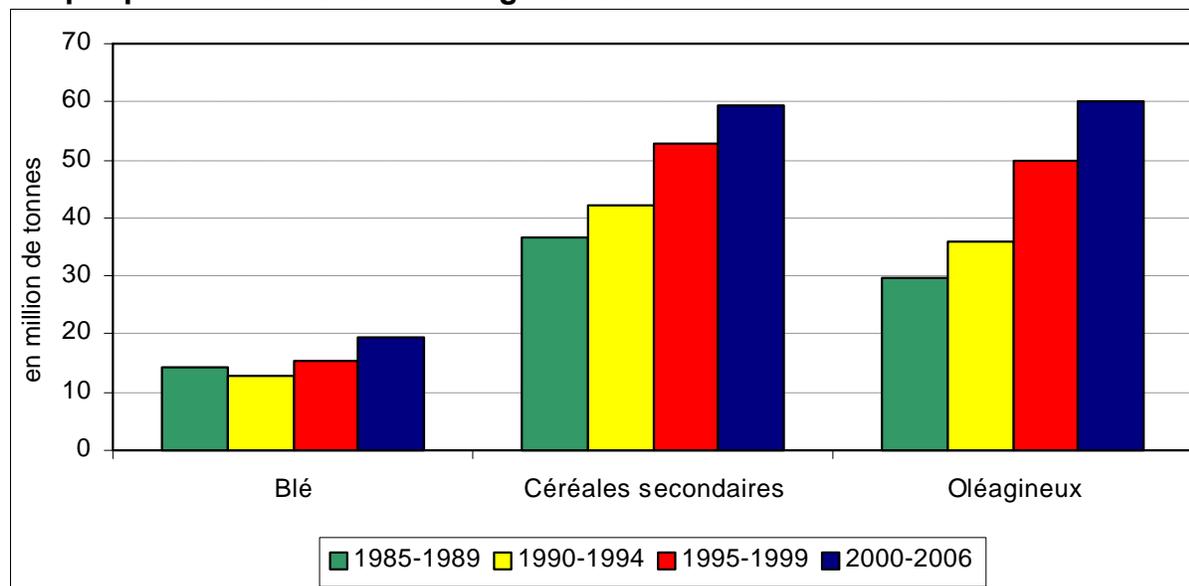
Scène internationale

Facteurs importants agissant sur l'offre et sur la demande

Brésil et Argentine : croissance de l'offre d'oléagineux

Malgré un très net fléchissement des prix des céréales et des oléagineux jusqu'à la fin des années 1990, les économies agricoles de l'Argentine et du Brésil ont gagné en efficacité, ce qui leur permet de devenir concurrentielles sur les marchés des exportations à faible prix. Les réformes qui ont eu pour effet de supprimer les taxes à l'exportation et de réduire les taxes à l'importation des facteurs de production agricole ont amélioré l'efficacité de ces économies. Depuis la création d'un nouveau marché commun du Cône sud (MERCOSUR) en 1995, beaucoup de tarifs douaniers intrarégionaux ont été abolis, ce qui a favorisé le libre-échange des produits entre les pays membres et attiré les investisseurs étrangers, profitant ainsi au secteur agricole. La tendance à la privatisation des installations d'exportation et des chemins de fer a provoqué une baisse des coûts de transport des exportations agricoles qui étaient élevés. Les réformes politiques et la plus forte intégration ont contribué à aligner les prix intérieurs sur les prix mondiaux, ce qui a entraîné une redistribution des ressources de certains secteurs agricoles moins efficaces vers d'autres plus concurrentiels.

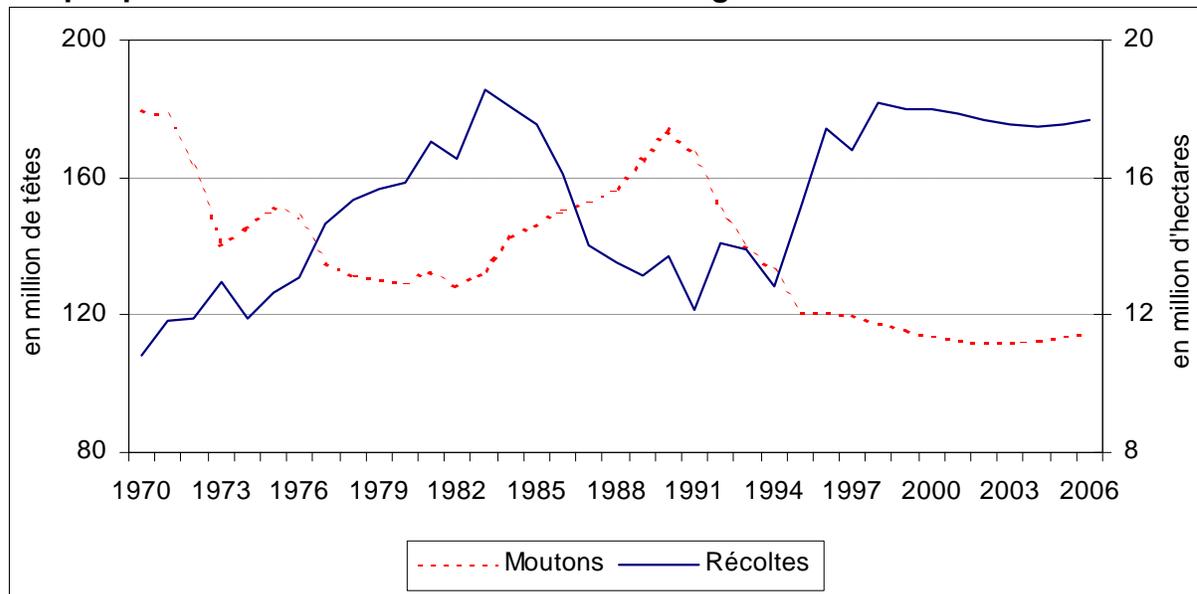
L'expansion rapide de la culture des céréales secondaires et des oléagineux s'est produite avant bon nombre des réformes intérieures survenues dans les années 1990. La production de blé, de maïs et de soja étant déjà concurrentielle, ces récoltes continueront de bénéficier de la conjoncture plus libérale. Comme le montre le graphique 3, la production moyenne de blé, de céréales secondaires et d'oléagineux au cours de la période historique la plus récente (1995 à 1999) a été supérieure respectivement de 7 p. cent, 44 p. cent et 67 p. cent à la production moyenne observée au cours de la période allant de 1985 à 1989. Durant la période à l'étude (2000 à 2006), nous prévoyons la poursuite de l'expansion des cultures agricoles en Argentine et au Brésil. Grâce aux prix avantageux du blé, on s'attend à la fin du scénario de référence à ce que la production de cette céréale atteigne 25 p. cent de plus que les niveaux moyens pour la période 1995 à 1999 tandis que la production de céréales secondaires et d'oléagineux augmentera respectivement de 13 p. cent et de 21 p. cent sur la même période.

Graphique 3 : Production de l'Argentine et du Brésil

Si l'on prend maintenant les éléments qui différencient ces deux pays, l'Argentine continue d'imposer les agriculteurs en taxant les exportations de soja brut et en accordant des rabais sur les exportations de tourteau et d'huile, contrairement au Brésil qui a aboli toutes les taxes sur les exportations de soja en 1996. Au Brésil, l'abolition de la taxe à l'exportation sur le soja a stimulé la production et les exportations de ce produit aux dépens du secteur de la transformation et des exportations de tourteau de soja. De plus, la récente dévaluation de la devise brésilienne en janvier 1999 a eu pour effet, à court terme, d'accroître la compétitivité des producteurs et transformateurs brésiliens sur les marchés d'exportation (cependant le coût des intrants importés a augmenté). Du côté de la production, on note une amélioration constante du potentiel de rendement dans les deux pays, mais étant donné que la superficie en terres arables à faible coût de production en Argentine s'approche de son utilisation maximum, tout porte à croire que l'augmentation de la production de soja à l'avenir se fera surtout au Brésil.

Australie : spécialisation accrue des céréales et des oléagineux

En plus d'être un important exportateur de blé sur l'échiquier international, l'Australie a vu ses exportations de canola et d'orge de brasserie augmenter au cours des années 1990. La faible rentabilité de la production laitière a accentué cette hausse de la production de céréales et d'oléagineux au cours des dix dernières années. La productivité accrue et les rendements plus élevés associés au plus vaste éventail d'options de plantation ont continué de privilégier les cultures agricoles aux dépens de la production laitière, d'où la conversion d'une importante superficie jusque-là vouée aux pâturages à la culture céréalière [Graphique 4].

Graphique 4 : Australie : Production ovine et agricole

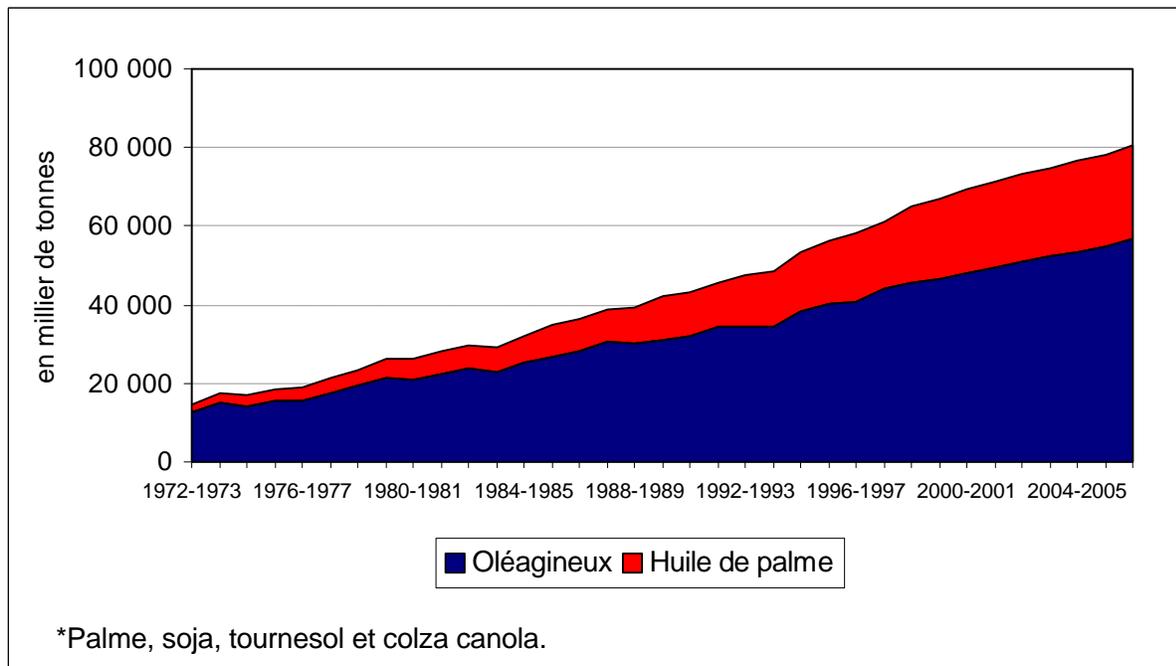
L'Australie, le plus grand producteur de laine du monde, a vu rapidement baisser son cheptel d'ovins dans la première moitié des années 1990. Cette situation a été en grande partie précipitée par l'impossibilité de préserver le système de prix planchers à l'intention des agriculteurs australiens et a entraîné une chute rapide des prix de la laine. Entre le milieu des années 1980 et la fin de la décennie, les prix de la laine avaient doublé, ce qui a provoqué une hausse significative du cheptel de moutons et de la production lainière. Cependant, une baisse de la demande associée à l'excédent des disponibilités s'est soldée par une baisse des prix qui ont fléchi de moitié au début des années 1990 ce qui a entraîné une réduction du cheptel.

À moyen terme, la reprise de la croissance économique mondiale stimulera la demande de vêtements à prix élevés, y compris des vêtements en laine, mais la tendance à la baisse de la demande de laine et la concurrence accrue d'autres sources de fibres meilleur marché limiteront les perspectives de la production lainière. Compte tenu de la relative stagnation des perspectives relatives à la demande de laine, on peut prévoir que l'affectation des terres en Australie continuera de privilégier les cultures aux dépens des pâturages.

Indonésie et Malaisie : augmentation de l'offre d'huile de palme

La hausse vertigineuse de la demande d'huile végétale a abouti à une forte hausse de la production. Lorsqu'on analyse la dynamique de croissance des quatre principales huiles végétales,² on constate que la production a augmenté de façon spectaculaire, passant de 15 millions de tonnes au début des années 1970 à plus de 65 millions de tonnes en 1999-2000, soit une hausse de plus de 400 p. cent [Graphique 5]. On s'attend à ce que la production d'huile végétale continue d'augmenter rapidement à mesure que la demande mondiale des quatre principales huiles végétales continuera de croître (particulièrement dans les pays en développement); elle devrait atteindre 80 millions de tonnes d'ici 2006-2007.

2. Les trois premières sont : l'huile de soja, l'huile de colza/canola et l'huile de tournesol, extraits des oléagineux. La dernière est l'huile de palme, extraite du fruit du palmier.

Graphique 5 : Production mondiale d'huile végétale*

À moyen terme, on prévoit que la croissance de la production d'huile végétale extraite des trois principaux oléagineux (soja, colza, tournesol) suivra le même rythme que la production d'huile de palme, cette dernière représentant alors environ 30 p. cent de la production, contre 70 p. cent allant aux trois principaux oléagineux. Historiquement, la part de l'huile de palme est passée rapidement de 15 p. cent de la production totale au début des années 1970 à 25 p. cent en 1990. Au cours des années 1990, cette part s'est stabilisée entre 27 p. cent et 30 p. cent sous l'effet de l'augmentation de la production d'huile d'oléagineux qui a empêché toute progression ultérieure de sa part du marché.

L'augmentation de la production d'huile de palme continuera d'être alimentée par l'expansion indonésienne. La Malaisie, qui est le principal producteur d'huile de palme (environ 50 p. cent de la production mondiale), est en butte à un certain nombre de contraintes qui limitent l'expansion de la superficie plantée de palmiers. Étant donné qu'il s'agit d'un petit pays, il reste peu de terres cultivables et les pressions exercées par d'autres secteurs sur les coûts de main-d'œuvre auront pour effet de réduire la rentabilité des plantations de palmiers qui sont à très forte intensité de main-d'œuvre. En revanche, l'Indonésie continue d'augmenter sa production d'huile de palme, qui représente aujourd'hui environ 30 p. cent de la production mondiale contre 15 p. cent en 1980.

Même s'il reste encore une marge considérable d'accroissement pour la production d'huile de palme en Indonésie en raison de la superficie se prêtant à l'établissement de plantations, en plus des coûts de main-d'œuvre relativement bas, il faudra beaucoup développer les infrastructures pour maintenir une forte expansion de la production. La principale menace qui plane sur l'augmentation de la production en Indonésie est un autre choc financier, comme la crise asiatique survenue en 1998 qui, à court terme, a entraîné dans son sillage l'interdiction d'exporter l'huile de palme vers le reste du monde, puis l'imposition d'une taxe à l'exportation qui a été abolie depuis. Même si la crise a manifestement eu des répercussions néfastes

sur l'industrie de l'huile de palme, la forte dépréciation du taux de change en termes réels de la roupie (Indonésie) et du ringgit (Malaisie) a amélioré la situation de l'industrie de l'huile de palme déjà concurrentielle.

À moyen terme, l'augmentation de la demande provenant des pays en développement devrait se traduire par une hausse des prix de l'huile végétale par rapport à leurs niveaux actuels très bas. Toutefois, les perspectives d'une hausse des prix à moyen terme resteront limitées par l'expansion constante de la production d'huile de palme à faible coût.

États-Unis : prêts de mise en marché et PCP

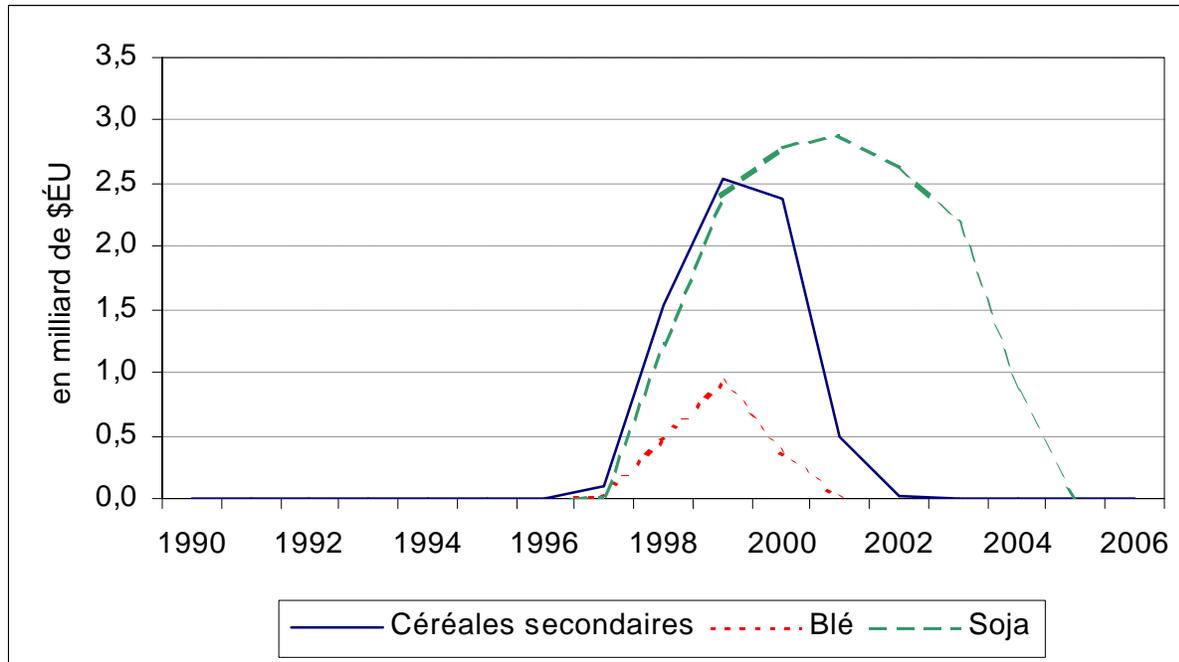
Même si la *Federal Agriculture Improvement and Reform Act (FAIR)* de 1996 a marqué un tournant décisif dans la politique agricole des États-Unis en supprimant le lien qui existait entre les paiements de soutien du revenu et les prix agricoles, on a aujourd'hui la preuve qu'un élément clé, le programme de prêts de mise en marché accompagné des primes de complément de prêt (PCP), a de plus en plus contribué à dénaturer la production et les exportations des États-Unis. Grâce au programme de prêts de mise en marché, les producteurs des principaux produits admissibles peuvent réaliser des recettes minimales par unité fixées par le taux de prêt sur récolte. Étant donné que certains des principaux produits américains se vendaient à des prix inférieurs au taux de prêt durant les dernières années, les producteurs tiennent compte du taux de prêt dans leurs décisions de production. Bien que le producteur ait la garantie d'un prix minimum, le programme ne fixe pas de plancher au prix du marché car le produit n'est pas retiré du marché pour être mis dans les réserves gouvernementales.

Un producteur peut tirer parti du programme de prêts de mise en marché de deux façons différentes. Dans le premier cas, il s'agit d'un prêt de mise en marché sans recours et, dans le deuxième, d'une PCP. En vertu de la première option, une fois le produit récolté, le producteur peut obtenir un taux de prêt par unité pour sa récolte et rembourser ce prêt majoré des intérêts à n'importe quel moment pendant la durée du prêt (généralement dans un délai de neuf mois). Advenant que les céréales soient mises en marché à une date ultérieure et que les prix soient inférieurs au taux de prêt (majoré des intérêts), l'agriculteur n'a à rembourser qu'un taux inférieur basé sur les prix locaux du marché. Avant l'adoption des prêts de mise en marché, lorsque les prix étaient inférieurs au taux de prêt majoré des intérêts, le producteur renonçait aux céréales qui étaient alors mises dans les stocks gouvernementaux, ce qui avait pour effet de les retirer du marché et de faire du taux de prêt américain un prix plancher pour les marchés mondiaux, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

La deuxième option, qui connaît une grande popularité ces dernières années où les prix des produits sont plutôt bas, réside dans les PCP. Les PCP permettent à un producteur d'obtenir les mêmes avantages que le prêt de mise en marché sans avoir à contracter un prêt sur récolte. Les PCP représentent essentiellement la différence entre le taux de prêt un jour donné et les prix du marché en vigueur à l'échelle locale. Le producteur peut décider de toucher une prime de complément qui équivaut à l'écart entre le taux de prêt et le prix local en vigueur et de renoncer au prêt de mise en marché. Depuis trois ans, la majorité des agriculteurs préfèrent l'option PCP à un prêt de mise en marché. Si l'on compare 1999-2000 à 1998-1999, il ressort clairement que cette tendance persiste vu que la proportion de PCP par rapport aux prêts de mise en marché pour le blé, le maïs et le soja est passée de 79/21 à 86/14.

Le graphique 6 illustre l'augmentation rapide des gains confondus des PCP et des prêts de mise en marché payés par le gouvernement américain aux agriculteurs de 1997 à 1999 pour le blé, les céréales secondaires (surtout le maïs) et les oléagineux (essentiellement le soja). En juin 2000, les PCP versées au titre du blé, du maïs et du soja pour 1999–2000 représentaient plus du double de ceux enregistrés en 1998–1999 (0,9, 2 et 2,1 milliards \$EU contre 0,4, 1 et 0,8 milliard \$EU). Compte tenu du niveau relativement bas des prix internationaux, tout porte à croire que cette dynamique persistera pour la plupart des céréales américaines à court terme et pour le soja sur une plus longue période.

Graphique 6 : Gains provenant des programmes américains de prêts de mise en marché et PCP



En établissant cette prévision, on a supposé que les taux de prêt resteront aux mêmes niveaux qu'en 1999–2000 pendant la durée de la période à l'étude. Pour la campagne 2000-2001, le secrétaire américain à l'agriculture a déjà annoncé que les taux resteraient aux mêmes niveaux qu'en 1999–2000. On s'attend à une baisse sensible des paiements au titre du blé en 2000–2001 compte tenu du raffermissement des prix de cette céréale [Graphique 6]. À mesure que les prix des céréales secondaires se raffermiront pendant la période à l'étude, les paiements devraient accuser un net repli en 2001–2002 et être pratiquement nuls en 2002–2003. Dans le cas du soja, la faiblesse du complexe des oléagineux attribuable à l'importance des approvisionnements sud-américains et à l'augmentation de la production d'huile de palme se traduira par le maintien de paiements élevés jusqu'en 2004–2005.

Pour déterminer les variations des taux de prêt américains, on prend généralement 85 p. cent de la moyenne olympique quinquennale historique (moyenne calculée en omettant l'année la plus faible et la plus élevée). Étant donné que les taux de prêt américains sont assortis de plafonds fixes selon la loi FAIR et que les taux en 1999–2000 correspondaient à ces plafonds, l'hypothèse des taux de prêt fixes en 2000–2001 a peu de conséquences vu que la plupart des récoltes, à l'exception du soja (dont le taux de prêt se serait chiffré à 5,13 \$US/boisseau [189 \$US/tonne] par rapport au maximum de 5,26 \$US/boisseau [193 \$US/tonne]), auraient

été assorties d'un taux de prêt dépassant les plafonds permis par la Loi. La situation changera néanmoins en 2001–2002 vu que les taux de prêt calculés selon la moyenne olympique chuteront en deçà des plafonds. Les conséquences de l'hypothèse selon laquelle les taux de prêt sont fixés au niveau de 1999–2000 sont limitées en ce qui concerne le blé et les céréales secondaires en raison de la hausse prévue des prix à compter de 2000–2001. Par contre, pour le soja, cette hypothèse ne fait qu'aggraver l'effet de distorsion parce qu'il faut une période plus longue à ce produit pour atteindre un prix supérieur au taux de prêt.³

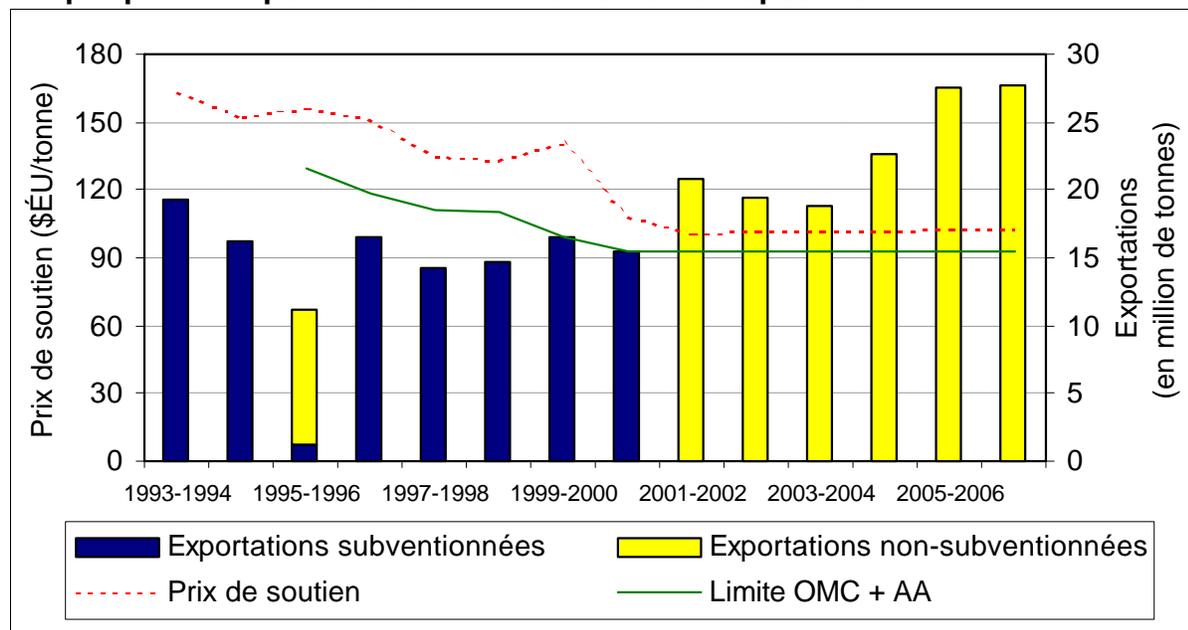
Pour ce qui est des deux autres grandes hypothèses concernant les États-Unis, on a supposé que l'inscription au *Conservation Reserve Program* (CRP) jusqu'au maximum réglementaire de 14,7 millions d'hectares serait terminée d'ici la campagne agricole 2003–2004.⁴ L'autre grande hypothèse a trait aux paiements du *Production Flexibility Contract* (PFC) dont on présume qu'ils seront des paiements directs découplés et à la baisse, d'où l'effet limité qu'ils auront sur les décisions des producteurs. Même si cette hypothèse un peu simpliste a été formulée pour les besoins de ce scénario de référence, il faut signaler qu'un effet de richesse dont il n'est pas tenu compte se rattache peut-être aux importants paiements du PFC. Il se peut qu'un effet de réduction des risques entre également en jeu en raison de la hausse significative des paiements supplémentaires versés de la même manière. Advenant que ces effets se matérialisent vraiment, la superficie cultivée prévue pour les États-Unis dans le scénario de référence des perspectives internationales est sans doute sous-estimée.

Union européenne : Accord de Berlin

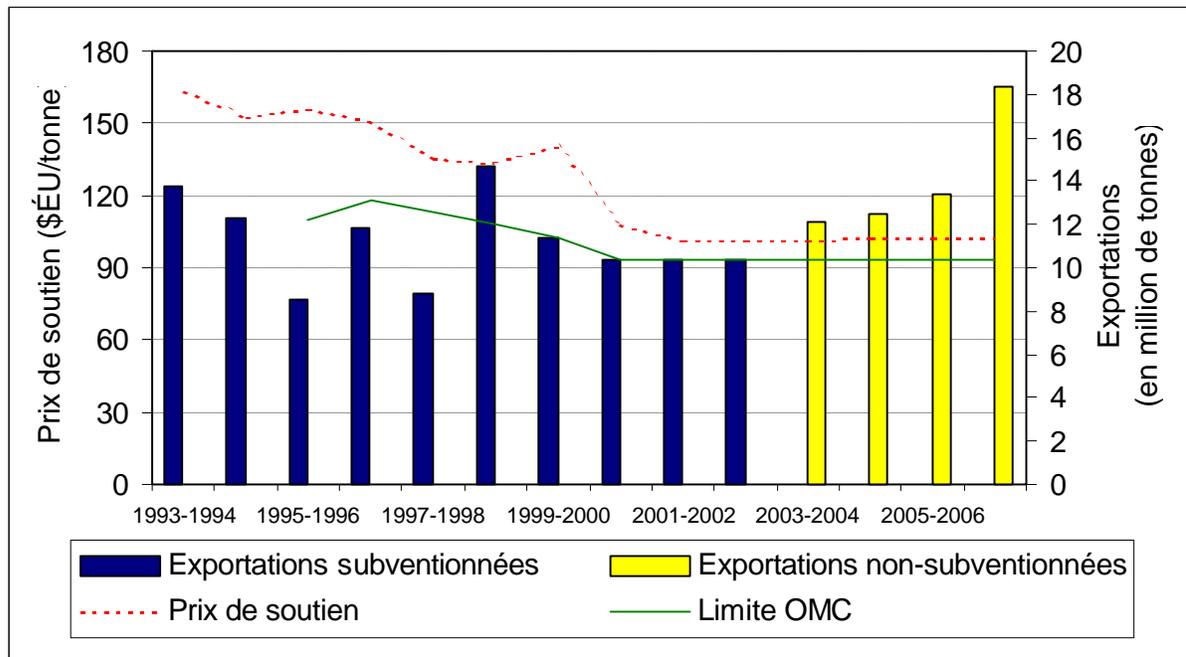
Les prévisions du scénario de référence tiennent compte de l'Accord de Berlin signé par l'UE en mars 1999 et des trois principaux instruments stratégiques qui influent directement sur la production de céréales et d'oléagineux qui sont : le soutien des prix, les paiements directs et la gestion des approvisionnements. Si l'on se fonde sur les niveaux de 1999–2000, en vertu de l'Accord, le prix d'intervention des céréales baisse de 18 euros/tonne pour atteindre 101 euros/tonne en 2001–2002, alors que les paiements directs augmentent de 9 euros/tonne (63 euros/tonne en 2001–2002). Les paiements directs au titre du retrait obligatoire des terres en culture et de la superficie affectée aux oléagineux baissent respectivement de 6 et de 31 euros/tonne, de sorte que les paiements directs qui se rattachent aux céréales, aux oléagineux et aux terres en culture mises de côté seront au même niveau d'ici 2002. Même si l'Accord prévoit le retrait obligatoire de 10 p. cent des terres en culture au cours de la période 2000–2006, nous prévoyons dans le scénario de référence une baisse des terres soustraites aux cultures dans l'Union européenne. Un euro relativement faible, un prix de soutien plus faible et un raffermissement des prix mondiaux des céréales devraient permettre à l'UE d'exporter du blé et des céréales secondaires sans subventions durant la période de référence. Cette situation se traduit par un raffermissement des prix intérieurs dans l'UE et par une baisse du retrait obligatoire et facultatif des terres en culture (9,7 p. cent en 2006–2007 contre 15,5 p. cent en 2000–2001), ce qui permet à l'UE de produire et d'exporter davantage de blé et de céréales secondaires.

3. Il faut signaler que si les prévisions de prix à court et à moyen terme sont trop optimistes, le maintien des taux de prêt à leurs niveaux actuels aura pour effet de perpétuer l'effet de distorsion pour la plupart des principales céréales parce que les taux de prêt calculés selon la moyenne olympique auraient chuté en deçà des maximums d'ici 2001–2002.

4. Le CRP est un programme facultatif de gel des terres à long terme en vertu duquel les producteurs s'engagent à inscrire des terres écologiquement fragiles pour 10 à 15 ans et touchent un loyer annuel plus la moitié du coût d'établissement d'une couverture terrestre permanente.

Graphique 7 : Exportations de blé de l'Union européenne

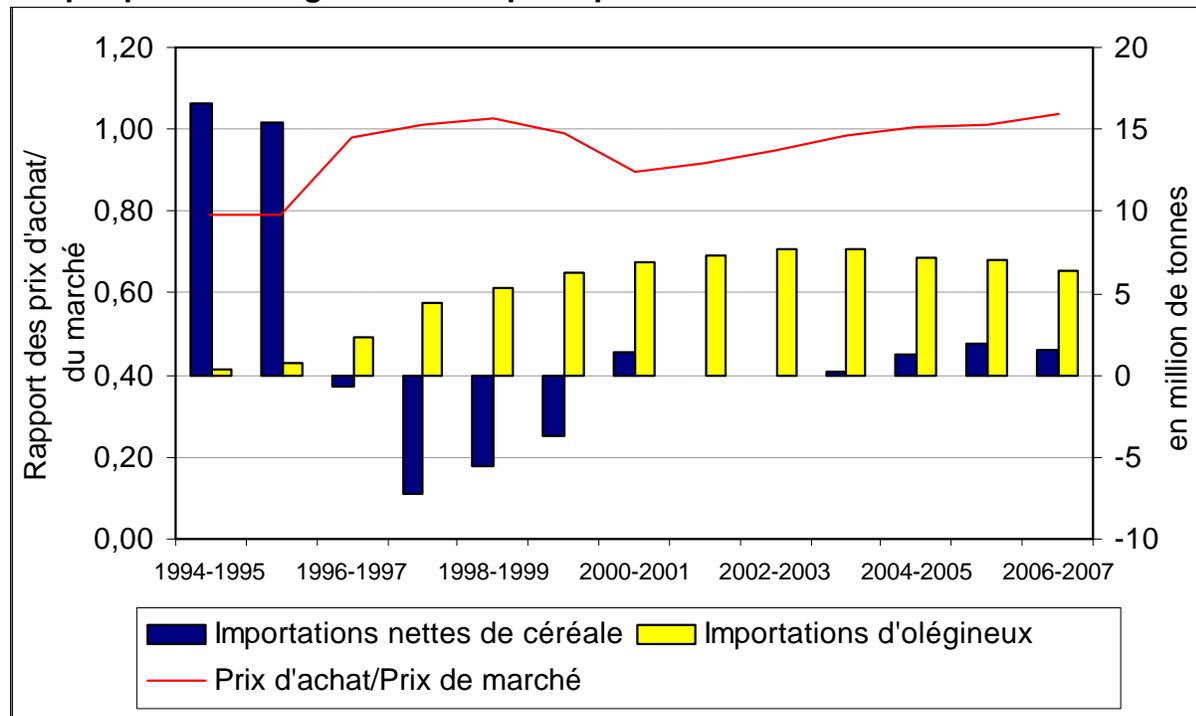
Compte tenu de notre hypothèse d'un euro relativement faible, d'une hausse appréciable des prix du blé à court terme et d'un prix de soutien des céréales plus faible, l'Union européenne devrait pouvoir exporter du blé sans subvention à partir de 2001-2002 [Graphique 7]. Ce développement jumelé à l'égalisation des paiements directs avec les oléagineux entraîneront une augmentation appréciable des terres affectées à la culture du blé dans l'UE. La superficie affectée aux céréales secondaires dans l'UE commence elle aussi à bénéficier de la faiblesse de l'euro et du raffermissement des prix mondiaux des céréales secondaires puisque les exportations sans subventions débiteront en 2003-2004 [Graphique 8]. La capacité d'exportation des céréales secondaires sans subventions se traduit par une baisse appréciable des stocks d'intervention des céréales secondaires par rapport aux niveaux élevés actuels. La superficie affectée à la culture des oléagineux dans l'UE subit les effets néfastes de la baisse des paiements directs et des prix du blé relativement plus avantageux à court terme. Toutefois, cette réduction est limitée puisque l'Accord de Blair House a précédemment restreint la superficie affectée à la culture des oléagineux dans l'UE. De plus, la réduction prévue du total des superficies en jachère permettra une augmentation de la superficie affectée à toutes les cultures.

Graphique 8 : Exportations de céréales secondaires de l'Union européenne

Chine : autosuffisance et accord bilatéral avec les États-Unis

La Chine est un important producteur et consommateur de céréales et d'oléagineux. Avant 1994, la réforme de la politique agricole nationale encourageait le secteur céréalier à l'orienter vers un régime plus axé sur le marché, ce qui aurait rendu la spécialisation dans les cultures de plus grande valeur, comme les fruits et légumes, plus attrayante aux yeux des producteurs que l'expansion continue de la production des cultures céréalières de plus faible valeur. Or, devant l'augmentation rapide des importations de céréales au milieu des années 1990, sans oublier l'escalade des prix des céréales et les préoccupations internationales (« qui alimentera la Chine? »), la politique du gouvernement chinois a amorcé un revirement grâce auquel la Chine a retrouvé son autosuffisance céréalière en quelques années (blé, céréales secondaires et riz), ce qui a réduit de beaucoup le besoin d'accroître les importations de céréales.

La politique chinoise connue sous l'appellation de « système de responsabilité du sac à grains des gouverneurs » est en place depuis la fin de 1994. Selon cette politique du « sac à grains », ce sont les gouverneurs des différentes régions qui sont maintenant responsables de l'augmentation de la production céréalière. Les gouverneurs se sont attelés à la tâche en stimulant la production de céréales; pour ce faire, ils ont fixé des prix plus élevés pour les contingents de livraison obligatoires et facilité l'accès des agriculteurs à des intrants comme les engrais par le biais de subventions. La politique du « sac à grains » jumelée à des conditions météorologiques favorables ont aidé à atteindre l'objectif d'autosuffisance en 1997. Le graphique 9 illustre le changement survenu dans les prix d'achat gouvernementaux en Chine (moyenne pondérée du blé, des céréales secondaires et du riz), qui sont passés d'environ 80 p. cent (taxe prélevée sur les céréaliculteurs) à 98 p. cent des prix du marché intérieur en 1996-1997.

Graphique 9 : Changement de la politique céréalière chinoise

Le succès de la politique du sac à grains et les conditions météorologiques favorables se sont traduits par un accroissement spectaculaire des réserves de céréales chinoises, qui ont atteint des niveaux records. Les réserves chinoises sont devenues encombrantes et ont obligé à engager de gros investissements dans de nouvelles installations de stockage afin de prévenir les pertes de qualité et d'atténuer les risques de gaspillage. Étant donné que les prix d'achat gouvernementaux des céréales ne faisaient état d'aucun critère de qualité, les agriculteurs ont décidé de se concentrer sur l'amélioration du rendement plutôt que sur l'amélioration de la qualité, ce qui a abouti à l'arrivée d'un volume élevé de céréales de basse qualité dans les stocks gouvernementaux. Pour remédier à ce problème, le gouvernement chinois a décidé d'acheter différentes qualités de céréales à différents prix, ce qui pourrait provoquer une réduction modeste de la production céréalière. En outre, on prévoit qu'à court terme les prix d'achat chuteront pour atteindre environ 90 p. cent des prix de marché ce qui réduira les incitatifs à la production céréalière. À moyen terme, on prévoit que le gouvernement continuera de maintenir un haut niveau d'autosuffisance; les prix d'achat gouvernementaux des céréales devraient de nouveau approcher les prix du marché d'ici 2003 [Graphique 9].

Si l'on se base sur la politique d'autosuffisance actuelle dans le secteur céréalière et du haut niveau des stocks de l'État, les perspectives d'une forte hausse des importations de céréales par la Chine sont limitées. Les importations de céréales devraient progresser de façon modérée à l'avenir, poussées à la hausse par l'augmentation de la population, la croissance soutenue du revenu et la spécialisation accrue dans la production de produits dotés d'un avantage comparatif. Cette situation devrait donc influencer la structure politique en vigueur. Par contre, en tenant compte de tous ces facteurs, il apparaît évident que le potentiel d'importation à court et à moyen terme est nettement inférieur aux niveaux anticipés par plusieurs il y a quelques années. D'ici 2006-2007, on s'attend à ce que les importations nettes de céréales (incluant le riz) par la Chine atteignent à peine 1,5 million de tonnes (environ 10 p. cent des niveaux records enregistrés au milieu des années 1990) [Graphique 9].

La Chine est un gros producteur et importateur d'oléagineux et de leurs sous-produits (tourteau et huile). Depuis l'adoption de la politique du « sac à grains », une hausse des prix d'achat gouvernementaux des céréales a créé une conjoncture moins défavorable à la culture des céréales en comparaison des oléagineux. Bien que la Chine continue d'être un très gros producteur d'oléagineux, l'augmentation de la population des villes et la hausse de ses revenus ont entraîné un accroissement de la demande d'huile végétale et de viande (demande dérivée pour les tourteaux de protéines). Cette situation obligera de plus en plus la Chine à accroître ses importations d'oléagineux.

Jusqu'à récemment, les importations de soja ont bénéficié d'un accès plus libre que le tourteau. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 13 p. cent à laquelle le soja était assujéti, contrairement au tourteau de soja, a eu comme effet d'augmenter le coût des intrants des transformateurs mais n'a pas permis le même niveau de protection pour le tourteau, un extrant important. L'imposition récente de la même TVA de 13 p. cent sur le tourteau a rendu la structure des tarifs plus favorable à l'industrie chinoise de la trituration, et les importations de soja brut devraient s'accroître. Malgré cela, en raison de la faiblesse relative des prix mondiaux du tourteau de soja, les importations de tourteau de protéines demeureront élevées.

Les importations d'huile végétale font l'objet de contrôles beaucoup plus stricts en Chine. Étant donné que six entreprises commerciales appartenant à l'État contrôlent les importations d'huiles végétales, sans oublier l'imposition d'une taxe d'importation de 20 p. cent et d'une TVA de 13 p. cent, on comprend qu'il soit tentant de se livrer à la contrebande de l'huile végétale. Grâce aux récentes mesures de répression, il y a aujourd'hui un écart plus important entre les prix de l'huile végétale chinoise et les prix mondiaux, ce qui incite à importer et à transformer sur place du soja brut et du canola. En vertu de cette politique, étant donné que les prix d'achat gouvernementaux n'agissent plus comme une taxe sur la production céréalière et que le tourteau de soja est maintenant assujéti aux mêmes taxes que le soja, on peut anticiper à moyen terme, qu'en dépit d'une hausse des importations de tourteau et d'huiles végétales, les importations d'oléagineux (soja et canola) resteront élevés [Graphique 9].

Nous avons incorporé dans le scénario de référence les principaux changements survenus dans la politique commerciale pour ce qui est des restrictions quantitatives et des niveaux tarifaires touchant les céréales et les oléagineux, qui sont le fruit de la signature de l'accord bilatéral entre la Chine et les États-Unis le 15 novembre 1999 [Encadré 2]. La signature de cet accord est un pas important vers l'admission de la Chine au sein de l'OMC.⁵ Il faut signaler que, dans le scénario de référence, les contingents tarifaires ne sont pas contraignants en ce qui concerne le blé et les céréales secondaires vu que les importations n'atteignent jamais la limite fixée. Ce résultat repose essentiellement sur l'hypothèse selon laquelle la Chine continuera de poursuivre ses objectifs d'autosuffisance. Étant donné que les huiles végétales sont traitées comme un agrégat, on peut présumer que, même si les importations d'huile de soja atteignent le maximum de leurs contingents, les importations d'autres huiles végétales, notamment d'huile de canola et d'huile de palme, vont connaître une augmentation qui limitera l'impact du tarif douanier hors contingent.

5. Un accord similaire a été signé par le gouvernement canadien le 26 novembre 1999. Toutefois, en raison du caractère secret de certaines de ses modalités, il n'a pas été incorporé dans le scénario de référence des perspectives internationales. Pour ce qui est du blé, du canola et de l'huile de canola, l'accord canadien ressemble beaucoup à l'accord américain relatif au blé, au soja et à l'huile de soja.

Encadré 2 : Accord bilatéral Chine/États-Unis

Au sujet des principaux produits agricoles, dont le blé, le maïs et les produits du soja, voici deux des principaux engagements inclus dans l'Accord bilatéral Chine/États-Unis :

- un système de contingents tarifaires en vertu duquel les contingents assujettis aux bas tarifs douaniers augmenteront pendant la durée de l'entente tandis que les tarifs douaniers hors contingent baisseront durant la même période;
- une augmentation de la part des contingents d'importation par les entreprises commerciales non étatiques (qui n'est pas explicitement prise en compte dans les perspectives).

Pour le blé et le maïs, la Chine a accepté des tarifs de 1 p. cent applicables dans la limite des contingents alors que les tarifs hors contingent, qui sont de 77 p. cent en 2000, chuteront à 64 p. cent en 2004. Pour le maïs et le blé, les contingents passeront respectivement de 4,5 et 7,3 millions de tonnes en 2000 à 7,2 et 9,6 millions de tonnes en 2004. Quant à la répartition des contingents entre les négociants d'état et hors État pour le maïs et le blé, la proportion en 2000 se situe respectivement à 75/25 et 90/10; d'ici 2004, la proportion de maïs passera à 60/40 sans qu'un changement soit prévu dans celle du blé.

Pour ce qui est du soja et des produits du soja, la Chine fixera les tarifs douaniers aux taux actuels, qui sont respectivement de 3 p. cent et de 5 p. cent, tandis que les importations ne seront plus soumises à aucune restriction pour les importateurs qui ont le droit de faire du commerce. L'huile de soja sera assujettie à un tarif de 9 p. cent sur les 1,7 million de tonnes du contingent, dont 50 p. cent seront octroyés aux entreprises commerciales non étatiques. Le niveau des contingents passera à 3,3 millions de tonnes d'ici 2005, dont 90 p. cent seront attribuées aux entreprises commerciales non étatiques, alors que le tarif hors contingent, qui est de 74 p. cent en 2000, chutera à 9 p. cent en 2006. En 2006, l'huile de soja ne sera plus assujettie à des contingents tarifaires, tandis qu'un tarif consolidé de 9 p. cent sera imposé à tous les importateurs autorisés à faire du commerce.

L'hypothèse concernant le taux de change entre le yuan chinois et le dollar américain est un autre élément important du scénario de référence. Depuis 1995 le yuan est stable. Dans le scénario de référence, nous émettons l'hypothèse que les autorités chinoises ont décidé de laisser le yuan se déprécier lentement jusqu'à sa valeur de marché afin d'offrir une protection aux secteurs manufacturiers et à l'agriculture contre les importations peu coûteuses. Nous avons repris l'hypothèse émise par l'OCDE selon laquelle le yuan connaîtra une dévaluation en termes réels de 1 p. cent en moyenne à chaque année au cours de la période 2002 à 2006.

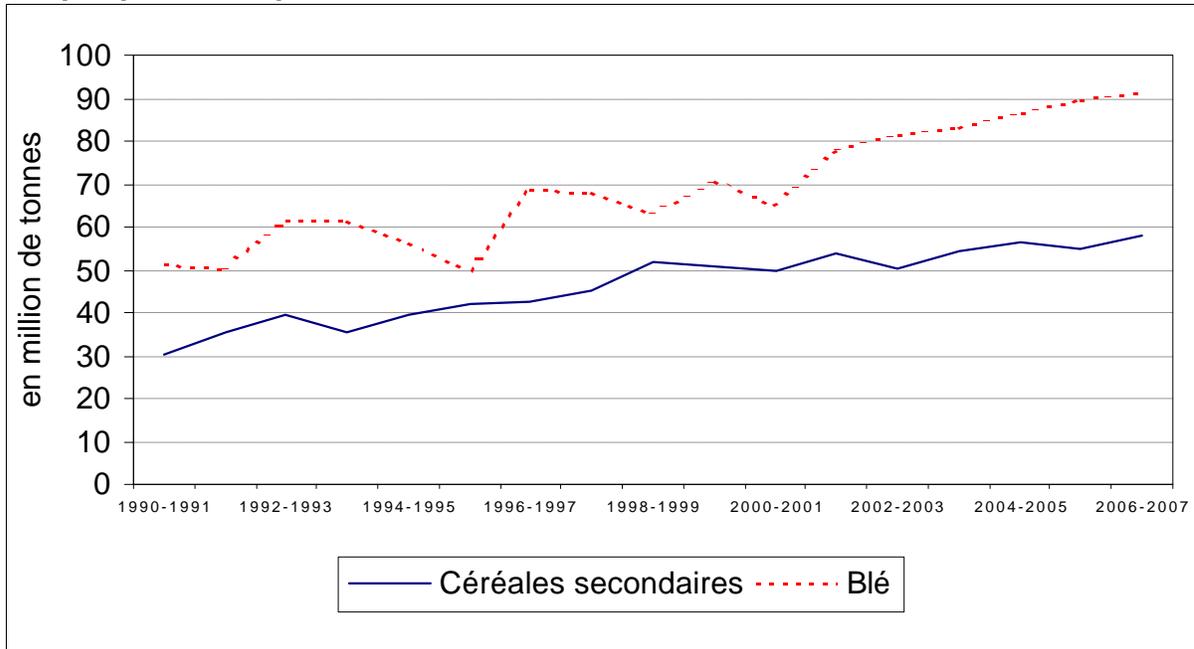
En tenant compte de tous ces facteurs, les importations nettes chinoises pour l'ensemble des céréales, des oléagineux et du tourteau (en équivalent soja) devraient atteindre à moyen terme des niveaux légèrement inférieurs aux niveaux records de 1994-1995 et 1995-1996.

Reste du monde : l'offre et la demande

Le reste du monde, qui est défini comme le monde moins les pays de l'OCDE, l'ex-URSS, la Chine, l'Argentine et la Slovaquie dans notre système d'analyse, constitue la principale source de croissance de la demande de produits agroalimentaires dans notre scénario à moyen terme. On s'attend à ce que la population de ces pays augmente de 445 millions d'habitants entre 1999 et 2006. Selon l'OCDE, le taux de croissance du produit intérieur brut de ces pays retrouve rapidement ses niveaux d'avant la crise, soit 3,8 p. cent en 2000, 4,3 p. cent en 2001 et une moyenne d'environ 4,5 p. cent pour les années subséquentes de la période à l'étude. Il n'est pas rare d'observer une longue période de croissance économique dans ces pays.

À court terme, les pays qui ont été le plus durement touchés par la crise continueront d'être affectés par l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat, mais dans l'ensemble, on s'attend à une augmentation de la demande de céréales et d'oléagineux. L'augmentation de la population et du revenu, la poursuite des migrations des régions rurales vers les grands centres urbains et la modification des régimes alimentaires nationaux, qui se traduira par une désaffection à l'égard des denrées de consommation courantes au profit des céréales et des produits d'origine animale, auront pour effet de stimuler la demande. On prévoit que la consommation globale de céréales secondaires, de blé et d'oléagineux dans ces pays augmentera respectivement de 51, 42 et 17 millions de tonnes entre 1999 et 2006.

Graphique 10 : Importations nettes du reste du monde

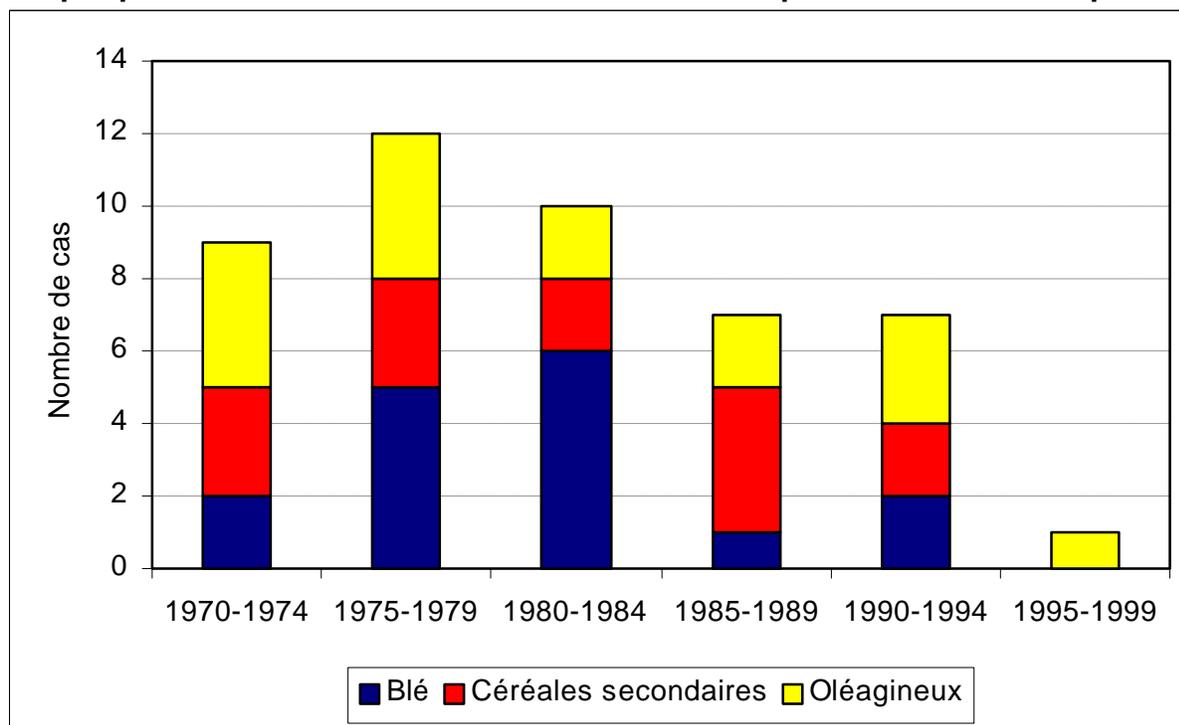


Cette hausse de la consommation ne se traduira pas automatiquement par une augmentation des importations, vu que la production devrait progresser respectivement de 44, 24 et 19 millions de tonnes en ce qui concerne les céréales secondaires, le blé et les oléagineux. Pour ce qui est des rendements et des surfaces cultivées, c'est le blé qui devrait afficher la plus faible augmentation, suivi des oléagineux et des céréales secondaires. La superficie totale affectée à ces trois cultures dans ces pays devrait augmenter de près de 29 millions d'hectares durant la même période. Cela explique que les besoins nets de blé et de céréales secondaires dans ces pays soient appelés à connaître une hausse au cours de la période à l'étude [Graphique 10]. Pour les oléagineux, cela n'est pas le cas. En fait, le reste du monde est un exportateur net d'oléagineux et de leurs sous-produits et on s'attend à ce qu'il le demeure sur toute la période du scénario de référence. Cette situation est essentiellement attribuable à l'état de l'offre brésilienne analysée plus haut.

Conditions climatiques : risques de sécheresse?

Comme dans la plupart des scénarios de référence, on présume des conditions météorologiques normales et, par conséquent, on prévoit des rendements à tendance linéaire. Il faut mentionner qu'une seule sécheresse a été enregistrée entre 1995 et 1999 dans un important pays producteur de céréales et d'oléagineux [Graphique 11]. Si on examine les chiffres relatifs au blé, aux céréales secondaires et aux oléagineux et qu'on compare le rendement de la période courante à la tendance historique (en présumant qu'un rendement de 15 p. cent inférieur à la tendance est indicateur d'une sécheresse), on remarque que le nombre de sécheresses (une seule) enregistrés durant la période 1995-1999 a été nettement inférieur à la moyenne du nombre de sécheresses enregistrées au cours de chacune des périodes quinquennales précédentes (minimum de 7 et maximum de 12).

Graphique 11 : Cas de sécheresses dans le monde par intervalle de cinq ans

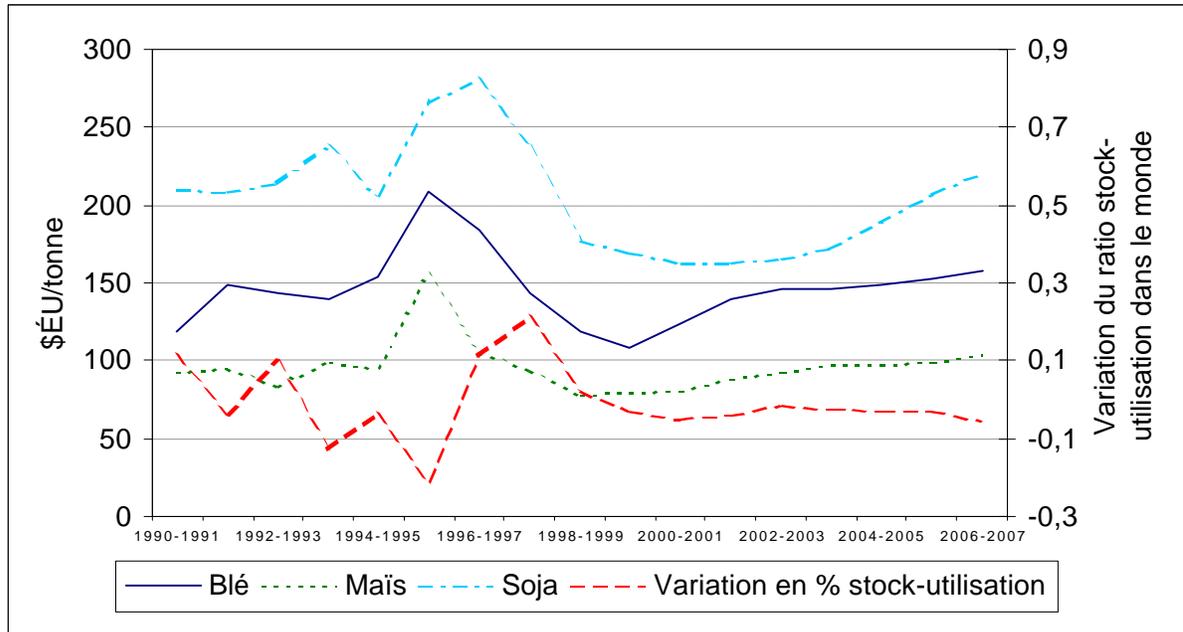


Prix internationaux

Pour la campagne agricole courante (2000-2001), les augmentations des prix du blé, des céréales secondaires et des oléagineux sont limitées. On s'attend à ce que les prix mondiaux du blé augmentent par rapport au faible niveau observé en 1999-2000 puisque la consommation mondiale de blé dépassera la production pour la troisième année d'affilée; on remarque en effet une baisse des réserves mondiales, qui régressent à 110 millions de tonnes (rapport stock-utilisation de 19 p. cent). Étant donné que le rapport stock-utilisation des réserves de blé mondiales est voisin du niveau observé au milieu des années 1990 lorsque les prix du grain ont connu une véritable flambée, ce sera la composition des intervenants et les stocks élevés de céréales secondaires qui continueront de limiter la hausse des prix. En particulier, l'accumulation des stocks disponibles des principaux pays exportateurs de blé (principalement les États-Unis) a eu un effet néfaste sur les prix du blé depuis quelques années. La

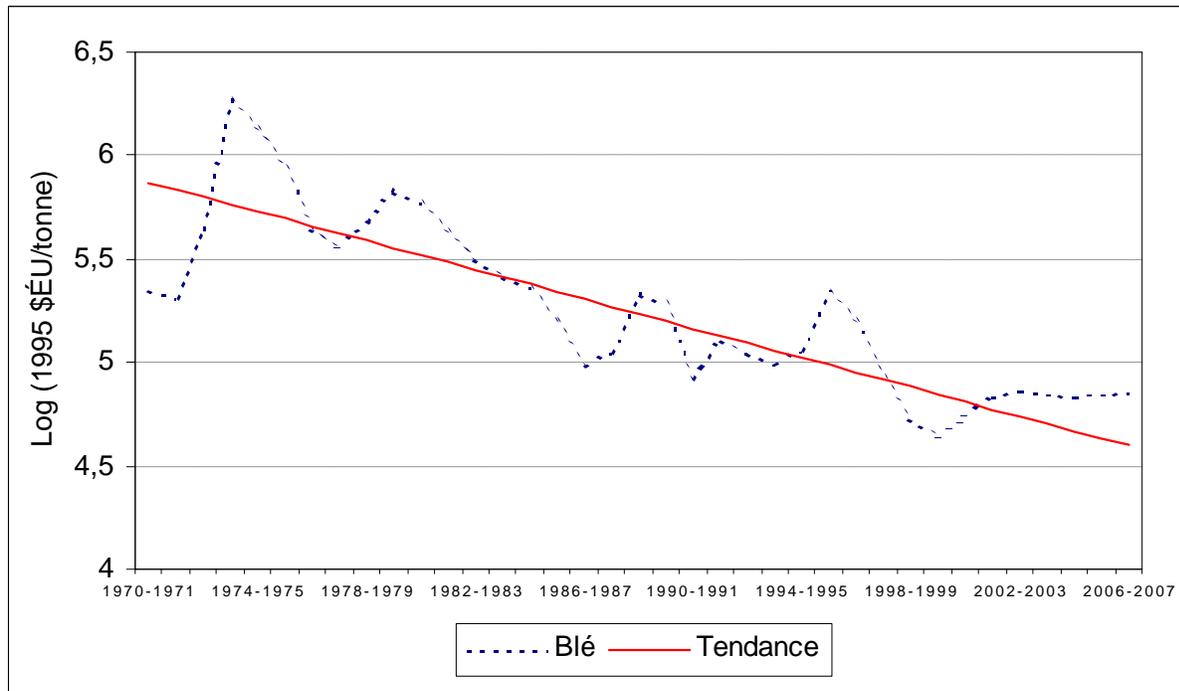
baisse des récoltes dans un certain nombre de grands pays exportateurs au cours de la campagne actuelle contribuera à abaisser les disponibilités exportables, ce qui se traduira par une amélioration des prix.

Graphique 12 : Prix mondiaux des céréales et des oléagineux

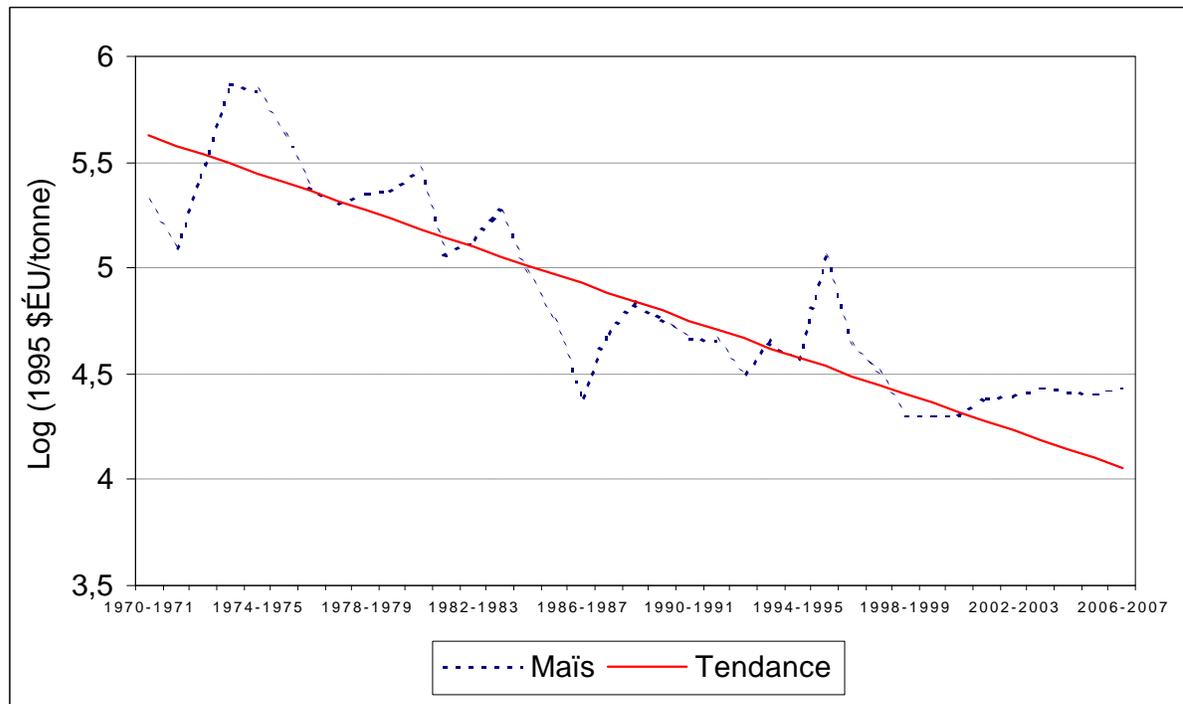


Pour ce qui est des prix mondiaux des céréales secondaires, la situation à court terme (2000-2001) permet de prévoir des prix analogues à ceux de l'an dernier. La situation relativement équilibrée de l'offre et de la demande de céréales secondaires ne se traduit par aucun changement appréciable dans le rapport stock-utilisation des céréales secondaires, qui reste à 18 p. cent. À court terme, on s'attend à ce que les prix des oléagineux continuent de chuter vu que l'offre continue de dépasser la demande et que les stocks s'accumulent. On prévoit que les sous-produits des oléagineux, notamment l'huile végétale et les tourteaux, afficheront à nouveau des prix faibles en 2000-2001. Les prix des tourteaux devraient baisser légèrement par rapport aux bas niveaux de 1999-2000 tandis que les prix des huiles végétales devraient légèrement augmenter par rapport aux très bas niveaux observés récemment.

On prévoit une augmentation des prix mondiaux du blé à moyen terme puisque l'offre n'augmentera jamais suffisamment pour modifier significativement l'état actuel du marché. Le prix américain à l'exportation augmente d'environ 4,1 p. cent par période de 12 mois à compter de 2000-2001 [Graphique 12]. Les risques d'une forte augmentation des prix du blé sont atténués par l'augmentation des exportations de l'UE. En effet un euro relativement faible, un prix de soutien céréalier en déclin, et l'amélioration des prix mondiaux du blé permettent à l'UE d'exporter sans subvention à compter de 2001-2002. En termes réels, les prix mondiaux du blé progressent modérément par rapport aux bas niveaux observés de la fin des années 1990 et demeurent ensuite relativement stables jusqu'en 2006-2007 [Graphique 13].

Graphique 13 : Prix réel du blé à long terme

Pour ce qui est des prévisions de base relatives aux céréales secondaires, la situation est plus neutre à court terme, même si l'on prévoit une augmentation régulière des prix du maïs (par rapport aux minimums observés à la fin des années 1990) [graphique 12]. L'augmentation de la demande d'aliments pour bétail et la consommation apparente totale continuent de légèrement dépasser l'offre pendant la durée de la période à l'étude. Cette situation a pour effet de ramener lentement le rapport stock-utilisation au même niveau qu'au milieu des années 1990. L'augmentation des prix des céréales secondaires donne lieu à une augmentation de la superficie en culture, celle-ci surpassant les maximums enregistrés au début des années 1990. Les prix réels du maïs devraient être supérieurs aux minimums observés à la fin des années 1990 et rester stables ou augmenter légèrement au cours de la période à l'étude [Graphique 14].

Graphique 14 : Prix réel du maïs à long terme

La situation à moyen terme des oléagineux, de l'huile végétale et du tourteau de protéines est rendue plus complexe par l'influence soutenue que les taux de prêt sur le soja américain devraient exercer sur les marchés mondiaux. Le soja américain étant déjà surabondant et les producteurs américains prenant leurs décisions de plantation en fonction de prix planchers plus élevés que les prix mondiaux, ces derniers continueront de baisser jusqu'en 2001-2002. Les distorsions attribuables aux taux de prêt américains seront appréciables jusqu'en 2003-2004 et il faudra attendre 2005-2006 pour que les prix intérieurs américains atteignent un niveau supérieur au taux de prêt, éliminant du même coup l'incitatif à produire plus de soja que ce que justifie la conjoncture mondiale. Une hausse des prix mondiaux du tourteau et de l'huile de soja est prévue au cours de la période à l'étude, alors que l'augmentation de la demande de la Chine (tourteau de protéines et huiles végétales), de l'Union européenne (huiles) ainsi que du reste du monde (tourteau de protéines) ont pour effet de réduire la surabondance.

Alors que les facteurs agissant sur la demande devraient amener un redressement de la situation des oléagineux, l'expansion soutenue de la production d'oléagineux et de leurs dérivés en Argentine et au Brésil ainsi que l'augmentation des disponibilités d'huile de palme en provenance d'Indonésie et de Malaisie auront pour effet de limiter la hausse des prix du soja à moyen terme. À la fin de la période à l'étude, on peut s'attendre à une hausse significative des prix du soja en particulier et des prix des oléagineux en général, grâce à une amélioration régulière des prix du tourteau et à une hausse significative des prix de l'huile végétale, en plus des prix américains du soja qui dépassent le taux de prêt [Graphique 12].

Au Canada

Principales hypothèses

Dans le cadre du scénario de référence, nous avons formulé deux hypothèses importantes relativement à la situation canadienne. Premièrement, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle les conditions météorologiques seront normales et que les rendements s'amélioreront en suivant la tendance historique. La deuxième hypothèse concerne la réforme du système de transport du grain (incluant les modifications au projet de loi C34). Alors que les répercussions à plus long terme de cette réforme se traduiront sans doute par une modification en profondeur du barème des tarifs, il a fallu adopter une approche relativement simple pour ce scénario de référence. Nous avons donc réduit le taux représentatif en 2000-2001 à un niveau compatible avec le plafond des recettes. Nous avons ensuite émis l'hypothèse que ce taux augmentera de 2,5 p. cent en 2001-2002 et d'un taux égal au taux d'inflation de 2002 à 2006.⁶

Situation canadienne

Prix

Le taux de transmission des prix indicateurs du marché mondial aux prix en vigueur sur le marché canadien est en grande partie fonction des taux de change et des équations de transmission de prix. Les prix canadiens prévus à l'exportation augmentent à un rythme inférieur aux prix indicateurs pratiqués sur le marché mondial, essentiellement à cause d'une appréciation attendue de la devise canadienne par rapport à la devise américaine (de 1,2 p. cent par an sur la période à l'étude). Pour le blé, le blé dur, le canola et le lin, les prix à l'exportation devraient augmenter en moyenne de 1,8 p. cent, 2,2 p. cent, 4,2 p. cent et 5,4 p. cent par an par rapport aux prix prévus pour la campagne agricole 2000-2001. Les prix relativement plus bas du canola et du lin devraient bénéficier de l'augmentation des prix internationaux de l'huile végétale, tandis que le blé et le blé dur continuent de bénéficier d'une augmentation régulière de la demande mondiale de blé.

Les prix de l'orge dans l'Ouest du Canada subissent l'effet à la fois d'une augmentation des prix des céréales secondaires sur le marché international et d'un resserrement de la situation intérieure de l'orge fourragère qui se traduit par un taux de croissance de 4,5 p. cent du prix dans les Prairies. Tandis que l'élevage de bétail continue de prendre de l'importance dans l'Ouest, les exportations canadiennes d'orge sont graduellement limitées à l'orge de brasserie. Pendant la durée de la période à l'étude, un resserrement de l'offre et de la demande de l'orge fourragère favorise le prix intérieur pendant que les exportations nettes continuent de décroître.

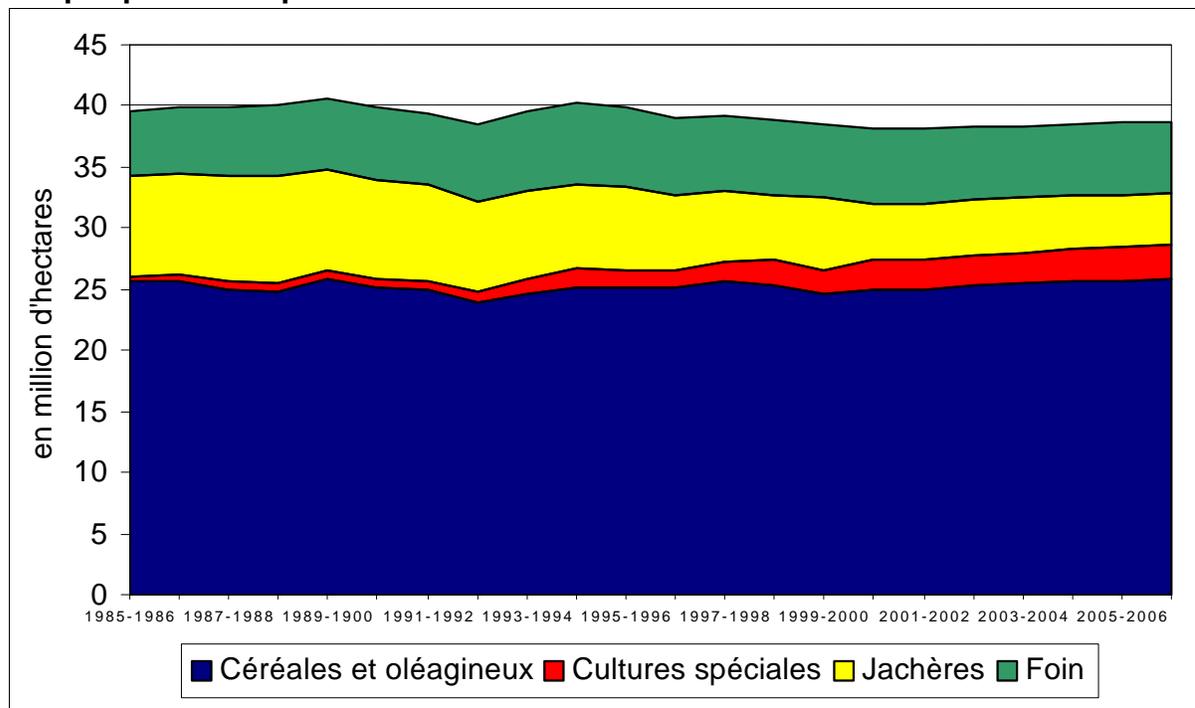
6. Si l'on se fie à l'annonce du 10 mai 2000 concernant la réforme du transport du grain qui fixe le plafond des recettes à 27 \$/tonne au cours de la campagne 2000-2001, la baisse se chiffre à 5,92 \$ par rapport au taux en vigueur de 32,92 \$. Puisque le scénario de référence à moyen terme utilise le groupe de distances de 976 à 1000 km comme taux représentatif, il a fallu procéder à un calcul légèrement différent pour obtenir la déduction appropriée à appliquer au maximum réglementaire obligatoire de 34,65 \$ en 2000-2001, qui se traduit par un taux de 27,53 \$/tonne. À partir de la campagne agricole 2001-2002, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle le taux de transport augmentera de 2,5 p. cent la première année et qu'il progressera au même rythme que le taux d'inflation pendant le reste de la période à l'étude.

Dans l'Est du Canada, les prix du maïs devraient atteindre en 2000–2001 leur niveau plancher, qui est légèrement inférieur au niveau de 1999–2000, alors que les prix du soja devraient atteindre leur minimum en 2001–2002 à cause de la faiblesse relative des prix du tourteau d'oléagineux et de l'huile végétale et de l'effet négatif des taux de prêt américains. Pendant la période à l'étude, les prix à la production du maïs devraient augmenter au rythme de 4,4 p. cent par an alors que les prix à la production du soja devraient, eux, augmenter au rythme de 3,7 p. cent.

Répartition de la superficie

Les prix des cultures, qui accusent généralement une hausse, entraînent une augmentation modérée de la superficie totale affectée aux cultures pendant la période à l'étude. La superficie totale (superficie affectée à la culture des céréales, des oléagineux et des cultures spéciales, superficie ensemencée de fourrages et terres en jachère), devrait augmenter d'un niveau bas de 38,8 millions d'hectares en 2000 à 39,4 millions d'hectares en 2006–2007 (augmentation de 0,3 p. cent par an). Ce niveau est légèrement plus élevé que la moyenne enregistrée entre les campagnes 1996–1997 et 1999–2000, période marquée par la faiblesse des prix nominaux des céréales, mais il demeure en deçà des 40 millions d'hectares enregistrés au milieu des années 1990.

Graphique 15 : Superficies des cultures—Canada



Pour ce qui est des principaux oléagineux et céréales, la superficie cultivée devrait augmenter légèrement (de 0,6 p. cent par an) pendant la période à l'étude puisqu'une partie de la superficie ensemencée de fourrage et de la superficie en jachère est affectée à la culture des céréales et des oléagineux [Graphique 15]. Selon l'évaluation de Statistique Canada pour la campagne agricole 2000–2001, on devrait observer une augmentation de la superficie affectée à la culture du blé (4,9 p. cent), et des céréales secondaires (8,5 p. cent) et une importante baisse de la superficie affectée à la culture des oléagineux (- 11,1 p. cent). Au cours de la période à l'étude, les plus fortes augmentations de prix toucheront les céréales secondaires et

les oléagineux, et la superficie affectée à la culture des céréales secondaires restera donc à un niveau relativement élevé pendant toute la période (4,5 p. cent de plus, en 2006–2007, que la moyenne enregistrée entre les campagnes 1996–1997 à 1999–2000). Même si l'on s'attend à une autre baisse des prix des oléagineux jusqu'en 2001–2002 qui se traduira par un autre repli de la superficie cultivée, l'augmentation des prix des oléagineux pendant le reste de la période à l'étude devrait ramener la superficie affectée à leur culture à un niveau légèrement inférieur aux sommets enregistrés à la fin des années 1990. À court terme, la superficie vouée à la culture du blé devrait augmenter de manière appréciable par rapport aux plantations prévues en 2000–2001, vu que la relative vigueur des prix du blé donne lieu à la récupération de terres qui étaient affectées à la culture des oléagineux. D'ici la fin de la période à l'étude, la superficie totale affectée à la culture du blé retrouve un niveau juste sous la moyenne enregistrée pour les campagnes allant de 1996–1997 à 1999–2000.

La superficie vouée aux cultures spéciales devrait poursuivre sa forte tendance à la hausse. La superficie affectée à la culture de cinq des principales cultures spéciales dans l'Ouest du Canada, soit les pois, les lentilles, les graines de moutarde, les graines d'alpiste des Canaries et les graines de tournesol, est passée de 0,8 million d'hectares en 1992 à 1,8 million d'hectares en 1999–2000. Un sommet de deux millions d'hectares a été enregistré au cours de la campagne agricole 1998–1999. Compte tenu de la faiblesse des prix des céréales observée jusqu'ici au cours de la campagne 1999–2000, des données préliminaires pour 2000–2001 indiquent que les producteurs de l'Ouest du Canada comptent affecter une superficie record aux cultures spéciales, et la superficie affectée à la culture de ces cinq produits pourrait atteindre plus de 2,4 millions d'hectares. À moyen terme, on s'attend à ce que la hausse des prix des céréales et des oléagineux ait un effet limité sur la croissance de la production des cultures spéciales. La superficie vouée aux cultures spéciales devrait augmenter au rythme de 2,9 p. cent par année et passer du niveau record de 2,4 millions d'hectares prévu en 2000–2001 à 2,9 millions d'hectares en 2006–2007 [Graphique 15].

À moyen terme, la superficie totale ensemencée de fourrage devrait retrouver un niveau légèrement supérieur à la moyenne enregistrée entre les campagnes allant de 1996–1997 à 1999–2000 (6,5 millions d'hectares). Dans l'Ouest du Canada, le recul de la superficie ensemencée de fourrage observé en 1996–1997 et en 1997–1998 a cessé et cette superficie a augmenté respectivement de 0,2 et de 0,3 million d'hectares en 1998–1999 et en 1999–2000. La légère hausse de la superficie ensemencée de fourrage dans l'Ouest du Canada devrait se poursuivre en 2000–2001 et en 2001–2002 puisque les prix des céréales et des oléagineux stagnent et que les prix du bétail demeurent favorables. Dans l'Est du Canada, la superficie ensemencée de fourrage poursuit sa tendance à la baisse. Au cours de la campagne 2000–2001, les données préliminaires d'ensemencement de maïs et de soja permettent d'entrevoir un autre recul de la superficie ensemencée de fourrage. Par contre, on s'attend à une augmentation en 2001–2002 puisque la baisse des recettes tirées de la culture du maïs et du soja devrait entraîner la réaffectation d'une certaine superficie à la production de fourrage. À court terme, la superficie canadienne ensemencée de fourrage devrait rester élevée avant d'amorcer un repli à compter de 2002–2003 et jusqu'en 2006–2007 à mesure que les recettes tirées des céréales et des oléagineux augmenteront.

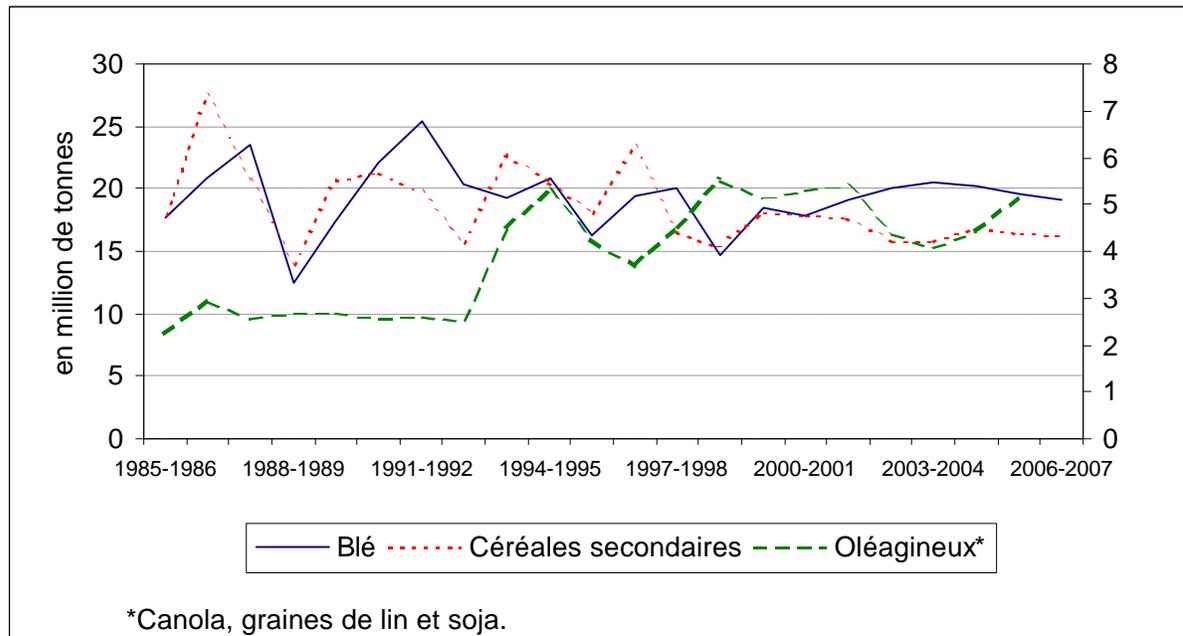
La diminution presque ininterrompue de la superficie laissée en jachère dans l'Ouest du Canada a permis l'agrandissement de la superficie que l'on peut affecter aux cultures. Depuis 1980, la superficie en jachère est passée de 10,5 millions d'hectares à un plancher de 5,4 millions d'hectares en 1998–1999. La campagne 1999–2000 a été compromise par le temps très humide qui a entraîné une augmentation de la superficie en jachère, qui a atteint

6,1 millions d'hectares. En 2000–2001, la superficie en jachère devrait diminuer de façon significative pour atteindre 4,7 millions d'hectares, et le mouvement devrait se poursuivre à moyen terme. Si l'on se base sur une diminution moyenne de 1,6 p. cent par an, la superficie en jachère devrait diminuer à 4,2 millions d'hectares d'ici 2006–2007. La baisse du taux de diminution de jachère à moins de 2 p. cent par an dépend de la stabilité des prix réels des céréales et des possibilités plus limitées d'adaptation du reste de la superficie en jachère à d'autres pratiques agronomiques.

Production, exportations et utilisation

Pour ce qui est des céréales et des oléagineux, l'augmentation de la superficie affectée à la culture du blé et du blé dur fait que la production atteindra un sommet en 2003–2004, soit 29,1 millions de tonnes. Pour le reste de la période à l'étude, l'augmentation du revenu provenant de la production des oléagineux et le resserrement de la situation intérieure de l'orge fourragère donnent lieu à une réaffectation de la superficie ensemencée de blé à la culture du canola et de l'orge, entraînant une chute de la production de blé à 27,8 millions de tonnes d'ici 2006–2007. La hausse de la consommation du blé destiné à l'alimentation humaine et animale entraîne une baisse du volume de blé susceptible d'être exporté. Comme pour la production, les exportations de blé atteignent un sommet de 20,5 millions de tonnes en 2003–2004 tandis qu'à la fin de la période à l'étude les exportations de blé diminuent et atteignent 19,2 millions de tonnes [Graphique 16].

Graphique 16 : Principales récoltes exportées—Canada



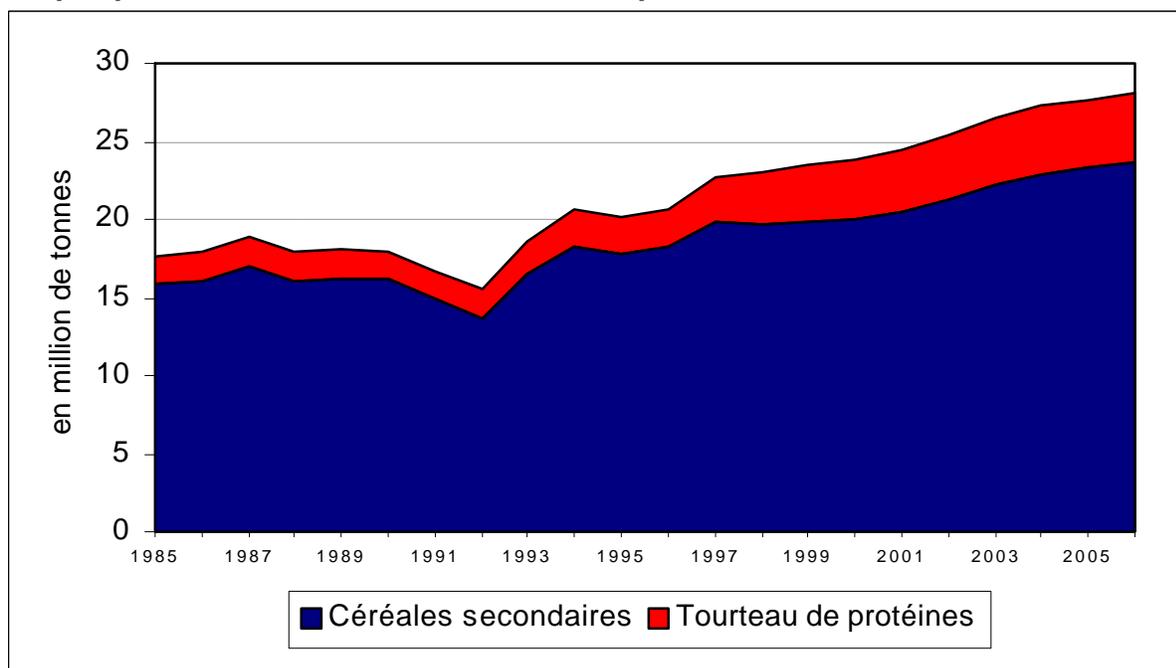
Puisque les prix mondiaux des céréales secondaires poursuivent leur remontée et que le marché intérieur des céréales fourragères se resserre, les prix intérieurs de l'orge et du maïs reprennent de la vigueur, ce qui aboutit à une augmentation de la superficie affectée à la culture des céréales secondaires et à une hausse de la production à compter de 2000–2001 jusqu'à la fin de la période à l'étude. L'accroissement de la consommation de céréales secondaires pour l'alimentation du bétail et les usages industriels limitent le volume disponible pour l'exportation et qui, à la fin de la période à l'étude, est inférieur de 11 p. cent à la moyenne enregistrée entre les campagnes de 1996–1997 et 1999–2000 [Graphique 16]. La

chute des exportations de céréales secondaires résulte principalement d'une baisse continue des exportations d'orge fourragère. L'offre abondante en 2000 permettra aux exportations d'orge fourragère de compter pour quelque 35 p. cent des exportations totales d'orge, mais cette situation ne durera pas et, d'ici 2006–2007, on s'attend à ce que cette proportion chute à 10 p. cent.

Les prix des oléagineux devant atteindre un plancher en 2001–2002, la superficie affectée à la culture du canola et du soja devrait stagner l'année suivante, et la production d'oléagineux devrait atteindre un creux de 9,7 millions de tonnes. Même si les marchés mondiaux se caractérisent par une faiblesse des prix de l'huile végétale et du tourteau, les oléagineux sont encore relativement bon marché, ce qui explique que les marges du secteur de la trituration au Canada génèrent encore une hausse modérée de la transformation des oléagineux. Le resserrement des disponibilités d'oléagineux jusqu'en 2003–2004 entraîne une baisse significative des exportations mais, puisque les prix se rétabliront et que la production reprendra d'ici la fin de la période à l'étude, les exportations seront supérieures de 22,1 p. cent à la moyenne enregistrée entre 1996–1997 et 1999–2000 [Graphique 16].

Pour ce qui est de toutes les principales céréales, l'augmentation du cheptel se traduit par une augmentation des besoins intérieurs en aliments du bétail qui aboutit en définitive à une baisse des exportations de céréales en vrac. Sur le plan de la composition des aliments du bétail, on s'attend à ce que la baisse des prix du tourteau de protéines aboutisse à une hausse significative du volume de tourteau qui entre dans les rations, en particulier le tourteau de canola et de pois secs dans l'Ouest du Canada. L'augmentation de l'élevage du bétail se traduira par une consommation accrue de l'orge fourragère, qui devrait augmenter de 3,2 p. cent par an par rapport à son niveau actuel déjà élevé [Graphique 17]. La consommation de maïs, qui a dépassé 7 millions de tonnes, continuera de donner lieu à une consommation accrue pour ce qui est de l'alimentation du bétail dans l'Est du Canada, la croissance étant de l'ordre de 2,5 p. cent par année.

Graphique 17 : Consommation d'aliments pour animaux—Canada

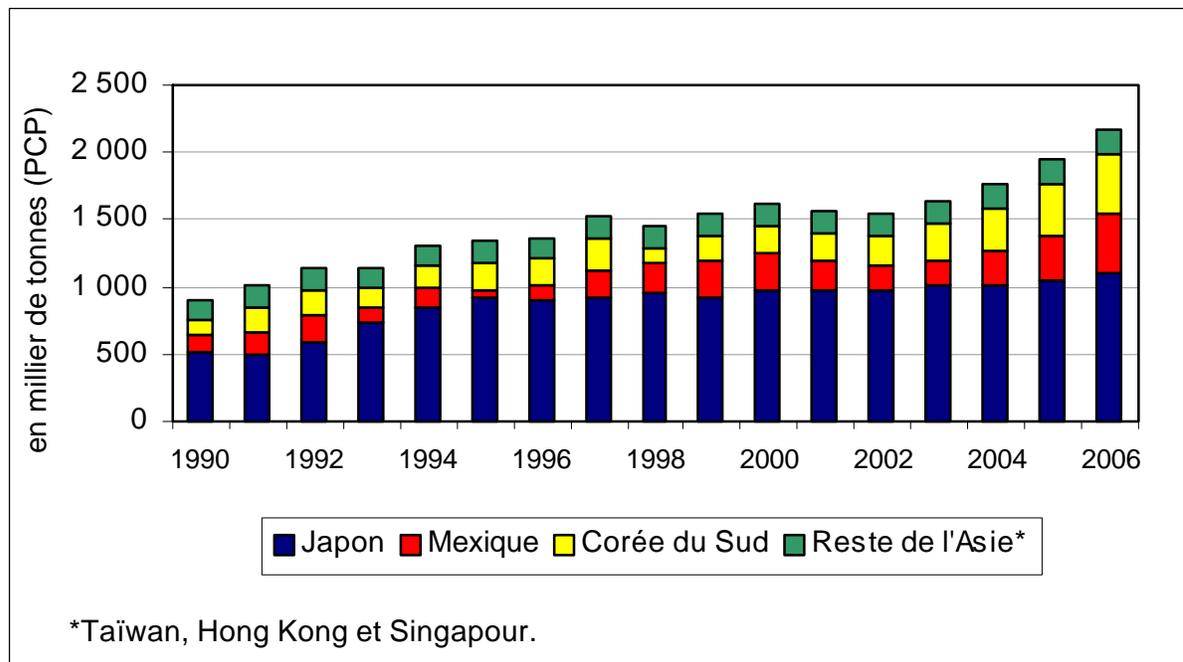


Bœuf

Scène internationale

Pour ce qui est du bœuf, depuis la fin des années 1920, les principaux marchés du Pacifique (Japon, Corée du Sud et Taïwan) sont restés fermés à l'Uruguay et à l'Argentine. Toutefois, ces deux pays ont maintenant le statut de pays exempts de la fièvre aphteuse et négocient actuellement un accès au marché du Pacifique. Ce marché est déjà important et il continue de croître. Les importations totales de bœuf par le Japon, la Corée du Sud et Taïwan sont passées d'environ 700 000 tonnes⁷ en 1990 à 1,2 million de tonnes en 1999 et devraient atteindre 1,6 million de tonnes d'ici 2006 [Graphique 18]. Des négociations fructueuses donnant lieu à l'accès de l'Uruguay et de l'Argentine intensifieraient la concurrence entre ces pays, les États-Unis, le Canada, la Nouvelle Zélande et l'Australie sur le marché lucratif du bœuf du Pacifique.⁸

Graphique 18 : Expansion des marchés d'importation du bœuf



Depuis 1996, les importations de bœuf du Mexique ont augmenté et ses exportations de bovins d'engraissement diminuent à cause des sécheresses qui ont sévi dans le nord du pays. À court terme, cette situation ne se maintiendra pas, mais les importations augmenteront fortement au cours de la dernière partie de la période à l'étude, lorsque les prix du bœuf diminueront.

Les importations nettes de bœuf par les États-Unis ont atteint environ un million de tonnes en 1990. Elles ont ensuite reculé et atteint leur plus bas niveau de 480 000 tonnes en 1997, puis sont remontées à environ 635 000 tonnes en 1999.⁹ Elles devraient demeurer entre 400 000 et 725 000 tonnes pendant toute la période du scénario de référence.

7. Toutes les quantités mentionnées dans le texte sont en poids carcasse parée.

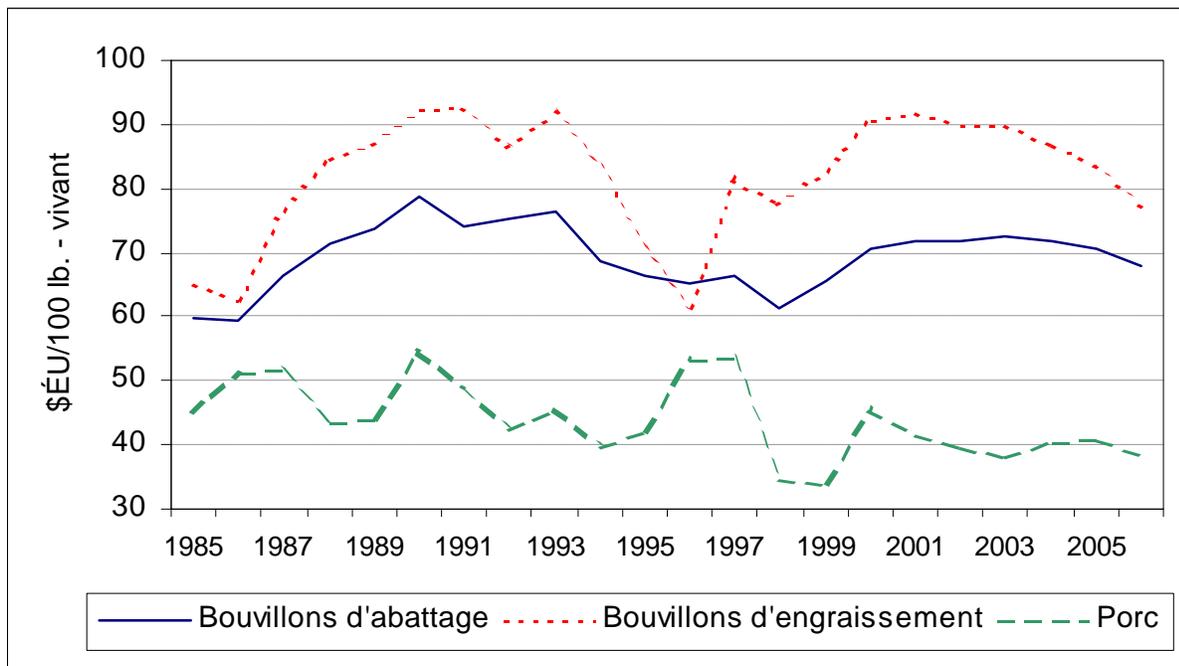
8. Pour une analyse détaillée, veuillez consulter « Les perspectives agricoles 1998-2003 » de l'OCDE.

9. Ces chiffres comprennent le commerce des animaux vivants en équivalent poids carcasse parée.

La dépréciation des devises australienne et néozélandaise, conjuguée à la faiblesse des prix mondiaux de la laine, a donné lieu à une augmentation de la production et des exportations de ces pays. Les exportations totales de bœuf sont passées de 1,5 million de tonnes en 1990 à 1,9 million en 1999, et elles devraient atteindre 2,2 millions en 2004, puis retomber à deux millions en 2006.¹⁰

Pendant la période à l'étude, le prix des bovins d'abattage aux États-Unis grimperont de 17 p. cent à partir du faible niveau observé en 1998 et atteindront le sommet du cycle des prix en 2003. D'ici 2006, les prix seront de 6 p. cent inférieur au prix plafond de 2003 [Graphique 19].

Graphique 19 : Prix du bétail aux États-Unis



Les prix des bovins d'engraissement demeureront élevés et voisins des 90 \$ US/100 lb jusqu'en 2003 et commenceront ensuite à reculer pour atteindre 77 \$ US/100 lb en 2006 [Graphique 19] à cause de la baisse des prix des bouvillons et de la hausse des prix des aliments du bétail.

10. Ces chiffres comprennent le commerce des animaux vivants en équivalent poids carcasse parée.

Au Canada

Principales hypothèses

- On suppose qu'il n'y aura pas de droit compensateur ou antidumping sur les exportations canadiennes de bovins pendant la période du scénario de référence.
- Dans l'industrie de l'abattage du Canada et des États-Unis, les salaires seront stables en termes réels.

Situation intérieure

Selon le cycle nord-américain des prix des bovins, les prix canadiens des bovins d'engraissement demeureront élevés de 2000 à 2002 mais diminueront par la suite en raison de la hausse du prix des aliments du bétail et de la réduction du prix des bovins d'abattage. Les prix des bovins d'abattage demeureront élevés de 2000 à 2003 et diminueront par la suite. L'augmentation de la valeur du dollar canadien fait diminuer les prix au Canada.

Après avoir atteint un pic en 1996, le cheptel bovin canadien a régressé de façon soutenue, suivant la baisse des prix. Il devrait toutefois augmenter à compter de 2001 et maintenir cette augmentation pendant le reste de la période du scénario de référence et jusqu'en 2006, date à laquelle on prévoit le prochain sommet du cycle. À la suite du mouvement dans le cheptel bovin, les ventes de bovins ont reculées récemment. De plus, elles continueront à décroître au cours de la première phase du cycle, parce que les producteurs conservent les femelles pour la reproduction plutôt que l'abattage. Sur la période à l'étude, les ventes augmenteront rapidement à compter de 2002 et atteindront 5,3 millions de têtes d'ici 2006.

La plus faible augmentation des ventes de bovins comparativement à celle des abattages donne lieu à des exportations beaucoup plus faibles de bovins d'abattage au cours de la première moitié de la période du scénario de référence. À compter de 2003, lorsque le cycle canadien des bovins se dirigera vers son sommet, le niveau des exportations de bovins d'abattage augmentera de nouveau parce que le taux d'accroissement des ventes dépassera le taux d'augmentation des abattages au pays du fait que la capacité d'abattage ne peut être modifiée rapidement.

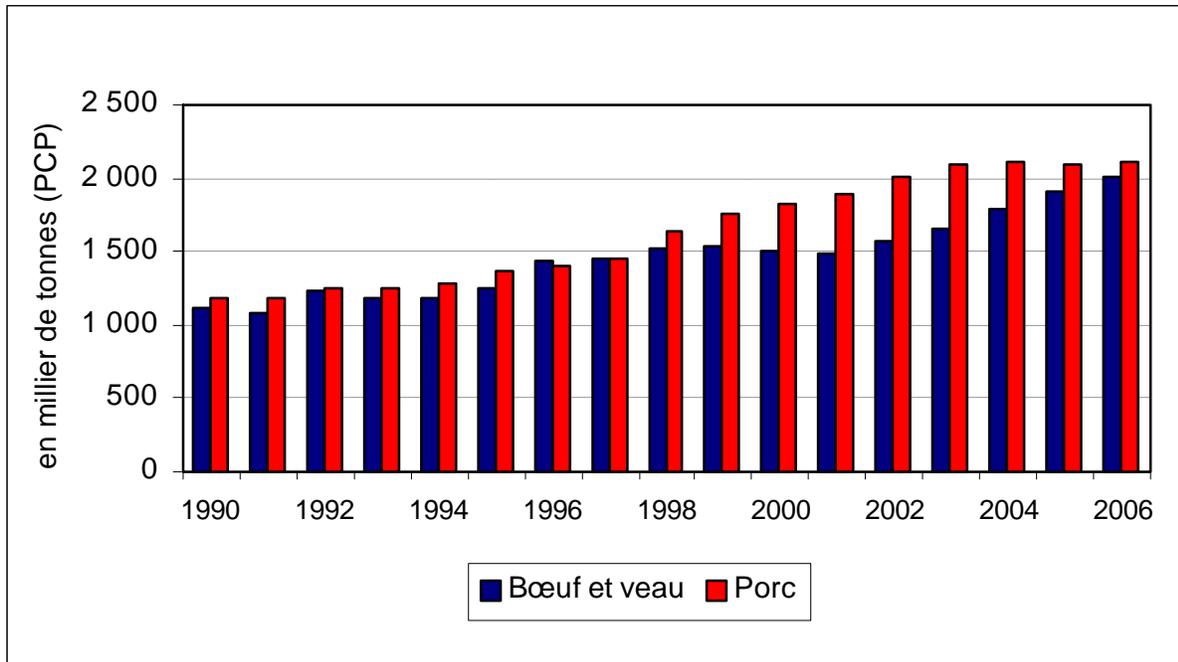
La reconstitution du cheptel bovin national fait en sorte que le Canada sera un importateur net de bovins d'engraissement jusqu'en 2004. Le commerce des bovins d'engraissement est également tributaire du récent Projet des bovins du Nord-Ouest qui facilite les importations de bovins d'engraissement des États-Unis. Alors que la production des bovins d'engraissement augmentera, le Canada deviendra encore une fois un petit exportateur net de bovins d'engraissement au cours des deux dernières années de la période du scénario de référence.

Grâce aux récents investissements, les abattoirs canadiens continueront à intensifier leurs activités pendant toute la période du scénario de référence pour atteindre un débit de 3,9 millions de têtes par année d'ici 2006. Près de 70 p. cent de la production supplémentaire de bœuf (154 000 tonnes) entre 2000 et 2006 devraient être exportée. Les exportations de bœuf devraient faire un bond de 41 p. cent, passant de 503 000 tonnes en 1999 à 707 000 tonnes en 2006.

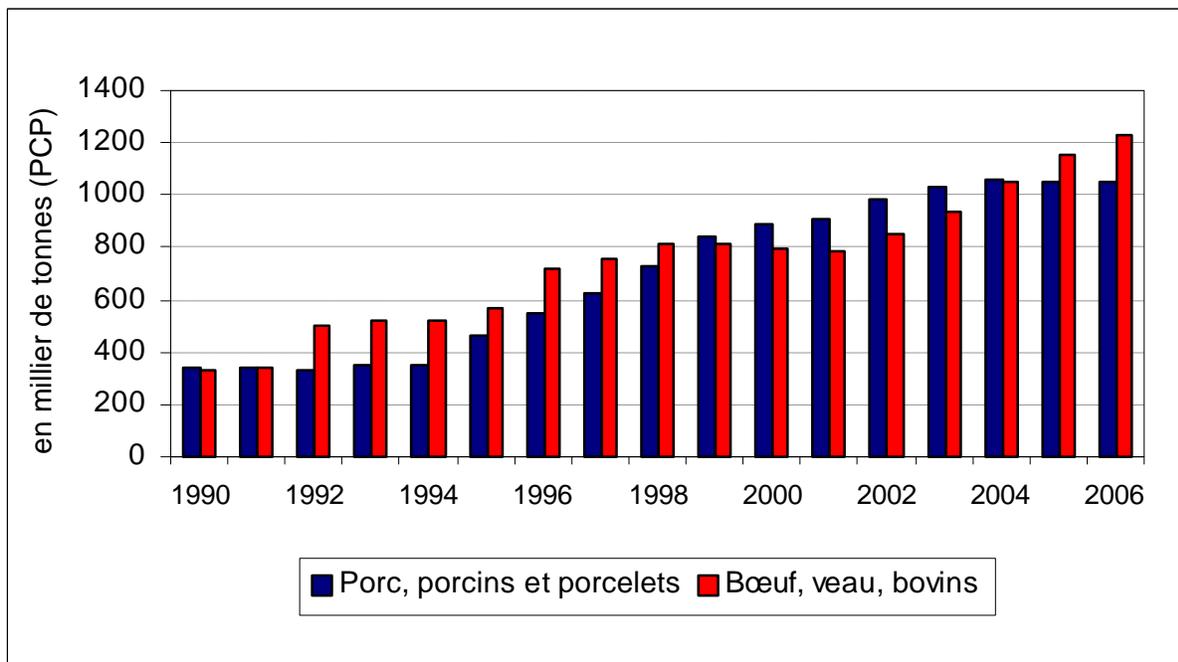
Dans l'ensemble, les perspectives indiquent que d'ici 2006, la production canadienne de bovins à la ferme sera de 60 p. cent supérieure au niveau relevé en 1995, avant l'élimination de la subvention au transport du grain de l'Ouest [Encadré 3; Graphique 20]. Les

exportations canadiennes pour ce groupe de produits (viande et bovins vivants), quant à elles, seront de 50 p. cent supérieures au niveau élevé observé en 1999 et de 116 p. cent supérieures au niveau relevé en 1995 [Graphique 21].

Graphique 20 : Production à la ferme de bovins et de porcs—Canada



Graphique 21 : Exportations de viande rouge—Canada



Encadré 3 : Expansion de l'industrie de l'élevage au Canada

Q quatre facteurs principaux ont contribué à l'expansion de l'industrie de l'élevage au Canada :

- Dans l'Ouest canadien, l'abolition de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO) qui subventionnait les exportations de céréales des Prairies, a eu un effet salutaire sur l'industrie canadienne de l'élevage. L'abolition de la LTGO en 1995 a provoqué une hausse significative des taux maximaux de transport pour le grain qui, pour un point de départ situé au milieu des Prairies (976–1000 milles de Vancouver), ont plus que doublé (de 14,72 \$EU/tonne à 30,63 \$EU/tonne), réduisant d'autant le prix des aliments du bétail.
- La dévaluation du dollar canadien par rapport au dollar américain (de 0,73 \$EU en 1995 à 0,67 \$EU en 1999) a amélioré la compétitivité des exportations canadiennes de viande sur les marchés internationaux.
- Dans le but d'améliorer l'efficacité de la production et de la transformation et de tirer profit de la conjoncture sur les marchés des viandes rouges, de forts investissements ont été faits dans les Prairies pour la construction de nouvelles fermes plus grandes ainsi que d'usines à la fine pointe de la technologie bénéficiant d'une capacité de production accrue.
- Des accords internationaux, régionaux et bilatéraux sur les échanges ont libéralisé les marchés de la viande au Mexique, au Japon et en Corée du Sud au cours des douze dernières années. Ces ententes ont contribué à la forte hausse des importations de viande de ces trois pays.

En 1999, la production de porcs et de bovins de l'Ouest canadien à la ferme était d'environ 28 p. cent supérieure au niveau relevé en 1995, au moment où la LTGO a été abolie. Selon le scénario de référence, cette tendance se poursuivra et la production de 2006 sera de 77 p. cent supérieure au niveau relevé en 1995.

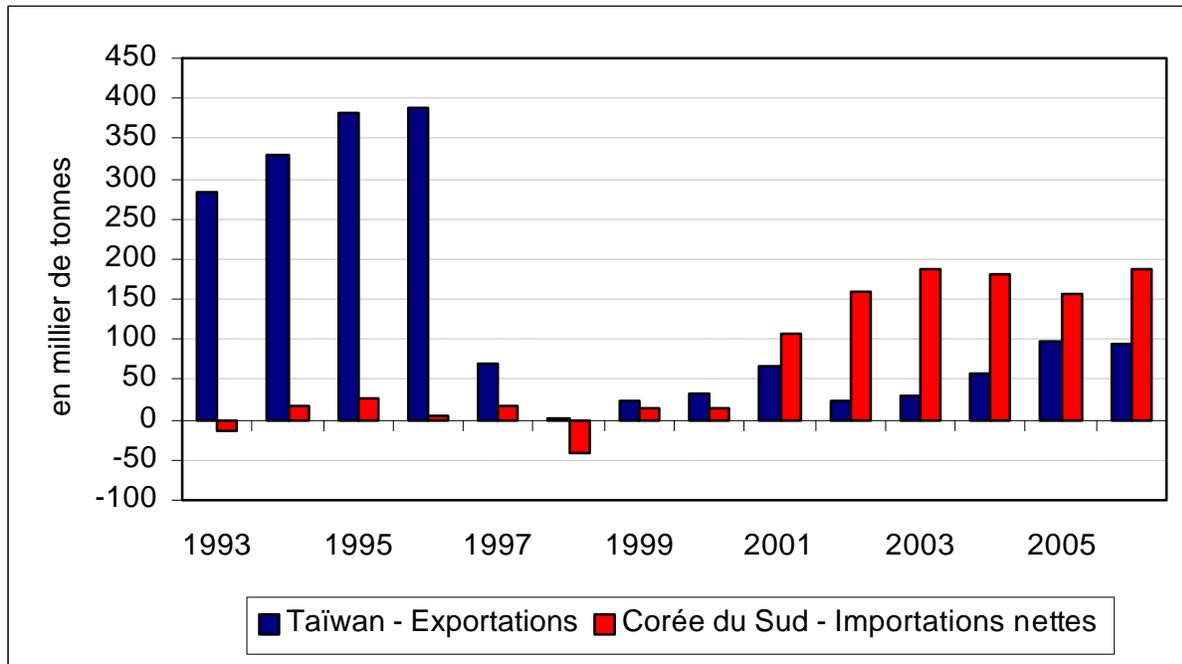
Porc

Scène internationale

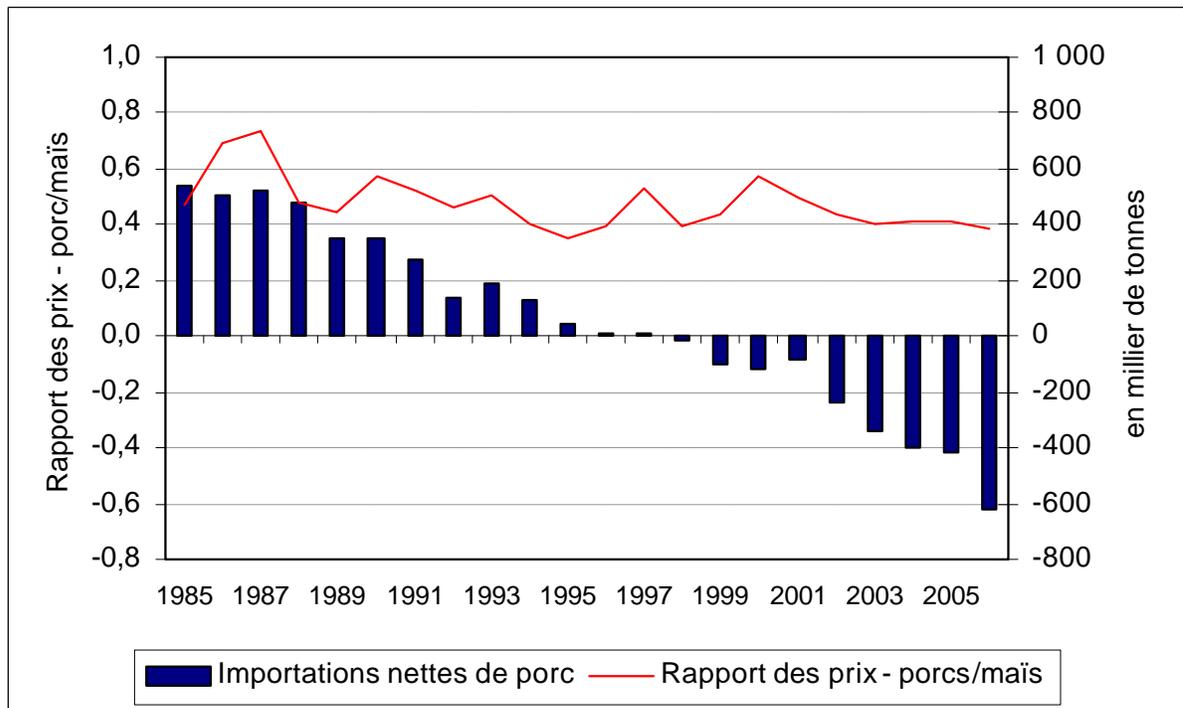
Le marché du porc asiatique sera très favorable aux exportateurs nord-américains et européens à moyen terme. Les importations nipponnes devraient passer de 850 000 tonnes en 2000 à plus de un million de tonnes en 2006.

Les exportations de Taïwan devraient demeurer inférieures à 100 000 tonnes pendant la période du scénario de référence [Graphique 22]. Taïwan a connu en mars 1997 un foyer important de fièvre aphteuse qui a réduit à néant la plus grande partie de ses exportations de porc. Avant cette épizootie, le Japon importait plus de 300 000 tonnes de porc de Taïwan, soit près de 97 p. cent des exportations totales de porc de ce pays. En 1999, les exportations totales de porc de Taïwan n'étaient que de 6 p. cent du sommet atteint en 1996. À la fin de la période du scénario de référence, les exportations totales de porc de Taïwan devraient n'être que d'environ 24 p. cent du sommet atteint en 1996.

Graphique 22 : Porc—Compétition asiatique réduite

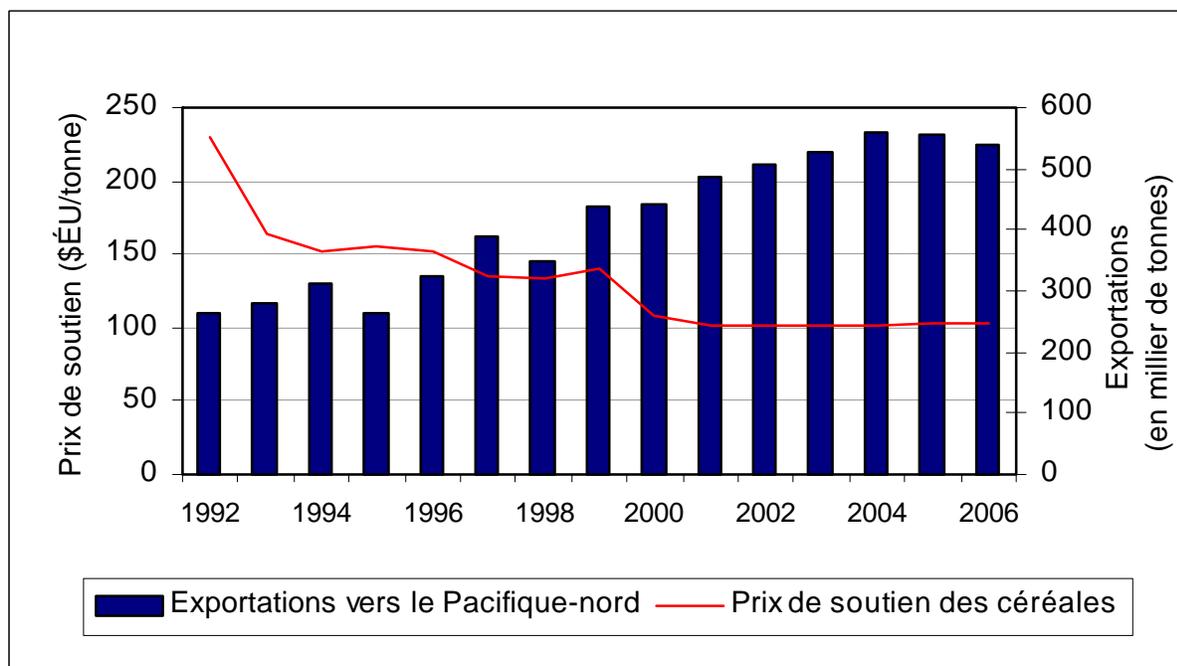


Les importations nettes de porc de la Corée du Sud devraient atteindre 100 000 tonnes en 2001 et pratiquement doubler au cours de la période du scénario de référence [Graphique 22]. La cause de cette augmentation à court terme est l'épidémie de fièvre aphteuse de mars 2000 qui a considérablement affecté le marché du porc. Immédiatement après l'annonce de l'épidémie, le Japon, l'Australie, Taïwan, Hong Kong, Singapour et la Chine ont interdit les importations de porc en provenance de la Corée du Sud. Le Japon importait environ 80 000 tonnes de porc de la Corée du Sud avant l'épidémie. Nous avons émis l'hypothèse que 50 p. cent des exportations de porc que la Corée aurait normalement vendues au Japon seront destinées à la consommation intérieure et serviront de substituts à l'importation. Les 50 p. cent restants seront ajoutés aux inventaires à court terme jusqu'à ce que la production soit réduite. À long terme, le maintien des fortes importations sera rendu possible par la baisse du tarif douanier du porc en Corée du Sud.

Graphique 23 : L'industrie porcine américaine

Les récents investissements dans l'industrie porcine américaine, qui ont mené à l'ajout d'un certain nombre de mégafermes et ont permis de fusionner davantage d'abattoirs; cela a donné lieu à une augmentation de leur productivité et a fait des États-Unis un exportateur net de porc. Ce pays était un importateur net de porc dans les années 1990 (354 000 tonnes¹¹ d'importations nettes en 1990), mais est devenu un exportateur net en 1998. Les exportations nettes des États-Unis devraient atteindre 622 000 tonnes en 2006 [Graphique 23].

11. Ces chiffres comprennent le commerce des animaux vivants en équivalent poids carcasse parée.

Graphique 24 : Compétitivité de l'industrie porcine de l'Union européenne

L'Union européenne exporte également du porc. La dépréciation de l'euro et une baisse du prix de soutien des céréales contribuent à rendre l'industrie porcine européenne plus concurrentielle [Graphique 24]. Par conséquent, le Canada devrait faire face à une vive concurrence de la part des États-Unis et de l'Union européenne sur le marché du porc asiatique.

Malgré ces développements, le cycle nord-américain des prix des porcs se poursuivra; les creux du cycle surviennent en 1999 et 2003 et les sommets en 2000 et 2005. Parmi les facteurs à court terme stimulant un tel mouvement, on compte une plus forte demande de bacon, l'épidémie de fièvre aphteuse survenue en Corée du Sud, qui s'est traduite par une augmentation de la demande de porc en provenance d'Amérique du Nord, ainsi que la faiblesse des prix des céréales. À moyen terme, des changements structurels dans la production ainsi qu'une offre plus généreuse vont maintenir les prix à des niveaux relativement faibles. Les réformes des politiques continueront de jouer un rôle important puisqu'elles permettront à l'offre de l'UE de croître et en provoqueront une hausse de la demande d'importations sur les marchés asiatiques.

Au Canada

Principales hypothèses

- On suppose qu'il n'y aura pas de droit compensateur ou *antidumping* sur les exportations canadiennes de porc pendant la période du scénario de référence.
- La formule des prix de soutien prévue par le programme de stabilisation des prix des porcs du Québec ne sera pas modifiée et le programme demeurera sain sur le plan actuariel.
- Dans l'industrie de l'abattage du Canada et des États-Unis, les salaires seront stables en termes réels.

Situation domestique

Selon le cycle nord-américain des prix des porcs, les prix les plus élevés au Canada devraient survenir en 2000 et en 2004. Le prix minimum du cycle sera atteint en 2003. Les années 2000 et 2001 seront les années les plus profitables depuis 1993, conséquemment aux prix élevés du porc et aux prix faibles des céréales fourragères, et ce après les conditions très difficiles des deux années précédentes.

Les préoccupations croissantes pour l'environnement et un marché serré pour l'orge fourragère devraient ralentir l'expansion de la production porcine dans l'Ouest du Canada à la fin de la période du scénario de référence. Les ventes de porcs dans l'Ouest du pays continueront à augmenter jusqu'à atteindre 11,1 millions de têtes en 2004, pour ensuite s'accroître de façon très modérée. En 2004, les ventes seront de 62 p. cent supérieures à celles relevées en 1995 lorsque la subvention au transport du grain a été abolie.

Comme c'est le cas normalement, les ventes de porcs dans l'Est du pays devraient demeurer plus stables que celles de l'Ouest pendant la période du scénario de référence, et elles oscilleront entre 12,8 et 13,5 millions de têtes.

En l'absence de toute grève ou *lock-out* dans ce secteur de l'industrie canadienne, les abatages de porcs devraient augmenter sur la période à l'étude. Par exemple, l'abattoir Brandon de Maple Leaf Food approche de sa capacité annuelle d'abattage de 2,3 millions de têtes plus rapidement que prévu. De plus, à la fin de 1999, Schneider a annoncé son intention de tripler la capacité de son abattoir de Winnipeg âgé de deux ans seulement, la faisant passer de 30 000 à 90 000 têtes par semaine d'ici 2003. Par conséquent, les exportations de porcs d'abattage devraient dégringoler de 56 p. cent en 2003 comparativement au niveau record atteint en 1998. À moyen terme, les exportations de porcs d'abattage atteindront en moyenne 1,6 million de têtes, et celles de porcelets sevrés seront en moyenne de 2,2 millions de têtes.

Par suite de l'augmentation de la capacité d'abattage, et donc de la production porcine, les exportations canadiennes de porc augmenteront pendant la période à l'étude, passant de 631 000 tonnes en 1999 à 908 000 tonnes en 2004, pour ensuite légèrement régresser et atteindre 888 000 tonnes en 2006. Près des deux tiers de la production porcine supplémentaire entre 2000 et 2006 seront exportés.

Dans l'ensemble, la production canadienne de porc à la ferme à la fin de la période à l'étude devrait être de 53 p. cent supérieure au niveau relevé en 1995, avant l'élimination de la subvention au transport du grain de l'Ouest [Encadré 3, Graphique 20]. Les exportations canadiennes pour ce groupe de produits, quant à elles, devraient être d'environ 130 p. cent supérieures au niveau relevé en 1995 [Graphique 21].

Volaille et œufs

Scène internationale

Selon l'OCDE, la viande de volaille, dont la demande mondiale continue d'augmenter fortement, est la seule viande dont la consommation par habitant augmente dans tous les pays de l'OCDE. Cette hausse devrait être particulièrement spectaculaire aux États-Unis où la consommation par habitant devrait augmenter de 7 kg entre la moyenne des années 1996-1999 et 2006. La production américaine devrait croître également de façon importante en raison des faibles coûts de l'alimentation animale et de la forte intégration verticale du secteur. Elle devrait ainsi générer des excédents à l'exportation de 3 millions de tonnes en 2006. Cependant, les exportations américaines sont très dépendantes de la Chine et de la Russie où la demande n'est pas à l'abri de changements inattendus de la situation économique et politique.

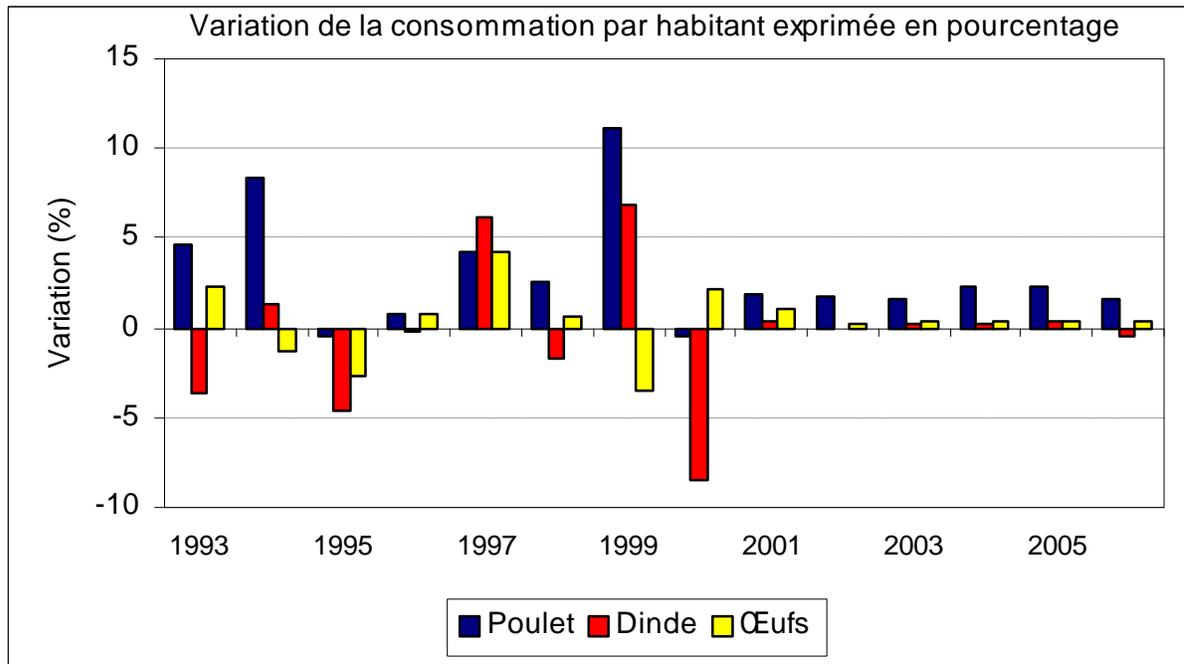
Les perspectives de la viande de volaille dans l'Union européenne demeurent incertaines. En dépit de la hausse probable de la demande intracommunautaire, l'accroissement de la concurrence sur le marché mondial tire les prix à la baisse par rapport à la moyenne de 1996-1999 et réduit d'autant la rentabilité. En raison de l'accroissement de cette concurrence sur leurs marchés d'exportation traditionnels, les industriels de la volaille de l'Union européenne se recentrent sur des produits à forte valeur ajoutée et sur la reconnaissance des marques sur le marché intérieur.

Le Brésil est certainement l'un des plus importants concurrents sur le marché de la volaille. La production de volaille s'améliore sous l'effet des investissements étrangers effectués dans le secteur de la transformation et de l'amélioration des techniques d'élevage et des technologies de la transformation. Les exportateurs brésiliens sont actifs sur les marchés traditionnels de l'Union européenne, au Moyen-Orient et en Russie, et ils concurrencent également les exportateurs américains, thaïlandais et chinois sur le marché japonais. Le Brésil a également reçu du Canada les autorisations sanitaires et phytosanitaires nécessaires aux exportations de volaille et peut donc maintenant entrer en concurrence pour le contingent tarifaire canadien relatif à ce produit.

Enfin, la levée de l'embargo sur les exportations américaines de produits agricoles vers Cuba annoncées le 27 juin 2000, n'a pas été prise en compte dans l'élaboration des perspectives.

Au Canada

Au Canada, la demande de viande de volaille devrait rester forte tout au long de la période à l'étude [Graphique 25]. La consommation de poulet par habitant devrait s'accroître de 6,2 kg en 2006 par rapport à la moyenne de la période 1996-1999. La production, quant à elle, devrait s'accroître également en raison du faible coût de l'alimentation animale et des gains de productivité. Cette production accrue devrait stimuler les exportations qui passeront de 65 kt en 1999 à 92 kt en 2006. Cependant, la levée de l'embargo sur les exportations américaines de produits agricoles vers Cuba pourrait avoir un effet néfaste sur les exportations canadiennes de poulet. Pour la dinde, la consommation par habitant devrait demeurer stable et voisine de 4,3 kg.

Graphique 25 : Croissance de la consommation de volaille

À court terme, en raison de coûts de production relativement faibles, les prix de la volaille devraient demeurer inférieurs aux niveaux historiques. Cependant, à la fin du scénario de référence, les prix devraient remonter légèrement au-dessus de la moyenne de 1996-1999 comme conséquence de l'augmentation prévue des coûts de l'alimentation animale.

Pour ce qui est des œufs, la production totale annuelle devrait s'accroître de 12 p. cent d'ici la fin de la période à l'étude par rapport à la moyenne de la période 1996-1999. Cette croissance est le résultat de la forte demande prévue pour les œufs de transformation de la part de l'industrie de la transformation agroalimentaire. En 1990, les œufs de transformation représentaient environ 20 p. cent de tous les œufs produits au Canada. En 1999, ce pourcentage était de plus de 26 p. cent et il devrait atteindre plus de 30 p. cent à la fin du scénario de référence.

Cette forte demande pour les œufs de transformation s'explique en partie du fait que le prix des œufs de transformation est fortement lié au prix américain qui est sensiblement inférieur au prix canadien des œufs de consommation au Canada. Cette mesure a été instaurée pour permettre aux transformateurs canadiens qui utilisent des œufs dans la fabrication de leurs produits de demeurer compétitifs avec les transformateurs américains compte tenu que l'ALÉNA ne prévoit pas de tarif sur les produits importés qui contiennent moins de 50 p. cent de produits à base d'œufs. Les pertes encourues par les producteurs lors de la vente d'œufs de transformation sont compensées par un prélèvement qui est inclus dans le coût de production et, conséquemment, dans le prix des œufs de consommation. Ce prélèvement sur les œufs de transformation devrait s'accroître de façon marquée au cours de la période à l'étude en raison d'une part de la faiblesse prévue des prix américains qui devraient se situer en dessous de la moyenne de 1996-1999, et d'autre part du fait que la part des œufs de transformation augmentera au cours de la période à l'étude. Donc le prix des

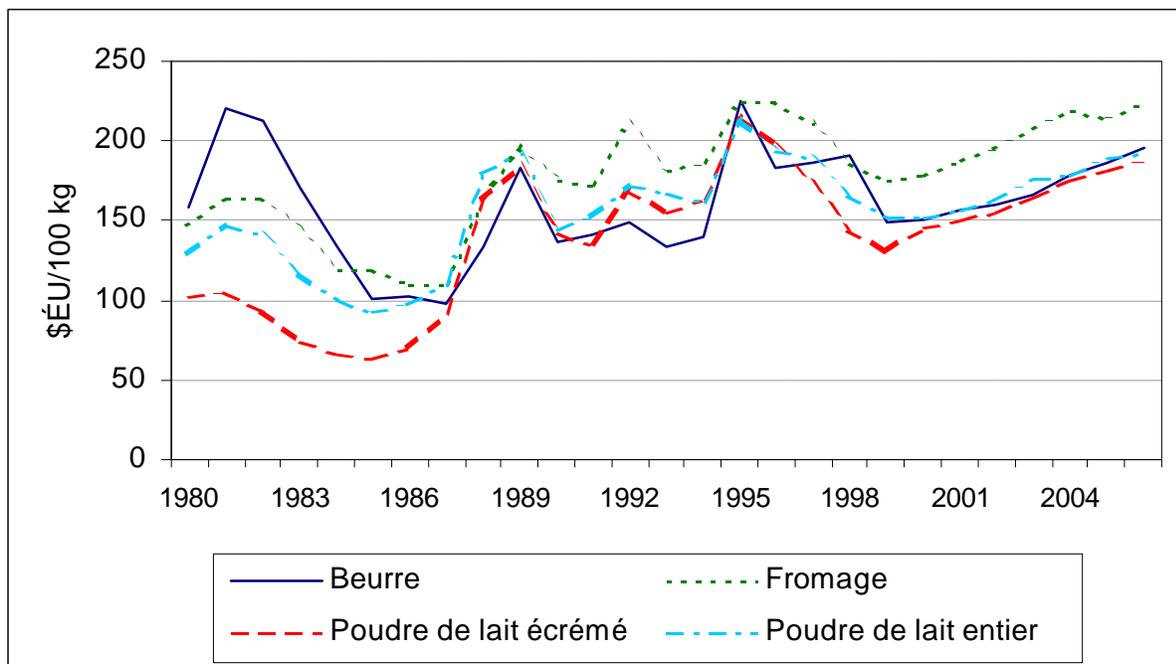
œufs de consommation devrait être très supérieur à celui des œufs de transformation, ce qui explique la croissance modérée de la production d'œufs de consommation sur la période couverte par le scénario de référence.

Produits laitiers

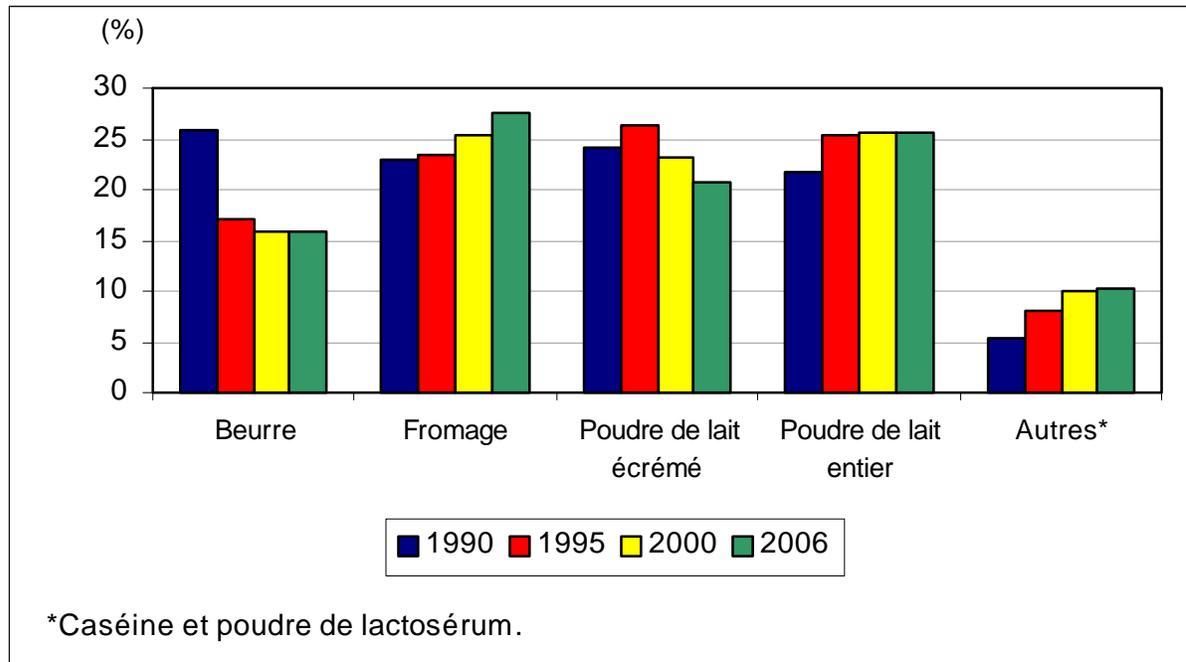
Scène internationale

Alors que la demande mondiale se rétablit après le déclin brutal causé par les récentes crises financières survenues en Asie, en Amérique latine et en Russie, les prix des produits laitiers devraient connaître une remontée à moyen terme. Les prix du beurre et de la poudre de lait écrémé (PLÉ), frais à bord, en Europe du Nord passeront respectivement de 1484 et 1311 \$ÉU la tonne en 1999–2000 à 1949 et 1880 \$ÉU la tonne en 2006–2007 [Graphique 26]. Les prix de la PLÉ et de la poudre de lait entier bénéficieront de la reprise économique en Asie, une région qui absorbe environ 50 p. cent des importations mondiales de ces produits. Le prix du beurre, quant à lui, dépendra beaucoup des conditions économiques prévalant en Russie mais il subira également l'effet bénéfique de la hausse prévue du prix des huiles végétales. Enfin pour ce qui est des prix du fromage, ils augmenteront substantiellement en raison de la forte demande mondiale, en particulier dans la zone OCDE qui représente 80 p. cent de la consommation mondiale.

Graphique 26 : Prix mondiaux des produits laitiers



Le commerce mondial des produits laitiers continue de se transformer d'un commerce de produits de base orienté vers l'offre en un commerce de produits à forte valeur ajoutée orienté vers la demande. De plus, l'évolution des technologies, en particulier des techniques d'extraction et de fractionnement des protéines, a favorisé le développement rapide du marché des ingrédients laitiers comme on peut le voir au graphique 27.

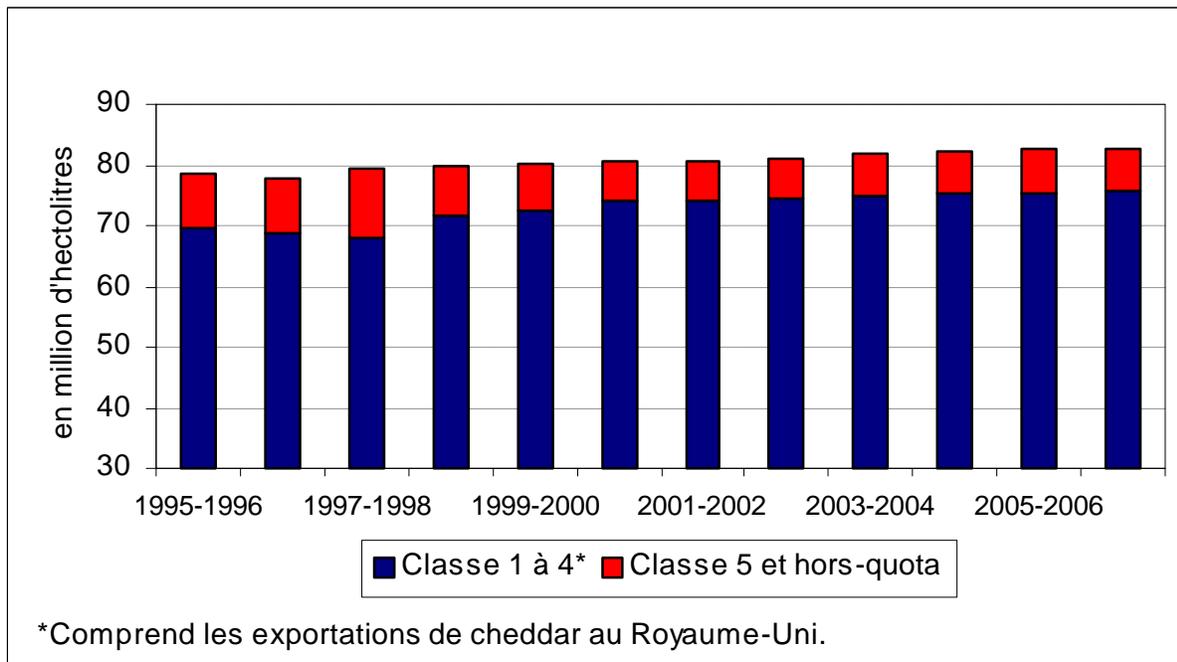
Graphique 27 : Part des produits laitiers exportés

Malgré les réformes politiques entraînant l'abolition du soutien des prix, il est peu probable que les États-Unis deviennent un exportateur important de produits laitiers à moyen terme puisqu'on s'attend à ce que les prix américains demeurent supérieurs aux prix mondiaux. Aux États-Unis, le prix du lait a atteint des niveaux très bas en 1999, mais il devrait remonter à un rythme constant sur la période à l'étude d'une part en raison d'une forte demande prévue des consommateurs pour le fromage, et d'autre part en raison des prix plus élevés de l'alimentation animale.

Au Canada

Pour l'année laitière 2000-2001, la production totale de lait devrait s'établir à 80,5 millions d'hectolitres, soit une augmentation de un demi p. cent par rapport à l'année précédente. La forte demande de produits laitiers, particulièrement de fromage, devrait faire augmenter la production domestique de plus de 1,1 millions d'hectolitres, mais la production hors-contingent quant à elle devrait diminuer de 20 p. cent. Cette diminution prévue de la production hors-contingent à court terme est le résultat d'une part des ajustements qui sont présentement apportés aux contrats provinciaux privés d'exportation de lait, et d'autre part de la nécessité de respecter la limite fixée par l'OMC pour les exportations subventionnées de produits laitiers canadiens. Par conséquent, la production totale de lait ne devrait donc augmenter que légèrement sur la période à l'étude, c'est-à-dire passer de 80,1 millions d'hectolitres en 1999-2000 à 82,9 millions d'hectolitres en 2006-2007 [Graphique 28].

Graphique 28 : Production du lait—Canada



Une hausse de 1,6 p. cent de la production de lait de consommation est prévue en 2000–2001 puisque la hausse des ventes de lait faible en gras devrait compenser la baisse des ventes de lait entier. Cette tendance devrait se poursuivre. En raison de la hausse prévue du prix de l'alimentation animale, les prix du lait de consommation et du lait industriel augmenteront de façon constante sur la période à l'étude.

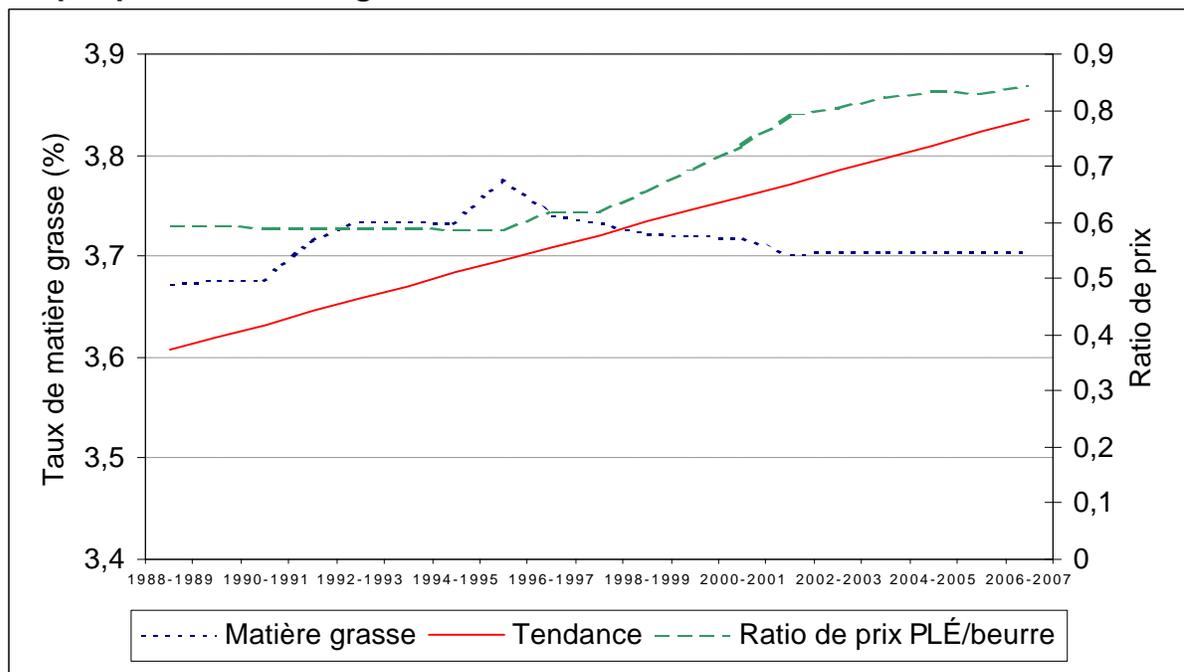
Conséquemment à la décision de l'organe d'appel de l'OMC, des changements ont été apportés au système de classes spéciales. D'abord la classe 5-e, qui incluait le lait hors-contingent pour l'exportation, sera abolie à la fin de la présente année laitière. À partir de l'année laitière 2000–2001, la classe 5-d contiendra seulement les exportations subventionnées de produits laitiers à l'intérieur des limites permises par l'OMC, incluant le fromage exporté vers le Royaume-Uni. De plus, une nouvelle classe de lait, la classe 4-m, sera bientôt créée. Nous avons fait l'hypothèse que les surplus structurels de la PLÉ seront vendus dans cette classe pour l'alimentation animale à un prix qui sera compétitif avec le tourteau de soja, ce dernier se vendant à un prix beaucoup plus faible que la PLÉ sur les marchés mondiaux. À court terme, la quantité de PLÉ vendue dans la classe 4-m devrait être relativement importante, mais elle diminuera substantiellement à mesure que les autorités responsables de la politique laitière et les producteurs s'adapteront au nouveau système de contrats d'exportation.

L'accord de l'OMC prévoit des limites aux quantités physiques et à la valeur des exportations de produits laitiers subventionnés. Ces limites ont été graduellement réduites depuis l'entrée en vigueur de l'accord en 1995; la réduction totale est respectivement de 21 et 36 p. cent par rapport aux niveaux d'exportation de base. Les autorités canadiennes élaborent actuellement à élaborer une proposition permettant de calculer la valeur de la subvention. Il est donc permis de penser que ces contraintes auront un impact négatif sur les quantités subventionnées

exportées de produits laitiers canadiens, en particulier sur les exportations de PLÉ. Par conséquent, les exportations subventionnées de PLÉ devraient être substantiellement inférieures à la moyenne historique tout au long de la période couverte par le scénario de référence.

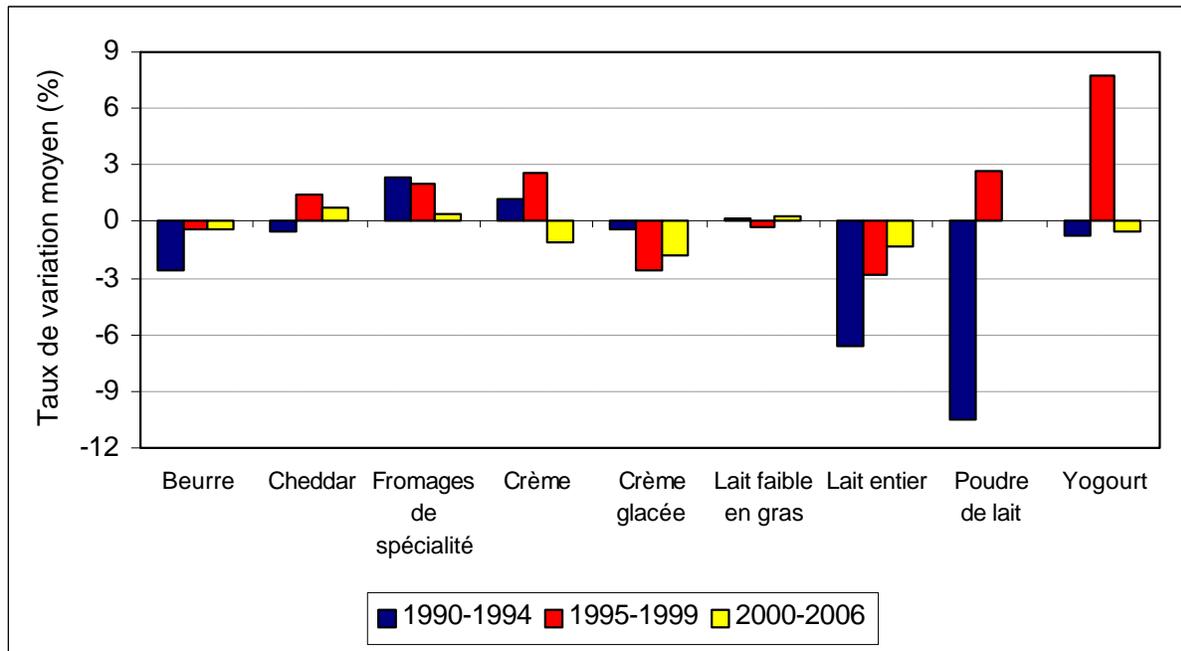
Depuis l'avènement de la gestion de l'offre dans l'industrie laitière, les contingents ont été octroyés selon les quantités de matière grasse. En raison de l'évolution des habitudes alimentaires et des percées technologiques, le prix de soutien du beurre a été maintenu au même niveau entre 1993 et 1996 pour éviter l'effet de croisement qui aurait fait basculer le système de contingentement d'une base de matière grasse à une base de matières solides non grasses. Lorsque les producteurs ont compris que l'écart de prix entre le beurre et la PLÉ avait diminué, ils ont réduit la teneur en gras du lait qu'ils produisaient pour maximiser leurs revenus [Graphique 29]. Maintenant que des modifications ont été apportées au système et avec l'introduction de nouvelles contraintes par l'OMC, les autorités canadiennes doivent d'une part maintenir le prix de soutien du beurre à un niveau où les producteurs ne diminueront pas la teneur en matière grasse de leur lait, et conséquemment réduire le surplus structurel de PLÉ vendu dans la classe 4-m, et d'autre part éviter l'effet de croisement. En effet, le prix du lait vendu dans la classe 4-m devrait se situer entre 9,00 \$ et 11,00 \$ l'hectolitre, ce qui signifie qu'un volume important de 4-m aurait un impact négatif sur le prix P-9 moyen que les producteurs reçoivent pour leur lait. Pour ces raisons, nous avons émis l'hypothèse que le prix de soutien du beurre devrait augmenter, mais à un rythme plus lent que le prix de soutien de la PLÉ. Nous avons aussi émis l'hypothèse que les producteurs ne modifieront pas la teneur en matière grasse du lait durant la période couverte par le scénario de référence. Étant donné le rétablissement prévu des prix de l'alimentation animale pendant la période à l'étude, le coût de production du lait devrait également augmenter. Donc, cette augmentation du coût de production devrait faire passer le prix cible du lait industriel de 56,20 \$ l'hectolitre en 1999 à 61,50 \$ l'hectolitre à la fin du scénario de référence.

Graphique 29 : Matière grasse du lait au Canada



La forte demande prévue pour le fromage de spécialité et le cheddar devrait faire augmenter les prix de ces produits sur la période à l'étude. La consommation de beurre, quant à elle, devrait augmenter légèrement puisqu'on s'attend à ce que les prix des huiles végétales augmentent fortement à la fin de la période à l'étude. De tous les produits laitiers, le yogourt est celui qui a connu la plus forte croissance de la consommation par habitant au cours des dernières années [Graphique 30]. Entre 1997 et 1999, la consommation de yogourt par habitant s'est accrue de 1,0 kg. Pour la période à l'étude, la consommation de yogourt par habitant devrait se situer en moyenne autour de 4,5 kg contre 4,0 kg pour la période 1996-1999, soit une augmentation de 13 p. cent.

Graphique 30 : Variation en pourcentage de la consommation de produits laitiers par habitant



Finalement, la subvention directe accordée aux producteurs est réduite graduellement sur la période à l'étude et sera complètement éliminée à partir de 2002-2003.

Intrants de l'industrie agricole et prix à la consommation des produits alimentaires

Intrants de l'industrie agricole

Étant donné le contexte macroéconomique général et les développements prévus dans la production du secteur agricole, les changements dans les prix des matières et services (intrants) consommés par l'industrie agricole au Canada devraient être modérés. En effet, globalement, les prix des intrants agricoles n'augmenteront que d'environ 0,7 p. cent en moyenne par an sur la période à l'étude. Toutefois, ce résultat cache la situation en l'an 2000, où l'inflation dans les prix des intrants est de 3,1 p. cent, principalement à cause des intrants énergétiques et de l'augmentation des prix des bovins d'engraissement et des porcelets. Sur la période à l'étude, on prévoit une tendance à la baisse des taux annuels d'inflation pour ces intrants de 3,1 p. cent en 2000 à 0,4 p. cent en 2006. Cette chute est principalement causée par les taux d'intérêt, les produits pétroliers, les pesticides et les prix des porcelets et des bovins d'engraissement à compter de 2001.

D'après les prévisions, l'industrie bénéficiera des baisses moyennes de prix dans cinq des vingt principales catégories de facteurs de production qu'elle achète. Il s'agit, par ordre d'importance: des bovins d'engraissement (4,8 p. cent); des porcelets (3,1 p. cent); des intérêts hypothécaires (0,7 p. cent); des intérêts autres qu'hypothécaires (0,6 p. cent) et des produits pétroliers (0,3 p. cent). Dans ce dernier cas, les prix demeureront élevés compte tenu de la hausse importante enregistrée en l'an 2000. Le poids combiné de ces cinq composantes dans l'indice global est d'environ 30 p. cent.

Cinq secteurs afficheront cependant des hausses moyennes significatives: les soins vétérinaires avec 3,3 p. cent; la réparation de la machinerie ainsi que les aliments pour animaux avec 2,7 p. cent; la main-d'œuvre salariée avec 2,6 p. cent et les travaux à forfait avec 1,9 p. cent. Ces hausses sont associées au coût croissant de la main-d'œuvre dans l'économie en général.

Ainsi, les coûts de production dans l'industrie agricole au Canada pourraient augmenter sur la période à l'étude. Toutefois, même si les prix peuvent augmenter quelque peu, les gains de productivité devraient compenser en partie la croissance des coûts de production. Si la hausse de productivité se poursuit comme par le passé (entre 1 p. cent et 2 p. cent), les coûts de production pourraient demeurer stables. De tel gains de productivité reflètent une nouvelle technologie, mais aussi la restructuration et la rationalisation de l'industrie, qui sont des caractéristiques du secteur depuis un certain temps.

Prix à la consommation des produits alimentaires

Indices agrégés

Les projections du scénario de référence font état d'un indice agrégé des prix à la consommation en croissance à un rythme annuel moyen de 2,2 p. cent sur la période 2000-2006. On peut aussi remarquer une croissance plus élevée pour les produits autres qu'alimentaires que pour les aliments (respectivement de 2,4 p. cent et de 1,5 p. cent par an en moyenne) au cours de la période. Même si la consommation alimentaire continue d'augmenter sur la période à l'étude, la hausse du rapport des prix des produits non-alimentaire par rapport aux produits alimentaires indique que ces derniers constitueront une part plus petite du budget total des ménages d'ici la fin de la période. Le même phénomène se produit en ce qui concerne les aliments consommés à l'extérieur du foyer, dont l'indice progresse plus rapidement que celui des repas pris à la maison (2,2 p. cent et 1,2 p. cent respectivement).

Indices du secteur des viandes

Pour le secteur des viandes, la croissance devrait être très faible, avec une inflation de 0,3 p. cent par an entre 2000 et 2006. En effet, malgré une relative volatilité à court terme du marché très cyclique du porc, deux éléments majeurs du groupe des viandes semblent faire du « sur place », avec une baisse annuelle moyenne de 0,1 p. cent pour le bœuf et une croissance annuelle moyenne de 0,1 p. cent pour le porc. Ainsi, le seul élément qui contribue à la croissance du groupe des viandes est la viande de volaille. Après avoir subi une baisse de son indice de 3,4 p. cent entre 1999 et 2000 à cause de la diminution du prix de gros du poulet (- 4,6 p. cent), l'IPC de la viande de volaille devrait être de nouveau en croissance à raison de 2,5 p. cent par an en moyenne entre 2001 et 2006. Finalement, l'IPC des œufs suit la croissance de l'indice pour les viandes de volailles avec un taux annuel moyen de 1,8 p. cent entre 2000 et 2006.

Indices des produits laitiers

Les prix pour le secteur des produits laitiers devraient être sujets à une croissance plus marquée que ceux du secteur des viandes. Sur la période à l'étude, la croissance annuelle moyenne prévue pour l'IPC général de ce groupe de produits est de 2,3 p. cent entre 2000 et 2006. Le beurre est le produit qui détient la croissance la plus faible du groupe, avec une moyenne de 1,3 p. cent par an. Comme le beurre, le lait, qu'il soit en poudre, faible en gras ou entier, ne jouit pas d'une forte croissance moyenne. Cette dernière se situe à 1,6 p. cent pour le lait entier et le lait en poudre et à 1,7 p. cent pour le lait à faible teneur en gras. Toutefois, la croissance de l'IPC pour le lait en poudre s'accélère à partir de 2003 pour atteindre une moyenne de 2,5 p. cent entre 2003 et 2006. Les deux produits laitiers dont l'indice est en plus forte croissance sont le fromage et la crème glacée avec 2,6 p. cent et 4,6 p. cent respectivement. Au terme de la période à l'étude, l'indice du prix à la consommation de la crème glacée sera l'indice le plus élevé de tous les produits laitiers recensés.

Indices des produits céréaliers

Pendant la période à l'étude, l'IPC général des produits céréaliers est en croissance de 1,0 p. cent par an en moyenne entre 2001 et 2006. Pour la période allant de 1999 à 2001, la croissance annuelle moyenne se trouve réduite de moitié, soit à 0,5 p. cent, conséquemment à la baisse de l'IPC pour les pâtes alimentaires, elle-même causée par une chute du prix domestique du blé durum. De plus, puisque les produits de boulangerie représentent la part la plus importante des produits céréaliers, la croissance de l'IPC pour ces produits se situe très près de l'IPC général des produits céréaliers, soit 1,1 p. cent par an en moyenne entre 2000 et 2006. Finalement, l'IPC des pâtes alimentaires doit, entre 1999 et 2001, subir l'effet de la chute spectaculaire (de l'ordre de 30 p. cent) du prix du blé durum et ainsi décroître de 2,3 p. cent. Il s'ensuit une reprise du prix du blé avec une croissance moyenne de 0,5 p. cent par an.

Indices des fruits et légumes

En ce qui concerne les fruits, l'IPC devrait grimper en moyenne de 1,8 p. cent par an grâce à une prévision favorable du prix américain malgré une remontée prévue du dollar canadien par rapport au dollar américain. Pour les légumes, la croissance se fait sentir au cours des deux premières années à l'étude (moyenne de 3,0 p. cent entre 1999 et 2001), mais elle stagne par la suite (moyenne de - 0,1 p. cent entre 2001 et 2006). Ce ralentissement est causé d'une part par une faible croissance du prix des légumes aux États-Unis et aussi par la diminution du prix des pommes de terre sur la période à l'étude.

Autres indices alimentaires

L'IPC des autres produits alimentaires croît en moyenne de 1,5 p. cent par an pendant la période à l'étude (2000–2006). Pour le sucre, qui est un marché extrêmement volatile, on prévoit une chute de l'ordre de 33 p. cent de l'IPC entre 1999 et 2001. Cette chute est principalement causée par un surplus de l'offre mondiale provenant du Brésil, un important pays producteur. Toutefois, un redressement de 21,6 p. cent est prévu de 2001 à 2003, le temps que les producteurs mondiaux s'ajustent à ce surplus de l'offre. Enfin, entre 2004 et 2006, on assiste à une tendance à la hausse, soit une croissance moyenne de 4,2 p. cent par an pour ce produit. Toutefois, l'indice de 2006 n'aura pas retrouvé son niveau de 1999, l'écart entre ces deux années restant encore à 11,1 p. cent. Finalement, puisque l'IPC des graisses et huiles dépend principalement de l'IPC de la margarine, la croissance moyenne annuelle devrait être la même pour ces deux produits, soit 2,4 p. cent entre 2000 et 2006, et l'évolution des deux indices est parallèle. Le présent scénario de référence prévoit tout de même une baisse de 6,1 p. cent de ces deux indices de prix entre 1999 et 2000 résultant de la chute des prix mondiaux des huiles végétales pendant cette période.

Bibliographie

Australian Bureau of Agriculture and Resource Economics. « *Outlook 2000* ». Canberra : ABARE, février 2000.

Food and Agricultural Policy Research Institute. « *2000 World Agricultural Outlook* ». Ames (Iowa): FAPRI, janvier 2000.

Organisation de coopération et de développement économiques. « *Les perspectives agricoles 1998–2003* ». Paris: OCDE, mars 2000.

Organisation de coopération et de développement économiques. « *Les perspectives agricoles 2000–2005* ». Paris: OCDE, mars 2000.

Ministère de l'agriculture des États-Unis. « *Long Term Agricultural Projections to 2009* ». Washington: USDA, février 2000.

Annexe A :

Comparaison des prévisions des prix mondiaux

Les graphiques suivants donnent un aperçu des prix mondiaux du blé, du maïs et du soja prévus par cinq organismes (AAC, ABARE, OCDE, USDA et FAPRI).

Ces projections sont tirées des publications suivantes :

- *Australian Bureau of Agriculture and Resource Economics*. « *Outlook 2000* ». Canberra : ABARE, février 2000.
- *Food and Agricultural Policy Research Institute*. « *2000 World Agricultural Outlook* ». Ames (Iowa): FAPRI, janvier 2000.
- Organisation de coopération et de développement économiques. « Les perspectives agricoles 2000–2005 ». Paris: OCDE, mars 2000.
- Ministère de l’agriculture des États-Unis. « *Long Term Agricultural Projections to 2009* ». Washington: USDA, février 2000.

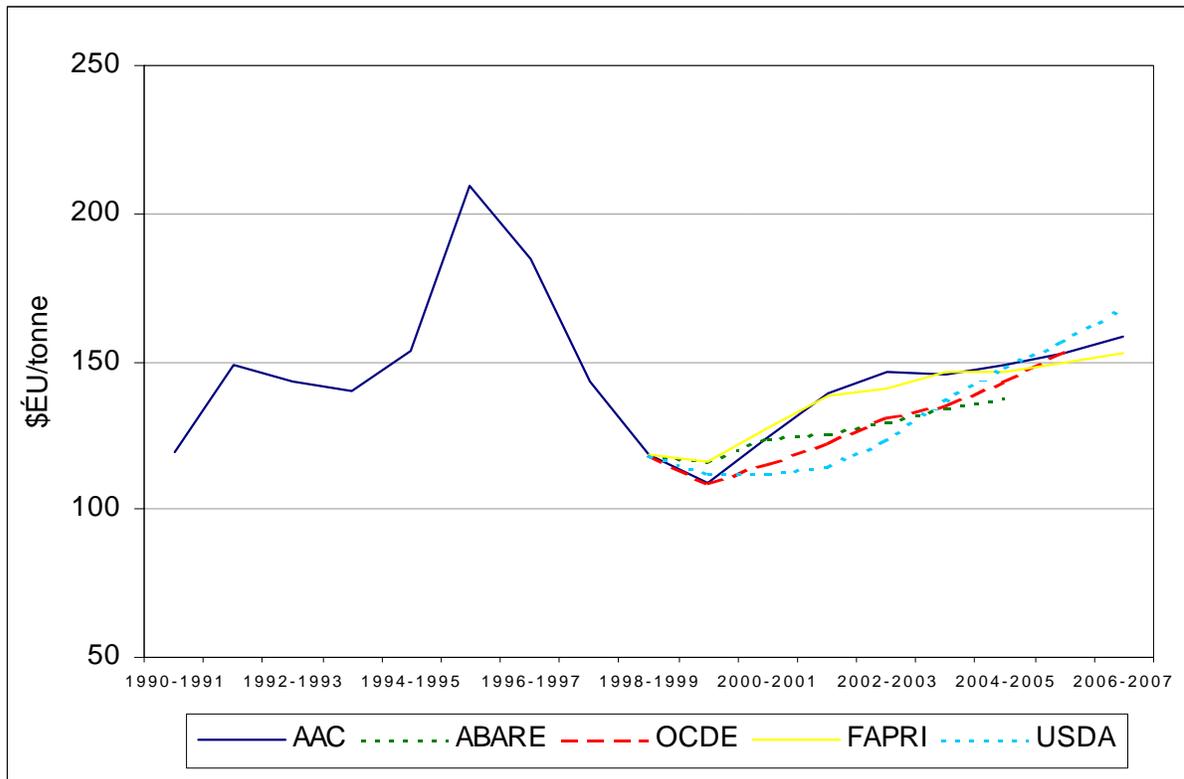
Pour de multiples raisons, il n’est pas facile de comparer les prix internationaux prévus par différents organismes. En effet, ces cinq organismes ont établi leurs prévisions à différentes périodes de l’année et, par conséquent, à partir de données différentes. De plus, les différents organismes font état de prix différents. Ainsi, les prix de la plupart des denrées ne concordaient pas. Pour régler ce problème, un prix indicateur a été établi pour chaque denrée. Les comparaisons ont par la suite été faites en appliquant les variations annuelles exprimées en pourcentage des prévisions de prix à la valeur de 1999 du prix indicateur.

L’augmentation des prix (en termes nominaux) constitue un élément commun des prévisions des différents organismes. Le niveau des prix varie entre les divers organismes. Les prévisions de l’OCDE se fondent sur les données fournies par les pays membres. Par conséquent, les prévisions de l’OCDE représentent davantage une moyenne pondérée des perspectives de ses membres.

Les points suivants se dégagent des prévisions à long terme :

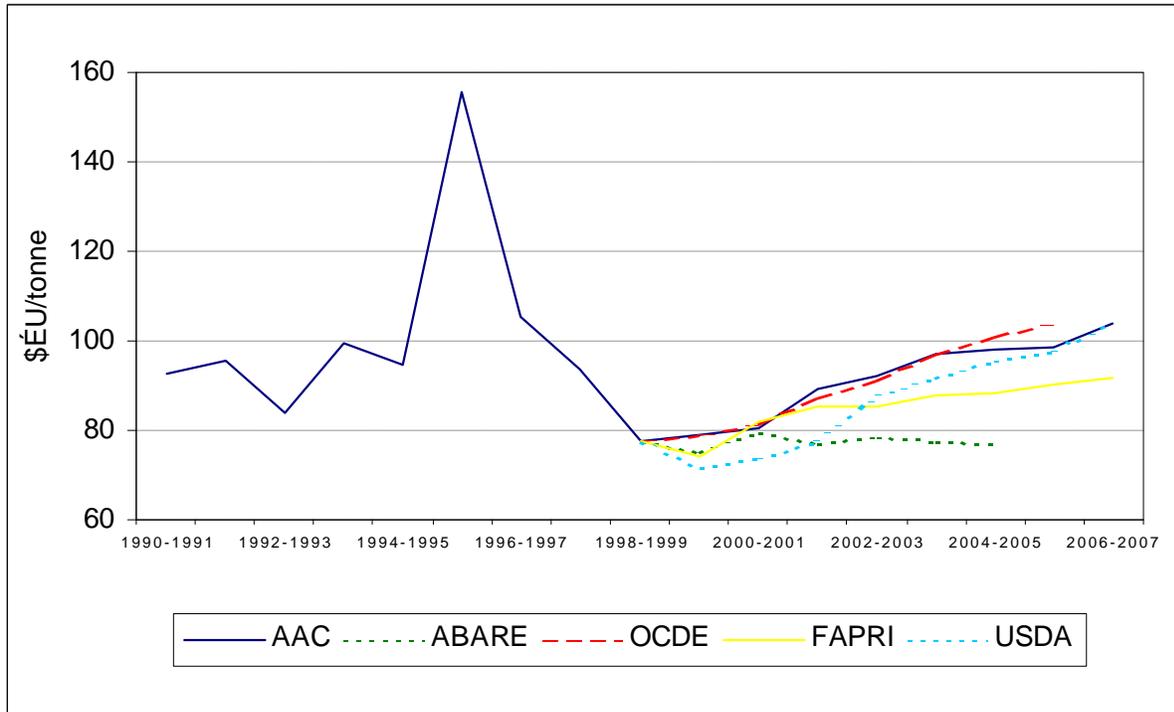
- les écarts des prévisions de prix reflètent essentiellement un équilibre différent entre les hypothèses utilisées pour prévoir l’offre et la demande mondiales (p. ex. taux de croissance du PIB, gel des terres dans l’UE, demande de produits importés en Chine);
- l’augmentation des prix des céréales et oléagineux entraîne une augmentation des prix du bétail;
- les politiques spécifiques à certains produits qui causent une baisse de la production font augmenter les prix mondiaux.

Graphique A.1 : Prix du blé, États-Unis—Golfe



Comparaison des prix mondiaux du blé

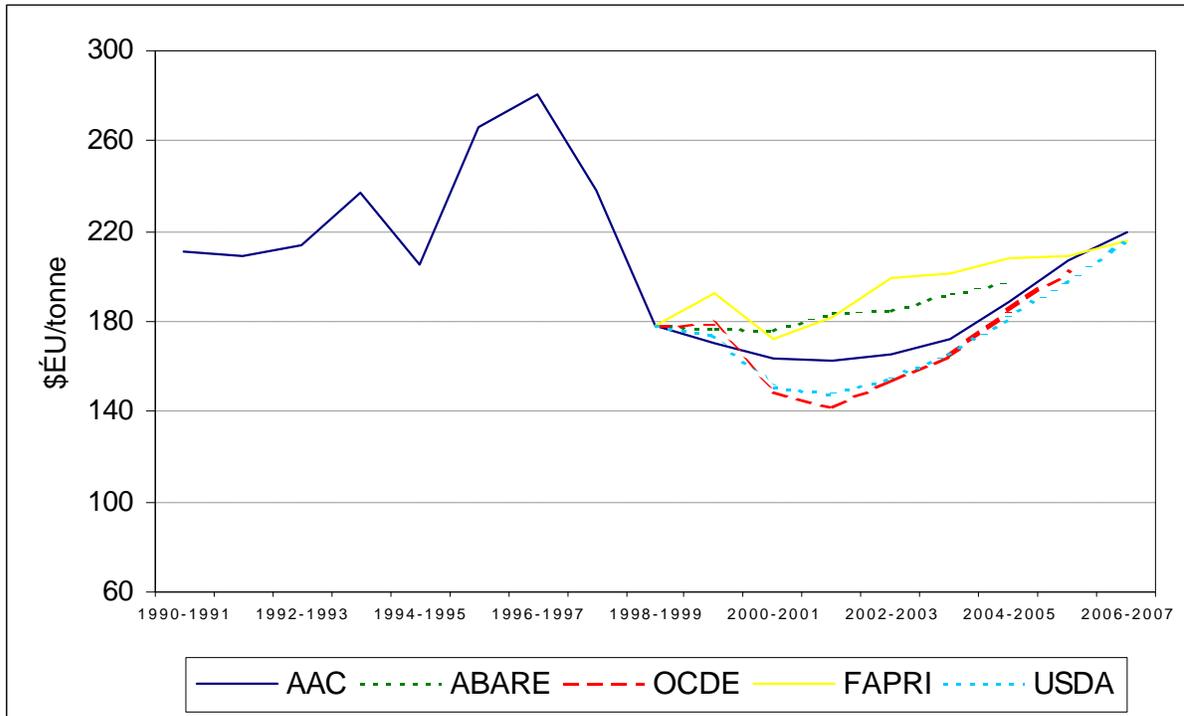
Le prix indicateur utilisé pour les comparaisons est le prix du blé roux vitreux du golfe du Mexique (\$US/t). Ce prix est utilisé par tous les organismes sauf l'USDA. Pour les prévisions de l'USDA, on a calculé un prix du golfe en appliquant à la valeur de 1999 du prix du golfe du Mexique les variations annuelles du prix à la ferme aux États-Unis.

Graphique A.2 : Prix du maïs, États-Unis—Centre Illinois

Comparaison des prix mondiaux du maïs

Le prix indicateur utilisé pour les comparaisons est le prix du maïs du Centre de l'Illinois (\$US/t). Tous les organismes sauf AAC utilisent le prix du golfe plutôt que le prix du maïs du Centre de l'Illinois. Les prévisions d'AAC ont été établies en appliquant aux prix du maïs du Centre de l'Illinois de 1999 les variations annuelles du prix du golfe exprimés en pourcentage.

Graphique A.3 : Prix du soja, États-Unis—Centre Illinois



Comparaison des prix mondiaux du soja

Le prix indicateur utilisé pour les comparaisons est le prix du soja du Centre de l'Illinois (\$US/t). Les autres organismes utilisent le prix du golfe et à la ferme plutôt que le prix du soja du Centre de l'Illinois. Les prévisions de ces organismes ont été établies en appliquant aux prix du soja du Centre de l'Illinois de 1999 les variations annuelles des prix précédents exprimés en pourcentage.

Annexe B : Tableaux

Tableau B.1 : Hypothèses économiques

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
PIB réel (variation en %)													
Australie	4,00	3,85	5,08	3,92	2,98	4,02	3,41	3,52	3,54	3,37	3,37	4,2	
UE 15	1,61	2,50	2,70	2,10	2,75	2,67	2,52	2,46	2,23	2,26	2,26	2,2	
Japon	5,05	1,43	-2,83	1,39	1,40	1,20	2,10	2,20	1,70	1,80	1,80	1,3	
Corée du Sud	6,75	5,01	-5,84	9,02	6,51	5,66	5,53	5,30	5,03	5,00	5,00	3,7	
Mexique	5,10	6,76	4,90	3,40	3,32	3,95	4,64	4,88	4,90	4,97	4,97	5,0	
Pologne	6,05	6,80	4,80	3,47	5,22	5,83	5,36	5,04	5,08	5,15	5,15	5,3	
États-Unis	3,66	4,50	4,30	3,81	3,07	2,28	2,05	3,00	3,45	3,38	3,38	4,1	
Argentine	4,78	8,59	3,90	-1,06	1,71	3,03	4,73	4,12	4,15	4,14	4,14	4,1	
Chine	9,88	8,80	7,80	7,00	6,80	7,00	7,50	7,60	7,60	7,60	7,60	8,4	
Reste du monde ¹	4,96	4,07	1,05	2,11	3,82	4,25	4,49	4,46	4,47	4,51	4,51	3,0	
IPC (variation en %)													
Australie	2,61	0,25	0,85	1,43	4,21	3,50	2,78	3,00	2,80	2,50	2,50	1,3	
UE 15	2,50	2,05	1,73	1,20	2,70	1,80	1,90	1,80	1,70	1,70	1,70	1,9	
Japon	0,13	1,71	0,65	-0,30	-0,30	-0,30	0,20	0,50	0,50	0,50	0,50	0,5	
Corée du Sud	4,92	4,44	7,51	0,90	2,50	2,75	2,70	2,70	2,90	3,00	3,00	4,4	
Mexique	34,38	20,62	15,93	16,50	10,70	8,70	7,61	7,00	6,60	6,31	6,31	21,9	
Pologne	19,91	14,88	11,58	7,02	7,12	5,40	4,50	4,10	3,73	3,61	3,61	13,3	
États-Unis	2,93	2,34	1,55	1,59	2,31	2,40	2,30	2,21	2,20	2,10	2,10	2,1	
Argentine	0,83	0,79	-1,44	8,12	2,27	2,50	2,72	3,13	3,62	3,91	3,91	2,1	
Chine	5,92	1,24	-2,00	-1,00	2,50	3,00	4,00	4,50	4,75	4,75	4,75	1,0	
POPULATION													
Monde	5727,9	5808,6	5890,7	5970,1	6049,9	6129,1	6208,1	6286,6	6365,2	6443,0	6522,0	5849,3	1,3 %
OCDE	1087,6	1094,1	1101,3	1107,6	1114,6	1121,6	1128,6	1135,4	1142,3	1148,6	1155,0	1097,6	0,6 %
Non OCDE	4640,3	4714,5	4789,4	4862,4	4935,3	5007,5	5079,6	5151,2	5222,9	5294,4	5367,0	4751,7	1,4 %
TAUX DE CHANGE													
Australie—\$/A/\$ÉU	1,28	1,35	1,59	1,55	1,54	1,54	1,55	1,56	1,56	1,56	1,57	1,4	0,3 %
UE 15—Euro/\$ÉU	0,79	0,88	0,89	0,85	1,02	1,00	1,00	0,99	0,99	0,99	0,99	0,9	-0,5 %
Japon—¥/\$ÉU	108,82	121,00	130,89	114,28	106,00	106,00	103,97	102,13	100,27	98,48	98,48	118,7	-1,2 %
Corée du Sud—Won/\$ÉU	804,42	950,51	1400,48	1190,32	1204,80	1204,80	1204,13	1211,79	1220,82	1231,65	1242,58	1086,4	0,5 %
Mexique—\$NM/\$ÉU	7,60	7,92	9,15	9,59	9,61	9,61	10,14	10,65	11,17	11,69	12,24	8,6	4,1 %
Nouvelle-Zélande—\$NZ/\$ÉU	1,45	1,51	1,87	1,89	1,95	1,95	1,94	1,93	1,93	1,92	1,92	1,7	-0,2 %
Pologne—Zl/\$ÉU	2,70	3,28	3,49	3,95	4,24	4,37	4,48	4,57	4,65	4,72	4,79	3,4	2,1 %
Chine—Yuan/\$ÉU	8,31	8,29	8,18	8,20	8,17	8,33	8,57	8,85	9,17	9,49	9,82	8,2	3,1 %

Source des données : Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005 (sauf le taux d'inflation du UE 15 en 2000 et l'Euro de 2000 à 2006).

Note : 1. Exclut la Slovaquie et les NÉI.

Tableau B.2 : Hypothèses concernant les marchés des céréales et des oléagineux

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
UE15														
Prix de soutien—céréales ¹ (Euro/t)	119,2	119,2	119,2	119,2	110,3	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	119,2	-15,0 %	-1,4 %
Compensation—céréales ^{2,3} (Euro/t)	54,3	50,4	54,3	54,3	58,7	63,0	63,0	63,0	63,0	63,0	63,0	53,3	18,1 %	1,2 %
Taux de gel des terres ⁸ (%)	10,0	5,0	5,0	10,0	15,5	14,6	14,1	11,9	10,5	9,7	9,7	7,5	28,8 %	-7,6 %
Païement pour gel des terres ³ (Euro/t)	69,0	68,8	68,8	68,8	58,7	63,0	63,0	63,0	63,0	63,0	63,0	68,9	-8,5 %	1,2 %
Limites aux subventions à l'exportation ⁴ (mt)														
blé	19,2	18,0	16,8	15,6	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	17,4	-17,2 %	0,0 %
céréales secondaires	13,1	12,6	12,0	11,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	12,3	-15,3 %	0,0 %
Compensation—oléagineux ^{2,6} (Euro/t)	131	94	94	94	82	72	63	63	63	63	63	103,3	-39,0 %	-4,3 %
ÉTATS-UNIS														
Taux—prêt du blé (\$ÉU/t)	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	94,8	0,0 %	0,0 %
Taux—prêt du maïs (\$ÉU/t)	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	0,0 %	0,0 %
Taux—prêt du soja ⁷ (\$ÉU/t)	182,6	193,3	193,3	193,3	193,3	193,3	193,3	193,3	193,3	193,3	193,3	190,6	1,4 %	0,0 %
CRP superficies (Mha)														
blé	4,3	3,7	3,8	4,0	4,4	4,5	4,6	4,7	4,7	4,7	4,7	4,0	19,0 %	1,1 %
céréales secondaires ⁵	4,2	2,7	2,6	2,7	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	1,6 %	0,5 %
graines de soja	1,6	1,5	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	-8,8 %	-1,2 %
CHINE														
Prix d'achat gov.—blé (Yuan/t)	1275,0	1292,0	1285,1	1330,4	1378,3	1447,8	1528,1	1616,7	1710,4	1800,7	1895,8	1295,6	46,3 %	5,5 %
Prix d'achat gov.—céréales secondaires (Yuan/t)	1080,0	1153,5	1182,4	1230,1	1285,8	1357,4	1439,9	1531,1	1609,8	1691,6	1777,5	1161,5	53,0 %	5,5 %
JAPON														
Droits de douane ⁴														
huile de colza ('000¥/t)	15,0	14,0	12,9	11,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	13,4	-19,0 %	0,0 %
huile de soja ('000¥/t)	15,0	14,0	12,9	11,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	13,4	-19,0 %	0,0 %

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

Notes: 1. Prix d'intervention commun au blé tendre, à l'orge, au maïs, au seigle et au sorgho. 6. Paiements réels faits par hectare, sur la base de rendements de référence régionaux.
2. Paiements compensatoires de surface.
3. Paiements réels faits par hectare, sur la base de rendements de référence. 7. Pour avance sur récolte.
4. Débutant le 1er juillet. 8. Obligatoire et volontaire.
5. Inclut l'orge, le maïs, l'avoine et le sorgho.

Tableau B.3 : Hypothèses concernant les marchés du bétail et des produits laitiers

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006	
BÉTAIL															
UE15															
Prix de soutien, bœuf ^{1,2} (Euro/kg pcp)	2,8	2,8	2,8	2,8	2,6	2,4	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,8	-20,0 %	-2,5 %	
Prime spéciale, bœuf ³ (Euro/tête)	131,2	152,1	152,1	152,1	178,0	203,0	229,0	229,0	229,0	229,0	229,0	146,9	55,9 %	4,3 %	
Prime à l'abattage, bovin adulte ⁴ (Euro/tête)	0,0	0,0	0,0	0,0	48,5	74,5	101,5	101,5	101,5	101,5	101,5	0,0	—	13,1 %	
Prime à l'abattage, veau (Euro/tête)	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0	33,0	50,0	50,0	50,0	50,0	50,0	0,0	—	19,7 %	
Prime, vache allaitante (Euro/tête)	145,0	145,0	145,0	145,0	163,0	182,0	200,0	200,0	200,0	200,0	200,0	145,0	37,9 %	3,5 %	
Limites aux subventions à l'exportation ² (kt epc)															
viande porcine ⁵	522,0	503,0	483,0	463,0	444,0	444,0	444,0	444,0	444,0	444,0	444,0	492,8	-9,9 %	0,0 %	
bœuf ⁵	1074,2	1011,0	947,8	884,7	837,4	821,7	821,7	821,7	821,7	821,7	821,7	979,4	-16,1 %	-0,3 %	
viande de volaille	405,0	375,0	345,0	316,0	286,0	286,0	286,0	286,0	286,0	286,0	286,0	360,3	-20,6 %	0,0 %	
JAPON⁶															
Droits de douane, bœuf ¹⁸ (%)	47,5	44,3	42,3	40,4	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	43,6	-11,7 %	0,0 %	
Système d'importation, viande porcine															
droits de douane (%)	5,2	4,8	4,5	4,4	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,7	-9,0 %	0,0 %	
prix à l'importation, entrée ¹⁹ (¥/kg pcp)	532,5	466,0	442,5	432,5	422,5	422,5	422,5	422,5	422,5	422,5	422,5	468,4	-9,8 %	0,0 %	
Droits de douane, volaille ⁷ (%)	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0 %	0,0 %	
CORÉE DU SUD															
Droits de douane, bœuf (%)	43,2	42,8	42,4	42,0	41,6	41,2	40,8	40,4	40,0	40,0	40,0	42,6	-6,1 %	-0,7 %	
Marge, bœuf (%)	60,0	40,0	20,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32,5	-100,0 %	—	
Droits de douane, porc (%)	34,6	33,4	32,2	31,0	29,8	27,9	26,1	25,2	25,0	25,0	25,0	32,8	-23,8 %	-2,9 %	
MEXIQUE⁸															
Contingent tarifaire, porc (kt pp)	74,0	76,0	79,0	81,0	84,0	87,0	90,0	94,0	94,0	94,0	94,0	77,5	21,3 %	1,9 %	
droits de douane intra quota (%)	14,0	12,0	10,0	8,0	6,0	4,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,0	-100,0 %	-100,0 %	
Contingent tarifaire, volaille (kt pp)	101,0	104,0	107,0	110,0	113,0	116,0	120,0	123,0	123,0	123,0	123,0	105,5	16,6 %	1,4 %	
ÉTATS-UNIS															
Contingent tarifaire, bœuf ⁹ (kt pp)	676,6	696,6	696,6	696,6	696,6	696,6	696,6	696,6	696,6	696,6	696,6	691,6	0,7 %	0,0 %	
droits de douane, hors quota (%)	29,5	28,8	28,0	27,2	26,4	26,4	26,4	26,4	26,4	26,4	26,4	28,4	-7,0 %	0,0 %	
CHINE															
Droits de douane, porc (%)	45,0	45,0	20,0	20,0	18,4	16,8	15,2	13,6	12,0	12,0	12,0	32,5	-63,1 %	-6,9 %	

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

Notes :

1. Prix pour les bovins mâles de classe R3.

2. Année débutant le 1^{er} juillet.

3. Moyenne pondérée des paiements pour taureaux et bouvillons.

4. Inclut l'enveloppe nationale pour viande bovine.

5. Inclut le commerce d'animaux vivants.

6. Année débutant le 1^{er} avril.

7. Poulet désossé, taux effectif.

8. Contingents tarifaires de l'ALENA pour la viande porcine du Canada et des É.-U. pour la viande de volaille des É.-U.

9. Fournisseurs hors ALENA.

10. Quota total.

11. Année se terminant le 30 juin.

12. Pour le lait destiné à la transformation.

13. Prix payé aux producteurs.

14. Différence entre prix de transaction et prix garanti.

15. Exclut le fromage transformé.

16. Année débutant le 1^{er} janvier.

17. En équivalent lait entier.

18. Déclenchement en août 1995 et août 1996 de procédures d'importation d'urgence pour le bœuf congelé.

19. Importation de carcasses de porc. Déclenchement des procédures d'importation d'urgence de novembre 1995 à mars 1996 et de juillet 1996 à juin 1997.

Tableau B.3 : Hypothèses concernant les marchés du bétail et des produits laitiers (suite)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
PRODUITS LAITIERS														
UE 15⁶														
Quota laitier ¹⁰ (mt pp)	121	117	117	117	118	119	119	119	119	119	119	118,0	0,8 %	0,1 %
Prix indicatif, lait (Euro/litre)	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	0,31	0,30	0,32	-5,6 %	-1,0 %
Prix d'intervention, beurre (Euro/t)	3282,0	3282,0	3282,0	3282,0	3282,0	3282,0	3282,0	3282,0	3282,0	3200,0	3120,0	3282,0	-4,9 %	-0,8 %
Prix d'intervention, lait écr. en poudre (Euro/t)	2055,2	2055,2	2055,2	2055,2	2055,2	2055,2	2055,2	2055,2	2055,2	2003,8	1953,7	2055,2	-4,9 %	-0,8 %
Limites aux subventions à l'exportation ¹¹ (kt pp)														
beurre	469,9	452,3	434,8	417,0	403,5	399,0	399,0	399,0	399,0	399,0	399,0	443,5	-10,0 %	-0,2 %
fromage	405,1	384,0	363,0	342,0	326,3	321,0	321,0	321,0	321,0	321,0	321,0	373,5	-14,1 %	-0,3 %
lait écrémé en poudre	322,8	310,3	297,8	285,3	276,0	273,0	273,0	273,0	273,0	273,0	273,0	304,0	-10,2 %	-0,2 %
autres produits laitiers	1140,0	1094,5	1049,0	1003,6	969,5	958,1	958,1	958,1	958,1	958,1	958,0	1071,8	-10,6 %	-0,2 %
JAPON⁶														
Prix garanti, lait ¹² (¥/litre)	78,0	76,5	76,1	74,9	74,9	74,9	74,9	74,9	74,9	74,9	74,9	76,4	-1,9 %	0,0 %
prix standard de transaction ¹³ (¥/litre)	66,2	65,3	64,9	63,8	63,8	63,8	63,8	63,8	63,8	63,8	63,8	65,0	-1,9 %	0,0 %
compensation ¹⁴ (¥/litre)	11,8	11,2	11,2	11,1	11,1	11,1	11,1	11,1	11,1	11,1	11,1	11,3	-1,8 %	0,0 %
Droits de douane, fromage ¹⁵ (%)	33,3	32,4	31,5	30,7	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	29,8	32,0	-6,8 %	0,0 %
Contingent tarifaire (kt pp)														
lait écrémé en poudre	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93	93,0	0,0 %	0,0 %
produits désignés ¹⁷	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137,0	0,0 %	0,0 %
MEXIQUE²														
Contingent tarifaire (kt pp)														
lait en poudre	122	124	125	126	128	129	131	132	134	134	134	124,3	7,8 %	0,8 %
dont : ALENA	42,4	43,7	45,0	46,4	47,8	49,2	50,7	52,2	52,2	52,2	52,2	44,4	17,6 %	1,5 %
ÉTATS-UNIS¹⁶														
Prix de soutien, lait ¹² (c\$ÉU/litre)	23,5	23,2	22,8	22,5	22,5	0	0	0	0	0	0	23,0	-100,0 %	-100,0 %
Prix de soutien, beurre (\$ÉU/t)	1433	1411	1391	1433	1433	0	0	0	0	0	0	1417,0	-100,0 %	-100,0 %
Prix de soutien, lait écr. en poudre (\$ÉU/t)	2332	2297	2264	2229	2227	0	0	0	0	0	0	2280,5	-100,0 %	-100,0 %
Contingent tarifaire, fromage (kt pp)	120	124	128	132	136	136	136	136	136	136	136	126,0	7,9 %	0,0 %
Limites aux subventions à l'exportation ¹¹														
beurre (kt pp)	39	34	30	25	21	21	21	21	21	21	21	32,0	-34,4 %	0,0 %
lait écrémé en poudre (kt pp)	100	92	84	76	68	68	68	68	68	68	68	88,0	-22,7 %	0,0 %

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

Notes :

1. Prix pour les bovins mâles de classe R3.

2. Année débutant le 1^{er} juillet.

3. Moyenne pondérée des paiements pour taureaux et bouvillons.

4. Inclut l'enveloppe nationale pour viande bovine.

5. Inclut le commerce d'animaux vivants.

6. Année débutant le 1^{er} avril.

7. Poulet désossé, taux effectif.

8. Contingents tarifaires de l'ALENA pour la viande porcine du Canada et des É.-U. pour la viande de volaille des É.-U.

9. Fournisseurs hors ALENA.

10. Quota total.

11. Année se terminant le 30 juin.

12. Pour le lait destiné à la transformation.

13. Prix payé aux producteurs.

14. Différence entre prix de transaction et prix garanti.

15. Exclut le fromage transformé.

16. Année débutant le 1^{er} janvier.

17. En équivalent lait entier.

18. Déclenchement en août 1995 et août 1996 de procédures d'importation d'urgence pour le bœuf congelé.

19. Importation de carcasses de porc. Déclenchement des procédures d'importation d'urgence de novembre 1995 à mars 1996 et de juillet 1996 à juin 1997.

Tableau B.4 : Marché international du blé

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation mondiale de blé (Mt)¹														
Superficies cultivées (Mha)	231,3	228,2	224,9	221,3	221,5	226,5	228,2	231,0	230,4	230,4	231,0	226,4	2,0 %	0,7 %
Rendement (t/ha)	2,52	2,65	2,59	2,61	2,60	2,65	2,70	2,74	2,77	2,80	2,83	2,59	9,1 %	1,4 %
Production	582,6	604,5	583,2	577,5	575,1	600,3	615,3	633,1	638,3	645,9	653,3	586,9	11,3 %	2,1 %
Consommation	576,2	581,4	584,8	585,0	590,5	599,3	608,2	625,6	636,2	645,1	655,6	581,9	12,7 %	1,8 %
alimentation animale	95,0	98,3	101,2	96,3	100,5	102,6	102,8	108,1	110,0	110,8	113,5	97,7	16,2 %	2,0 %
Stock de fermeture	111,6	134,7	133,0	125,5	110,1	111,1	118,3	125,8	127,9	128,7	126,3	126,2	0,1 %	2,3 %
Rapport stock-utilisation	0,19	0,23	0,23	0,21	0,19	0,19	0,19	0,20	0,20	0,20	0,19	0,22	-11,2 %	0,5 %
Prix du blé RVH n° 1, golfe du Mexique (\$ÉU/t)	184,3	142,9	118,8	108,7	124,3	139,3	146,4	145,9	148,8	153,0	158,2	138,7	14,1 %	4,1 %
Prix du blé HAD n° 1, Minneapolis (\$ÉU/t)	205,5	219,5	149,1	160,0	149,3	164,3	171,4	170,9	173,8	178,0	183,2	183,5	-0,2 %	3,5 %
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	9,6	10,2	5,8	9,0	9,5	10,8	11,6	12,1	12,0	11,8	11,9	8,6	38,2 %	3,8 %
Australie	19,2	15,7	16,4	17,2	15,9	17,2	17,2	17,7	17,6	17,7	18,5	17,1	8,0 %	2,5 %
Canada	19,2	19,9	14,6	18,5	17,8	19,2	20,0	20,5	20,2	19,6	19,2	18,1	5,9 %	1,2 %
Union européenne	14,6	11,1	12,0	13,4	13,1	18,4	17,2	16,5	20,3	25,2	25,3	12,8	98,4 %	11,7 %
États-Unis	24,7	25,7	25,6	26,0	29,5	29,3	32,1	33,8	34,3	34,0	34,3	25,5	34,6 %	2,5 %
Part canadienne (%)	22,0	24,1	19,7	22,0	20,7	20,2	20,4	20,4	19,4	18,1	17,5	22,0	-20,2 %	-2,7 %
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	1,7	0,2	0,7	0,1	2,8	1,6	1,0	1,3	2,0	2,3	2,4	0,7	256,3 %	-2,4 %
Japon	5,9	6,0	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,0	5,8	3,4 %	0,8 %
Corée du Sud	3,3	4,2	5,0	4,0	3,1	2,9	2,9	3,7	3,6	3,6	4,2	4,1	1,9 %	5,3 %
Reste du monde ⁴	68,6	68,4	63,1	70,8	65,2	77,8	81,7	82,9	86,7	89,6	91,2	67,7	34,6 %	5,7 %
<i>Sources des données historiques : Statistique Canada—La revue des céréales et des graines oléagineuses; Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.</i>														
<i>Notes : 1. Données rapportées par campagne agricole des pays. 2. «Exportations nettes» s'entend des exportations moins les importations. 3. «Importations nettes» s'entend des importations moins les exportations. 4. Tous les pays sauf l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les Républiques de l'ex-URSS.</i>														

Tableau B.5 : Marché international des céréales secondaires

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation mondiale de céréales secondaires (Mt)¹														
Superficies cultivées (Mha)	322,2	314,5	309,9	311,3	319,3	316,0	323,9	323,1	327,9	328,5	328,6	314,5	4,5 %	0,5 %
Rendement (t/ha)	2,83	2,89	2,84	2,81	2,81	2,87	2,88	2,93	2,97	3,02	3,05	2,84	7,4 %	1,4 %
Production	911,5	910,2	879,3	874,5	898,9	905,4	933,1	946,8	973,5	991,6	1003,2	893,9	12,2 %	1,8 %
Consommation	880,8	878,3	874,6	877,9	895,4	914,4	938,0	953,3	974,9	993,7	1010,6	877,9	15,1 %	2,0 %
alimentation animale	583,6	584,2	578,8	581,4	600,3	614,6	637,0	649,5	667,3	684,0	698,3	582,0	20,0 %	2,6 %
Stock de fermeture	126,1	158,0	162,7	159,2	162,7	153,7	148,7	142,2	140,8	138,8	131,4	151,5	-13,3 %	-3,5 %
Rapport stock-utilisation	0,14	0,18	0,19	0,18	0,18	0,17	0,16	0,15	0,14	0,14	0,13	0,17	-24,7 %	-5,4 %
Prix du maïs jaune n° 2 à Central Illinois (\$ÉU/t)	105,4	93,8	77,8	79,1	80,3	89,3	92,0	97,3	98,1	98,5	104,1	89,0	16,9 %	4,4 %
Prix de l'orge fourragère n° 2, Portland (\$ÉU/t)	140,9	119,7	97,0	104,0	102,2	112,7	115,5	121,9	123,5	124,3	129,7	115,4	12,4 %	4,1 %
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	11,5	15,1	9,2	10,7	11,5	12,5	13,0	13,1	13,2	12,0	11,6	11,6	0,1 %	0,1 %
Australie	4,7	3,8	5,2	3,1	3,1	3,4	3,6	3,8	3,9	4,2	4,5	4,2	5,9 %	6,3 %
Canada	5,4	2,9	3,2	3,8	3,6	4,0	3,6	3,4	3,7	3,5	3,4	3,8	-11,1 %	-0,7 %
Union européenne	9,0	6,9	11,2	8,6	7,0	7,0	7,0	8,7	9,1	10,0	14,9	8,9	67,4 %	13,4 %
États-Unis	48,8	42,7	53,2	57,2	50,8	53,6	48,9	50,0	52,8	53,6	48,9	50,5	-3,2 %	-0,6 %
Part canadienne (%)	6,8	4,1	3,9	4,5	4,7	5,0	4,7	4,3	4,5	4,2	4,1	4,8	-15,5 %	-2,2 %
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	-1,9	-4,6	-3,5	-1,9	-0,2	-0,4	0,4	0,3	0,8	1,2	0,8	-3,0	-126,3 %	—
Japon	21,9	21,8	21,8	22,2	21,5	21,8	21,8	21,6	21,9	22,0	22,0	21,9	0,4 %	0,4 %
Corée du Sud	10,0	7,5	7,4	8,7	8,3	8,6	8,9	8,5	8,6	8,7	8,4	8,4	-0,2 %	0,0 %
Mexique	3,6	4,2	5,6	4,9	4,4	4,7	5,1	5,6	5,9	6,4	6,3	4,6	38,0 %	6,0 %
Reste du monde ⁴	42,8	45,1	51,8	50,8	49,8	53,8	50,3	54,2	56,3	55,0	57,8	47,6	21,4 %	2,5 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—La revue des céréales et des graines oléagineuses; Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

- Notes : 1. Les céréales secondaires sont le maïs, l'orge, le sorgho, l'avoine, le seigle, les céréales mélangées et le millet. Données rapportées par campagne agricole des pays.
 2. «Exportations nettes» s'entend des exportations moins les importations.
 3. «Importations nettes» s'entend des importations moins les exportations.
 4. Tous les pays sauf l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les Républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.6 : Marché international des oléagineux

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation mondiale d'oléagineux (Mt)¹														
Superficies cultivées (Mha)	105,2	112,4	118,5	120,5	119,2	120,8	120,7	121,6	121,7	122,6	125,8	114,1	10,2 %	0,9 %
Rendement (t/ha)	1,78	1,90	1,87	1,84	1,92	1,94	1,97	1,99	2,01	2,04	2,07	1,85	11,9 %	1,2 %
Production	187,8	213,2	221,3	221,4	228,6	234,3	237,9	242,2	244,9	249,7	260,0	210,9	23,3 %	2,2 %
Consommation	191,3	211,2	216,1	218,5	226,3	232,9	237,3	243,9	248,2	252,5	260,8	209,3	24,6 %	2,4 %
pour trituration	167,0	185,1	189,3	193,5	200,7	206,5	210,4	216,0	220,0	224,1	231,8	183,7	26,2 %	2,4 %
Stock de fermeture	9,4	11,4	16,6	19,4	21,7	23,2	23,9	22,1	18,8	16,0	15,1	14,2	6,4 %	-5,9 %
Rapport stock-utilisation	0,05	0,05	0,08	0,09	0,10	0,10	0,10	0,09	0,08	0,06	0,06	0,07	-13,8 %	-8,1 %
Prix du soja, Central Illinois (\$ÉU/t)	280,6	237,9	178,0	169,9	163,3	162,4	165,7	171,9	189,1	207,4	220,1	216,6	1,6 %	5,1 %
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	0,1	3,1	2,8	3,8	3,4	3,1	2,6	2,3	2,2	1,7	1,0	2,4	-60,2 %	-18,9 %
Australie	0,2	0,5	1,3	1,5	1,3	1,3	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3	0,9	49,2 %	0,3 %
Canada	2,7	3,4	4,4	4,1	4,0	4,1	3,1	2,8	3,1	3,8	4,3	3,7	16,6 %	1,0 %
États-Unis	23,7	23,6	21,9	23,0	27,0	25,4	25,5	26,7	27,6	28,6	27,8	23,0	20,6 %	0,5 %
Reste du monde ⁴	4,1	4,1	5,5	3,4	4,6	7,0	8,4	7,2	6,3	5,9	5,7	4,3	34,1 %	3,8 %
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	2,1	4,3	5,1	6,0	6,8	7,2	7,5	7,6	7,1	6,8	6,2	4,4	42,7 %	-1,4 %
Japon	7,0	7,2	6,9	7,0	6,9	6,8	7,0	7,0	7,0	7,1	7,1	7,0	1,1 %	0,5 %
Union européenne	17,6	18,5	18,4	18,2	21,1	20,3	20,0	19,2	19,7	20,4	19,9	18,2	9,7 %	-0,9 %
Corée du Sud	1,6	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4	-6,0 %	0,0 %
Mexique	3,7	4,1	4,3	4,5	4,6	4,5	4,6	4,8	5,0	5,3	5,5	4,1	32,0 %	3,0 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—La revue des céréales et des graines oléagineuses; Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

Notes : 1. Les oléagineux sont le soja, le colza/canola et le tournesol. Données rapportées par campagne agricole des pays.

2. «Exportations nettes» s'entend des exportations moins les importations.

3. «Importations nettes» s'entend des importations moins les exportations.

4. Tous les pays sauf l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les Républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.7 : Marché international des huiles végétales

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation mondiale des huiles végétales (Mt)¹														
Trituration	167,0	185,1	189,3	193,5	200,7	206,5	210,4	216,0	220,0	224,1	231,8	183,7	26,2 %	2,4 %
Rendement (t huile/t graine)	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	1,6 %	0,3 %
Production d'huile d'oléagineux	40,6	44,1	45,7	46,5	48,3	49,8	50,8	52,3	53,5	54,6	56,7	44,2	28,3 %	2,7 %
Production d'huile de palme	17,7	17,1	19,3	20,6	21,4	21,8	22,4	22,7	23,1	23,5	23,9	18,7	27,9 %	1,9 %
Consommation	59,0	61,4	63,7	67,1	69,3	71,5	73,4	75,0	76,5	78,0	80,3	62,8	27,9 %	2,5 %
Stock de fermeture	6,4	6,2	7,5	7,4	7,8	7,8	7,6	7,6	7,6	7,7	8,1	6,9	17,7 %	0,6 %
Rapport stock-utilisation	0,11	0,10	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,11	-7,9 %	-1,8 %
Prix de l'huile de soja, Decatur (\$ÉU/t)	496,3	569,6	438,2	351,2	353,9	372,9	392,3	414,7	452,0	479,5	499,5	463,8	7,7 %	5,9 %
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	3,5	4,2	4,4	4,4	4,8	5,0	5,3	5,6	5,9	6,1	6,5	4,1	56,5 %	5,2 %
États-Unis	0,7	1,3	0,9	0,4	1,2	1,9	2,3	2,5	2,5	2,1	1,8	0,8	112,2 %	6,6 %
Reste du monde ⁴	0,7	-1,1	-0,7	1,9	1,3	2,0	2,1	1,9	1,8	2,0	2,4	0,2	1255,8 %	11,3 %
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	3,1	2,4	2,8	3,2	3,8	4,8	5,4	5,6	5,7	5,6	6,3	2,8	119,9 %	8,5 %
Japon	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	11,1 %	1,9 %
Union européenne	0,0	0,0	0,2	1,8	1,3	1,7	2,0	2,3	2,5	2,6	2,6	0,5	404,8 %	12,5 %
Corée du Sud	0,3	0,2	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	57,7 %	2,1 %
Mexique	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	30,3 %	0,3 %

Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

- Notes: 1. Les huiles végétales sont le soja, le colza/canola, le tournesol et l'huile de palme. Données rapportées par campagne agricole des pays.
2. «Exportations nettes» s'entend des exportations moins les importations.
3. «Importations nettes» s'entend des importations moins les exportations.
4. Tous les pays sauf l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les Républiques de l'ex-URSS.

Tableau B.8 : Marché international de tourteaux d'oléagineux

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation mondiale de tourteaux d'oléagineux (Mt)¹														
Trituration	167,0	185,1	189,3	193,5	200,7	206,5	210,4	216,0	220,0	224,1	231,8	183,7	26,2 %	2,4 %
Rendement (t tourteaux/t graine)	0,72	0,72	0,72	0,71	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,72	0,4 %	0,1 %
Production	119,5	134,1	135,7	138,1	143,7	148,2	151,2	155,4	158,4	161,4	167,1	131,8	26,7 %	2,5 %
Consommation	119,6	133,1	135,8	138,2	143,6	147,9	151,0	155,2	158,5	161,5	167,2	131,7	27,0 %	2,6 %
Stock de fermeture	4,5	5,5	5,4	5,3	5,5	5,8	6,0	6,2	6,1	6,0	5,9	5,2	13,2 %	1,1 %
Rapport stock-utilisation	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	-10,8 %	-1,4 %
Prix du tourteau de soja, Decatur (\$ÉU/t)	298,5	204,2	152,7	175,5	172,2	170,8	167,3	169,0	173,9	186,3	202,0	207,7	-2,7 %	2,7 %
Principaux exportateurs nets (Mt)²														
Argentine	10,3	14,3	14,5	14,5	15,2	15,5	15,8	16,2	16,5	16,8	17,3	13,4	29,5 %	2,2 %
États-Unis	5,4	7,2	5,3	5,3	6,9	7,4	8,2	8,9	8,6	8,3	7,8	5,8	34,4 %	2,0 %
Reste du monde ⁴	5,1	-2,0	3,8	5,8	2,2	3,4	1,4	0,8	1,0	1,1	2,5	3,2	-21,8 %	1,7 %
Principaux importateurs nets (Mt)³														
Chine	3,1	0,8	1,0	1,0	2,4	3,2	2,1	1,8	2,1	2,2	4,2	1,5	186,0 %	9,5 %
Japon	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,4	1,2	1,1	1,0	9,4 %	-0,5 %
Union européenne	13,4	14,4	17,5	20,3	17,1	16,7	16,9	17,3	17,6	17,6	17,5	16,4	6,4 %	0,3 %
Corée du Sud	1,3	1,8	1,7	1,9	2,2	2,4	2,3	2,3	2,1	2,3	2,3	1,7	39,0 %	0,8 %
Mexique	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	0,1	151,3 %	17,3 %
<i>Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.</i>														
<i>Notes : 1. Les oléagineux sont le soja, le colza/canola et le tournesol. Données rapportées par campagne agricole des pays.</i>														
<i>2. «Exportations nettes» s'entend des exportations moins les importations.</i>														
<i>3. «Importations nettes» s'entend des importations moins les exportations.</i>														
<i>4. Tous les pays sauf l'OCDE, l'Argentine, la Chine et les Républiques de l'ex-URSS.</i>														

Tableau B.9 : Marché international du bœuf

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation du bœuf sur le marché du Pacifique (kt)¹														
Production	17363,1	17722,3	17961,6	18309,7	18194,8	17842,9	17832,3	18138,4	18586,0	18980,3	19654,1	17839,2	10,2 %	1,3 %
Consommation	17125,0	17187,4	17461,0	17887,8	17801,0	17404,7	17357,7	17636,8	18066,9	18474,2	19101,7	17415,3	9,7 %	1,2 %
Exportations—inclut bovins vivants	3377,9	3773,8	3916,5	4010,3	4148,7	4123,5	4072,2	4170,6	4400,1	4735,1	5218,3	3769,6	38,4 %	3,9 %
Importations—inclut bovins vivants	3065,5	3331,9	3424,0	3581,0	3710,4	3670,2	3601,9	3684,4	3896,9	4214,8	4680,5	3350,6	39,7 %	3,9 %
Stock de fermeture	495,4	590,7	589,2	579,2	532,1	514,4	516,0	528,7	542,2	556,1	570,7	563,6	1,3 %	1,2 %
Prix														
Bouvillons, Nebraska (\$ÉU/100 lb pv)	65,1	66,3	61,5	65,6	70,7	71,7	71,8	72,6	71,7	70,7	67,8	64,6	5,0 %	-0,7 %
Veau d'engraissement, Oklahoma (\$ÉU/100 lb pv)	61,3	81,3	77,8	82,6	90,6	91,8	90,0	90,0	87,0	83,8	77,3	75,8	2,0 %	-2,6 %
Vaches, Sioux Falls (\$ÉU/100 lb pv)	35,2	36,9	39,0	41,3	45,4	45,9	45,2	45,4	44,1	42,7	39,4	38,1	3,5 %	-2,3 %
De gros des peaux, Centre É.U. (\$ÉU/100 lb)	21,1	21,0	16,7	16,6	19,6	20,3	20,1	20,3	21,0	21,0	21,1	18,9	11,9 %	1,3 %
De gros, bœuf en carton, Centre É.U. (\$ÉU/100 lb)	103,1	103,2	99,9	111,1	119,0	120,6	120,9	122,2	120,8	119,2	114,8	104,3	10,1 %	-0,6 %
De gros, vaches de conserverie, Centre É.U. (\$ÉU/100 lb)	58,2	64,3	61,5	66,5	76,0	76,1	74,4	74,1	71,1	67,9	61,7	62,6	-1,5 %	-3,4 %
Rapport entre les prix, bouvillon/maïs	0,47	0,65	0,69	0,84	0,89	0,86	0,80	0,77	0,74	0,72	0,68	0,7	1,9 %	-4,5 %
Jeunes taureaux à Buenos Aires (\$ÉU/100 kg pv)	81,2	91,0	105,6	99,3	113,9	113,2	118,9	114,8	117,6	115,8	116,8	94,3	23,9 %	0,4 %
Bovins adultes mâles R3, UE (Euro/100 kg pcp)	253,0	270,0	272,0	267,0	289,0	235,3	211,4	211,4	215,4	219,4	224,2	265,5	-15,6 %	-4,1 %

Sources des données historiques : Statistique Canada; Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

Notes : 1. Le marché de bœuf du Pacifique comprend les pays suivants : l'Australie, le Canada, Hong-Kong, la Corée du Sud, le Mexique, Taïwan, Singapour, les États-Unis, la Nouvelle Zélande et le Japon.

Tableau B.9 : Marché international du bœuf (suite)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Principaux exportateurs (inclut bovin vivant) (kt)														
Australie	1165,6	1368,5	1408,7	1459,9	1359,1	1461,8	1551,7	1570,6	1591,8	1500,0	1370,4	1350,7	1,5 %	0,1 %
Nouvelle-Zélande	518,7	507,6	508,5	430,4	494,9	486,3	527,0	559,2	594,2	633,3	614,9	491,3	25,1 %	3,7 %
Canada	721,5	755,5	810,3	816,9	795,5	788,3	856,0	940,5	1052,6	1153,3	1225,9	776,0	58,0 %	7,5 %
Union européenne	1117,0	1060,0	775,0	916,2	795,7	821,7	821,7	821,7	821,7	821,7	821,7	967,1	-15,0 %	0,5 %
États-Unis	906,3	1058,4	1078,3	1117,5	1336,7	1159,1	993,8	1007,9	1075,9	1285,3	1645,6	1040,1	58,2 %	3,5 %
Argentine	502,1	461,4	293,2	339,2	386,7	365,2	401,6	391,9	420,5	494,6	527,5	399,0	32,2 %	5,3 %
Uruguay	230,6	297,6	291,2	291,9	294,0	301,3	305,7	309,0	307,9	305,2	300,7	277,9	8,2 %	0,4 %
Principaux importateurs (inclut bovin vivant) (kt)														
Japon	898,9	923,7	951,3	926,1	971,1	977,5	977,6	1006,3	1016,6	1049,5	1097,3	925,0	18,6 %	2,1 %
Corée du Sud	210,6	240,4	110,0	172,1	203,8	207,4	223,4	274,6	323,5	381,8	433,1	183,3	136,3 %	13,4 %
États-Unis	1437,6	1539,8	1701,5	1751,3	1744,9	1781,2	1709,3	1707,3	1799,1	1965,9	2219,2	1607,5	38,1 %	4,1 %
Mexique	110,8	203,7	233,9	276,0	282,2	216,9	185,8	186,1	246,1	329,5	452,3	206,1	119,4 %	8,2 %

Sources des données historiques : Statistique Canada; Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

Notes : 1. Le marché de bœuf du Pacifique comprend les pays suivants : l'Australie, le Canada, Hong-Kong, la Corée du Sud, le Mexique, Taïwan, Singapour, les États-Unis, la Nouvelle Zélande et le Japon.

Tableau B.10 : Marché international du porc

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Production de la Chine	31580,0	34643,0	36500,0	37341,8	38007,9	39038,4	39997,6	41237,0	42524,3	43647,6	44941,7	35016,2	28,3 %	2,8 %
Offre et utilisation sur le marché du Pacifique Nord (kt)¹														
Production	13321,6	13239,0	14053,2	14345,9	14193,0	14845,3	15048,5	15251,0	15092,2	15149,2	15547,9	13739,9	13,2 %	1,5 %
Consommation	13209,5	13202,7	14044,2	14432,2	14233,0	14900,5	15158,8	15337,7	15195,6	15221,6	15568,3	13722,1	13,5 %	1,5 %
Exportations—inclut animaux vivants	1444,6	1255,9	1386,5	1559,6	1480,9	1480,2	1596,1	1730,6	1691,1	1710,7	1832,1	1411,6	29,8 %	3,6 %
Importations—inclut animaux vivants	1536,7	1412,9	1522,6	1748,4	1663,9	1703,9	1840,3	1974,1	1946,0	1942,3	2023,5	1555,2	30,1 %	3,3 %
Importations nettes en provenance des autres marchés	92,1	157,0	136,2	188,8	182,9	223,7	244,2	243,5	255,0	231,6	191,3	143,5	33,3 %	0,8 %
Stock de fermeture	439,0	417,0	427,3	376,6	361,2	414,9	385,5	382,5	373,9	374,9	391,2	415,0	-5,7 %	1,3 %
Prix														
Castrats et jeunes truies, Iowa (\$ÉU/100 lbs p.v.)	53,4	53,6	34,7	34,0	45,6	41,7	39,6	38,1	40,3	40,8	38,7	43,9	-11,9 %	-2,7 %
De gros du porc, É.U. (\$ÉU/100 lbs)	87,8	81,1	65,4	67,5	76,7	71,8	69,2	67,3	70,3	70,9	68,3	75,4	-9,4 %	-1,9 %
Rapport entre les prix, porc/maïs	0,38	0,53	0,39	0,43	0,57	0,50	0,44	0,41	0,41	0,42	0,39	0,4	-11,3 %	-6,4 %
De référence des porcs, UE (Euro/100 kg pcp)	162,0	164,0	119,0	121,0	140,4	125,8	122,5	127,7	130,7	136,3	144,4	141,5	2,0 %	0,5 %
Principaux exportateurs (inclut animaux vivants) (kt)														
Canada	551,1	619,8	726,8	841,0	884,7	905,3	979,2	1028,7	1054,5	1045,1	1049,8	684,7	53,3 %	2,9 %
États-Unis	444,7	478,2	577,0	655,3	623,5	565,6	728,0	868,4	866,3	871,1	1057,7	538,8	96,3 %	9,2 %
Pologne	49,9	43,5	23,2	49,1	70,9	87,1	111,1	128,1	148,1	166,0	140,0	41,4	238,0 %	12,0 %
Chine	192,0	162,0	144,0	141,9	152,7	139,5	126,5	117,2	115,2	109,8	102,2	160,0	-36,1 %	-6,5 %
Union européenne	846,0	907,0	1049,0	1238,8	990,7	1035,0	1056,5	1076,8	1109,0	1105,8	1087,5	1010,2	7,6 %	1,6 %
Principaux importateurs (inclut animaux vivants) (kt)														
Japon	932,7	730,7	720,8	845,2	856,6	920,4	943,1	969,1	974,8	968,8	1017,6	807,3	26,1 %	2,9 %
Corée du Sud	53,3	83,3	71,5	128,7	65,6	146,5	194,1	217,7	205,4	176,1	201,0	84,2	138,7 %	20,5 %
Mexique	37,4	52,9	85,1	98,6	107,1	78,8	131,2	178,7	212,9	252,2	280,1	68,5	308,8 %	17,4 %

Sources des données historiques : Statistique Canada; Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.

Notes : 1. Le marché du Pacifique comprend les pays suivants : le Canada, la Corée du Sud, le Mexique, Taïwan, les États-Unis et le Japon.

Tableau B.11 : Marché international des produits laitiers

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation mondiale de beurre (kt)¹														
Production	6585,9	6638,8	6685,7	6733,8	6881,7	6991,7	7039,5	7105,0	7149,7	7209,5	7294,6	6661,0	9,5 %	1,0 %
Consommation	6562,6	6638,0	6634,0	6636,8	6808,7	6936,3	6982,2	7054,4	7105,0	7160,4	7244,4	6617,9	9,5 %	1,0 %
Stock de fermeture	298,5	265,3	280,6	350,5	383,6	399,0	416,3	426,9	432,6	441,7	451,9	298,7	51,3 %	2,8 %
Prix du beurre, FAB, Europe du Nord (\$ÉU/100 kg)	183,7	186,1	190,8	148,4	150,2	156,8	160,6	166,8	179,2	187,1	194,9	177,2	10,0 %	4,4 %
Offre et utilisation mondiale de poudre de lait écrémé (kt)														
Production	3271,8	3308,1	3303,6	3276,4	3280,5	3308,6	3206,2	3156,7	3138,0	3103,2	3039,5	3290,0	-7,6 %	-1,3 %
Consommation	3185,0	3243,4	3201,9	3293,8	3257,3	3273,9	3193,5	3158,5	3165,2	3132,3	3114,3	3231,0	-3,6 %	-0,7 %
Stock de fermeture	354,4	411,7	489,0	457,6	480,9	514,6	527,2	525,3	498,0	468,9	394,2	428,2	-7,9 %	-3,3 %
Prix poudre de lait écrémé, FAB, Europe du N. (\$ÉU/100 kg)	197,9	173,8	144,0	131,1	145,4	150,2	155,4	164,6	174,9	182,2	188,0	161,7	16,2 %	4,4 %
Offre et utilisation mondiale de fromage (kt)														
Production	13678,7	13931,3	14023,0	14399,9	14754,6	15013,0	15358,9	15588,1	15847,2	16150,4	16448,7	14008,2	17,4 %	1,8 %
Consommation	13614,1	13898,0	13984,0	14493,6	14758,5	15008,5	15355,3	15587,3	15848,0	16151,9	16450,1	13997,4	17,5 %	1,8 %
Stock de fermeture	670,3	697,1	710,2	616,4	612,5	617,0	620,6	621,4	620,6	619,1	617,7	673,5	-8,3 %	0,1 %
Prix du fromage, FAB, Europe du Nord (\$ÉU/100 kg)	224,6	210,8	185,9	175,4	178,9	187,3	195,0	207,6	218,9	214,1	223,6	199,2	12,3 %	3,8 %
Offre et utilisation mondiale de poudre de lait entier (kt)														
Production	2364,1	2457,0	2529,8	2494,5	2639,1	2659,0	2690,9	2772,3	2859,6	2915,3	2969,6	2461,4	20,6 %	2,0 %
Consommation	2323,0	2460,7	2523,3	2502,0	2635,1	2659,0	2690,9	2772,3	2859,6	2915,3	2969,6	2452,3	21,1 %	2,0 %
Stock de fermeture	124,7	121,6	127,5	120,0	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0	124,0	123,5	0,4 %	0,0 %
Prix de la poudre de lait entier, 26% mat. gr., FAB, Europe du Nord (\$ÉU/100 kg)	193,5	189,6	165,6	151,6	152,9	156,5	162,9	177,6	178,1	188,7	192,4	175,1	9,9 %	3,9 %
<i>Source des données historiques : Perspectives agricoles de l'OCDE 2000–2005.</i>														
<i>Note : 1. Ne balance pas en raison de différences statistiques en Nouvelle-Zélande.</i>														

Tableau B.12 : Macroéconomie canadienne

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Population (en millions)	29,8	30,1	30,3	30,6	30,8	31,1	31,3	31,6	31,8	32,1	32,3	30,2	7,1 %	0,8 %
Produit intérieur brut (PIB) (en milliards \$ 1992)	782130	813031	838265	873374	907262	932642	960033	986235	1012298	1037605	1062508	826700,0	28,5 %	2,7 %
Déflateur PIB (1992=100)	106,7	107,5	106,9	108,7	110,9	112,4	114,2	116,0	118,2	120,6	123,1	107,4	14,6 %	1,8 %
Revenu disponible par habitant (\$)	17421,1	17779,2	18231,5	18714,5	19647,8	20491,8	21288,5	22121,6	22993,6	23840,0	24670,9	18036,6	36,8 %	3,9 %
Salaire hebdomadaire moyen (\$)	574,1	590,7	602,4	607,3	624,1	643,1	662,6	683,2	704,9	726,8	750,0	593,6	26,3 %	3,1 %
Indices des prix à la consommation (variation en %)														
Tous articles confondus	105,9	107,6	108,6	110,5	112,9	115,1	117,4	120,0	122,7	125,6	128,8	108,1	19,1 %	2,2 %
Sauf aliments et énergie	105,8	107,5	108,9	110,5	112,5	115,4	118,3	121,2	124,2	127,4	131,0	108,2	21,1 %	2,6 %
Énergie	106,2	108,7	104,3	110,2	121,8	118,2	115,4	115,9	118,6	120,3	123,3	107,4	14,8 %	0,2 %
Aliments	105,9	107,6	109,3	110,7	111,5	112,6	114,5	116,5	118,3	120,1	121,6	108,4	12,2 %	1,5 %
Indices des prix des produits industriels (variation en %)														
Produits pétroliers	115,96	116,18	95,78	111,49	140,09	131,81	127,21	127,98	130,54	133,16	135,82	109,9	23,6 %	-0,5 %
Bois	141,92	143,22	135,54	147,52	143,58	144,59	146,47	148,67	151,05	153,46	155,92	142,1	9,8 %	1,4 %
Véhicules et pièces	123,03	127,34	138,97	141,22	132,23	133,82	135,69	137,86	140,76	143,71	146,73	132,6	10,6 %	1,7 %
Machinerie	116,63	121,68	127,68	133,74	123,90	126,63	129,16	131,88	134,77	137,74	140,76	124,9	12,7 %	2,1 %
Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Conference Board du Canada—Perspectives à moyen terme, Printemps 2000.														
Source des données prévisionnelles : Conference Board du Canada—Extrapolation des prévisions à long terme du printemps 2000.														

Tableau B.12 : Macroéconomie canadienne (suite)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Taux d'intérêt (%)														
Taux d'intérêt préférentiel	6,1	5,0	6,6	6,4	6,9	7,0	7,0	6,8	6,5	6,5	6,5	6,0	8,1 %	-1,0 %
Taux de change														
\$CAN/\$US	1,36	1,38	1,48	1,49	1,45	1,42	1,40	1,39	1,37	1,36	1,35	1,4	-5,5 %	-1,2 %
\$US/\$CAN	0,73	0,72	0,67	0,67	0,69	0,71	0,72	0,72	0,73	0,74	0,74	0,7	5,7 %	1,2 %
Taux moyen de transport des céréales, Centre des Prairies au port (\$/t)	32,82	33,48	33,10	33,17	27,53	28,22	28,78	29,42	30,09	30,79	31,58	33,1	-4,7 %	2,3 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Conference Board du Canada—Perspectives à moyen terme, Printemps 2000.

Source des données prévisionnelles : Conference Board du Canada—Extrapolation des prévisions à long terme du printemps 2000.

Tableau B.13 : Résumé de la situation au Canada pour les céréales et les oléagineux (campagne agricole)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Superficies cultivées (Mha)	39,10	39,28	39,19	39,28	38,79	38,93	39,03	39,13	39,23	39,33	39,43	39,2	0,5 %	0,3 %
Blé	12,26	11,41	10,68	10,36	10,87	11,47	11,78	11,86	11,54	11,18	10,92	11,2	-2,3 %	0,1 %
Céréales secondaires ¹	8,04	7,62	7,38	6,93	7,52	7,42	7,64	7,71	8,00	7,90	7,83	7,5	4,5 %	0,7 %
Oléagineux ²	4,89	6,67	7,27	7,36	6,54	6,11	5,81	5,87	6,05	6,63	7,03	6,5	7,4 %	1,2 %
Cultures spécialisées ³ (Provinces de l'ouest du Canada)	1,33	1,63	2,01	1,83	2,42	2,40	2,49	2,58	2,68	2,78	2,87	1,7	69,0 %	2,9 %
Foin (Superficies ensemencées)	6,40	6,30	6,44	6,74	6,75	6,88	6,77	6,64	6,58	6,55	6,52	6,5	0,8 %	-0,6 %
Jachères	6,19	5,65	5,40	6,06	4,69	4,67	4,55	4,46	4,38	4,29	4,24	5,8	-27,1 %	-1,6 %
Résumé de la production, de la consommation intérieure et des exportations (Mt)														
Production de blé	29,80	24,28	24,08	26,85	25,81	27,37	28,55	29,13	28,69	28,12	27,80	26,3	5,9 %	1,2 %
Consommation intérieure de blé	8,23	7,37	8,08	8,21	8,22	8,13	8,36	8,44	8,54	8,57	8,67	8,0	8,7 %	0,9 %
Exportations de blé	19,37	20,00	14,72	18,50	17,80	19,18	20,02	20,53	20,22	19,62	19,16	18,1	5,6 %	1,2 %
Production de céréales secondaires ¹	28,36	25,11	26,56	26,77	26,87	27,48	28,43	28,98	30,31	30,33	30,46	26,7	14,1 %	2,1 %
Consommation intérieure de céréales secondaires ¹	21,13	22,69	22,77	23,26	23,54	23,76	24,68	25,63	26,32	26,78	27,17	22,5	21,0 %	2,4 %
Exportations de céréales secondaires ¹	6,21	4,41	4,08	4,83	4,77	4,71	4,21	4,22	4,49	4,36	4,35	4,9	-11,0 %	-1,6 %
Production d'oléagineux ²	8,08	10,03	11,46	12,61	10,63	10,11	9,69	9,90	10,26	11,26	12,01	10,5	13,9 %	2,1 %
Consommation intérieure d'oléagineux ²	5,38	5,96	5,93	6,09	6,20	6,30	6,36	6,47	6,56	6,68	6,82	5,8	16,8 %	1,6 %
Exportations d'oléagineux ²	3,68	4,52	5,51	5,15	5,30	5,40	4,38	4,08	4,43	5,20	5,76	4,7	22,1 %	1,4 %

Source des données historiques : Statistique Canada—CANSIM.

Notes : 1. Les céréales secondaires sont l'orge, le maïs, l'avoine, le seigle et les céréales mélangées.

2. Les oléagineux sont le canola, le soja et le lin.

3. Les cultures spécialisées sont l'alpiste des Canaries, les graines de moutarde, les lentilles, les haricots secs, les pois fourrager et le tournesol.

Tableau B.14 : Blé du Canada (campagne agricole)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation de blé, toutes catégories (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	12,26	11,41	10,68	10,36	10,87	11,47	11,78	11,86	11,54	11,18	10,92	11,2	-2,3 %	0,1 %
Rendement (t/ha)	2,43	2,13	2,25	2,59	2,37	2,39	2,42	2,46	2,49	2,51	2,54	2,4	8,2 %	1,2 %
Production	29,80	24,28	24,08	26,85	25,81	27,37	28,55	29,13	28,69	28,12	27,80	26,3	5,9 %	1,2 %
Utilisations alimentaires et industrielles	2,70	2,79	2,79	2,84	2,89	2,91	2,95	2,99	3,03	3,06	3,09	2,8	11,3 %	1,1 %
Utilisations fourragères	4,41	3,53	4,27	4,31	4,27	4,15	4,29	4,31	4,36	4,38	4,48	4,1	8,5 %	0,8 %
Autres utilisations, marché canadien	1,12	1,05	1,02	1,07	1,07	1,07	1,11	1,15	1,15	1,13	1,10	1,1	3,1 %	0,5 %
Exportations	19,37	20,00	14,72	18,50	17,80	19,18	20,02	20,53	20,22	19,62	19,16	18,1	5,6 %	1,2 %
Stock de fermeture	9,05	6,01	7,36	7,70	7,50	7,57	7,75	7,92	7,87	7,81	7,78	7,5	3,3 %	0,6 %
Blé RPOC n° 1, prix final de la CCB (\$/t) ¹	208	191	184	166	184	193	199	197	198	201	205	187,3	9,3 %	1,8 %
Prix à la production, Prairies (\$/t)	165	147	141	123	146	155	159	156	157	159	161	144,2	11,7 %	1,6 %
Prix de mouture (\$/t)	250	217	204	193	212	223	227	221	222	227	233	216,1	7,6 %	1,6 %
Offre et utilisation de blé dur (Mt)														
Superficies cultivées (Mha)	2,06	2,21	2,91	1,76	2,59	2,15	2,21	2,19	2,20	2,22	2,23	2,2	-0,4 %	-2,4 %
Rendement (t/ha)	2,24	1,97	2,07	2,42	2,11	2,14	2,18	2,21	2,25	2,29	2,32	2,2	6,8 %	1,6 %
Production	4,63	4,35	6,04	4,26	5,46	4,61	4,82	4,84	4,95	5,07	5,18	4,8	7,4 %	-0,9 %
Utilisations alimentaires et industrielles	0,19	0,19	0,18	0,19	0,19	0,19	0,19	0,19	0,20	0,20	0,20	0,2	9,3 %	1,1 %
Autres utilisations, marché canadien	0,82	0,68	0,82	0,83	0,87	0,72	0,76	0,75	0,76	0,77	0,79	0,8	-0,1 %	-1,7 %
Exportations	4,09	4,23	3,85	3,60	4,00	4,18	3,87	3,87	3,96	4,06	4,16	3,9	5,4 %	0,6 %
Stock de fermeture	1,50	0,76	1,95	1,60	2,00	1,53	1,53	1,56	1,59	1,63	1,67	1,5	14,7 %	-3,0 %
Blé DAOC n° 1, prix final de la CCB (\$/t) ¹	250	278	201	198	195	211	216	214	215	218	222	231,8	-4,4 %	2,2 %
Prix à la production, Prairies (\$/t)	208	235	158	155	157	172	177	174	174	176	178	189,0	-5,8 %	2,1 %
Sources des données historiques : Statistique Canada—La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22–007 au catalogue; Statistique Canada—CANSIM; Statistique Canada—Livres des prix des produits agricoles; Commission canadienne du blé—Rapport annuel; Conseil des grains du Canada—Statistical Handbook; calculs du RARB.														
Note : 1. Avant 1995, prix final de la CCB avec livraison à Thunder Bay; par la suite aux ports du Saint-Laurent.														

Tableau B.15 : Céréales secondaires du Canada (campagne agricole)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006	
Offre et utilisation d'orge (Mt)															
Superficies cultivées (Mha)	4,89	4,70	4,27	4,07	4,68	4,59	4,64	4,66	4,84	4,82	4,84	4,5	8,1 %	0,6 %	
Rendement (t/ha)	3,18	2,88	2,97	3,24	3,09	3,10	3,13	3,17	3,21	3,24	3,28	3,1	6,8 %	1,0 %	
Production	15,56	13,53	12,71	13,20	14,48	14,23	14,52	14,77	15,52	15,64	15,89	13,7	15,5 %	1,6 %	
Utilisations fourragères	9,57	10,54	10,10	10,20	10,48	10,82	11,30	11,81	12,18	12,42	12,62	10,1	24,9 %	3,2 %	
Autres utilisations, marché canadien	0,83	0,68	0,76	0,87	0,87	0,86	0,88	0,88	0,89	0,90	0,91	0,8	16,2 %	0,9 %	
Exportations	4,01	2,78	1,68	2,55	3,00	2,63	2,30	2,16	2,35	2,35	2,46	2,8	-10,6 %	-3,2 %	
Stock de fermeture	2,92	2,46	2,69	2,35	2,50	2,45	2,51	2,44	2,56	2,55	2,46	2,6	-5,7 %	-0,3 %	
Prix à la production, Prairies (\$/t)	112	110	96	83	83	89	91	98	100	102	108	100,3	8,0 %	4,5 %	
Prix hors-Commission, Lethbridge (\$/t)	137	133	116	110	110	114	116	123	125	127	133	123,8	7,7 %	3,3 %	
Orge Extra à deux rangs, OC, prix final de la CCB (\$/t) ¹	229	196	172	189	175	181	185	193	195	198	206	196,6	4,7 %	2,8 %	
Offre et utilisation de maïs (Mt)															
Superficies cultivées (Mha)	1,09	1,05	1,12	1,14	1,17	1,20	1,21	1,22	1,25	1,24	1,23	1,1	11,9 %	0,8 %	
Rendement (t/ha)	6,92	6,87	8,01	7,97	6,90	7,54	7,64	7,73	7,82	7,92	8,01	7,4	7,6 %	2,5 %	
Production	7,54	7,18	8,95	9,10	8,09	9,08	9,25	9,41	9,74	9,79	9,84	8,2	20,2 %	3,3 %	
Importations	0,80	1,47	0,80	1,00	1,20	0,65	0,62	0,80	0,75	0,85	0,92	1,0	-9,4 %	-4,3 %	
Utilisations fourragères	6,19	6,86	7,09	7,25	7,16	7,15	7,45	7,78	8,01	8,16	8,30	6,8	21,2 %	2,5 %	
Autres utilisations, marché canadien	1,61	1,78	1,86	2,06	2,16	2,06	2,10	2,14	2,15	2,17	2,20	1,8	20,3 %	0,3 %	
Exportations	0,32	0,12	0,83	0,70	0,20	0,50	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30	0,5	-38,9 %	7,0 %	
Stock de fermeture	0,97	0,89	0,86	1,00	0,80	0,86	0,90	0,92	0,98	1,02	1,03	0,9	10,2 %	4,2 %	
Prix au silo, éleveur Chatham (\$/t)	149	137	110	110	105	118	122	129	129	129	136	126,5	7,5 %	4,4 %	
Offre et utilisation d'avoine (Mt)															
Superficies cultivées (Mha)	1,68	1,50	1,59	1,40	1,40	1,27	1,44	1,48	1,55	1,48	1,40	1,5	-9,0 %	0,0 %	
Rendement (t/ha)	2,59	2,33	2,49	2,60	2,58	2,59	2,62	2,64	2,67	2,69	2,72	2,5	8,8 %	0,9 %	
Production	4,36	3,48	3,96	3,64	3,61	3,28	3,76	3,91	4,14	3,99	3,82	3,9	-1,1 %	1,0 %	
Utilisations fourragères	1,82	1,68	1,84	1,80	1,82	1,79	1,86	1,92	1,97	2,00	2,03	1,8	13,6 %	1,8 %	
Exportations	1,74	1,38	1,49	1,50	1,50	1,44	1,47	1,61	1,70	1,57	1,44	1,5	-5,9 %	-0,7 %	
Prix à la production, Prairies (\$/t)	126	118	107	79	77	89	93	102	102	101	105	107,6	-2,3 %	5,3 %	
Offre et utilisation de seigle (Mt)															
Superficies cultivées (Mha)	0,16	0,16	0,20	0,17	0,10	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,2	-5,2 %	8,0 %	
Rendement (t/ha)	1,91	1,98	1,96	2,29	2,16	2,16	2,18	2,20	2,21	2,23	2,25	2,0	10,5 %	0,6 %	
Production	0,31	0,32	0,40	0,39	0,23	0,36	0,36	0,36	0,37	0,37	0,37	0,4	4,9 %	8,7 %	
Exportations	0,15	0,14	0,08	0,08	0,08	0,13	0,14	0,14	0,14	0,14	0,15	0,1	29,4 %	11,8 %	

Sources des données historiques : Statistique Canada—La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22–007 au catalogue; Statistique Canada—CANSIM; Statistique Canada—Livres des prix des produits agricoles; Commission canadienne du blé—Rapport annuel; Conseil des grains du Canada—Statistical Handbook; calculs du RARB.

Note : 1. Avant 1995, prix final de la CCB avec livraison à Thunder Bay; par la suite aux ports du Saint-Laurent.

Tableau B.16 : Oléagineux du Canada (campagne agricole)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006	
Offre et utilisation de canola (Mt)															
Superficies cultivées (Mha)	3,45	4,87	5,43	5,56	4,89	4,45	4,23	4,26	4,45	4,91	5,22	4,8	8,0 %	1,1 %	
Rendement (t/ha)	1,47	1,31	1,41	1,58	1,45	1,46	1,46	1,48	1,49	1,50	1,52	1,4	5,1 %	0,7 %	
Production	5,06	6,39	7,64	8,80	7,10	6,48	6,18	6,31	6,64	7,39	7,91	7,0	13,4 %	1,8 %	
Trituration (Mt)	2,71	3,24	3,06	2,90	3,10	3,14	3,26	3,38	3,46	3,51	3,58	3,0	20,3 %	2,4 %	
Production de tourteau	1,65	2,00	1,94	1,80	1,92	1,95	2,03	2,10	2,15	2,18	2,23	1,8	20,5 %	2,5 %	
Production d'huile	1,14	1,36	1,28	1,22	1,35	1,32	1,37	1,42	1,45	1,47	1,50	1,3	20,3 %	1,8 %	
Exportations de semences	2,52	2,96	3,90	3,80	3,80	3,81	2,91	2,61	2,91	3,44	3,79	3,3	14,9 %	-0,1 %	
Stock de fermeture	0,56	0,36	0,61	2,20	2,10	1,23	0,87	0,81	0,67	0,65	0,68	0,9	-27,2 %	-17,1 %	
Utilisations d'huile de canola, marché canadien	0,53	0,73	0,72	0,52	0,52	0,61	0,64	0,66	0,69	0,72	0,74	0,6	19,3 %	6,2 %	
Exportations d'huile de canola	0,64	0,73	0,58	0,71	0,84	0,71	0,74	0,77	0,77	0,76	0,77	0,7	15,7 %	-1,5 %	
Utilisations fourragères de tourteau de canola	0,55	0,61	0,69	0,68	0,70	0,80	0,86	0,90	0,93	0,95	0,96	0,6	51,6 %	5,4 %	
Exportations de tourteau de canola	1,09	1,42	1,26	1,13	1,23	1,17	1,17	1,21	1,22	1,24	1,27	1,2	4,1 %	0,6 %	
Prix au comptant, n° 1, Vancouver (\$/t)	440	420	376	290	275	265	275	287	317	341	353	381,5	-7,6 %	4,2 %	
Prix à la production, Prairies (\$/t)	388	380	346	240	238	227	236	248	277	300	310	338,3	-8,3 %	4,5 %	
Prix du tourteau de canola, FAB usine (\$/t)	244	179	141	158	152	148	144	144	146	155	166	180,6	-7,9 %	1,5 %	
Prix de l'huile de canola, FAB usine (\$/t)	726	819	744	570	507	524	546	571	617	649	671	714,8	-6,1 %	4,8 %	
Marge effective de trituration (\$/t)	65,09	75,70	55,44	97,36	76,73	84,69	81,97	81,46	73,05	69,31	75,10	73,4	2,3 %	-0,4 %	
Offre et utilisation de soja (Mt)															
Superficies cultivées (Mha)	0,86	1,06	0,98	1,00	1,08	0,98	0,95	0,95	0,95	0,99	1,03	1,0	5,5 %	-0,8 %	
Rendement (t/ha)	2,52	2,58	2,79	2,77	2,55	2,74	2,76	2,78	2,80	2,83	2,85	2,7	7,0 %	1,9 %	
Production	2,17	2,74	2,74	2,77	2,75	2,68	2,62	2,65	2,67	2,80	2,93	2,6	12,7 %	1,1 %	
Importations	0,23	0,15	0,25	0,45	0,45	0,45	0,45	0,45	0,45	0,45	0,45	0,3	66,3 %	0,0 %	
Exportations	0,48	0,77	0,89	0,90	0,90	0,87	0,75	0,80	0,83	0,95	1,06	0,8	39,8 %	2,8 %	
Importations de tourteau de soja	0,63	0,65	0,77	0,85	0,85	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,7	3,3 %	-2,1 %	
Utilisations fourragères de tourteau de soja	1,67	1,90	1,95	2,20	2,20	2,28	2,37	2,40	2,43	2,40	2,37	1,9	23,0 %	1,2 %	
Prix au comptant, n° 2, Chatham (\$/t)	383	334	265	265	240	234	236	242	263	284	299	311,8	-4,2 %	3,7 %	
Offre et utilisation de graines de lin (Mt)															
Superficies cultivées (Mha)	0,57	0,74	0,86	0,79	0,58	0,68	0,62	0,65	0,65	0,73	0,78	0,7	6,0 %	5,3 %	
Rendement (t/ha)	1,48	1,22	1,26	1,32	1,35	1,40	1,42	1,43	1,45	1,47	1,49	1,3	13,3 %	1,7 %	
Production	0,85	0,90	1,08	1,05	0,78	0,94	0,88	0,94	0,95	1,07	1,17	1,0	21,1 %	7,2 %	
Exportations	0,68	0,78	0,72	0,45	0,60	0,71	0,73	0,68	0,69	0,81	0,91	0,7	37,8 %	7,1 %	
Prix au comptant, n° 1, OC, Thunder Bay (\$/t)	368	389	317	240	225	232	240	251	277	298	308	328,5	-6,1 %	5,4 %	
Prix à la production, Prairies (\$/t)	328	349	297	201	198	195	203	213	238	258	267	293,8	-9,1 %	5,1 %	
<i>Sources des données historiques : Statistique Canada—La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22–007 au catalogue; Statistique Canada—CANSIM; Statistique Canada—Livres des prix des produits agricoles; Commission canadienne du blé—Rapport annuel; Conseil des grains du Canada—Statistical Handbook; calculs du RARB.</i>															

Tableau B.17 : Cultures spéciales du Canada (campagne agricole)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Superficies cultivées (en milliers d'ha)	1326	1633	2013	1830	2419	2397	2488	2582	2684	2782	2874	1700,6	69,0 %	2,9 %
Alpiste des Canaries	235	113	208	146	173	197	201	204	208	210	211	175,6	20,1 %	3,3 %
Pois fourrager	520	848	1078	835	1237	1074	1142	1202	1269	1333	1407	820,3	71,5 %	2,2 %
Lentilles	304	329	378	497	730	757	757	768	781	792	802	377,0	112,8 %	1,6 %
Graines de moutarde	233	292	279	273	208	272	288	304	320	335	339	269,4	26,0 %	8,5 %
Graines de tournesol	35	51	69	79	70	96	100	103	107	111	115	58,4	96,9 %	8,6 %
Alpiste des Canaries														
Production (kt)	285	115	235	166	195	230	236	241	246	250	253	200,2	26,4 %	4,5 %
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	300	322	248	240	240	240	240	240	240	240	240	277,5	-13,5 %	0,0 %
Pois Fourrager														
Production (kt)	1169	1758	2328	2252	2780	2450	2638	2812	3003	3196	3413	1876,7	81,9 %	3,5 %
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	209	177	132	135	135	135	133	133	134	137	141	163,3	-13,5 %	0,7 %
Lentilles														
Production (kt)	403	379	480	724	980	1011	1028	1060	1096	1130	1164	496,2	134,5 %	2,9 %
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	470	324	381	380	345	345	345	345	345	345	345	388,8	-11,3 %	0,0 %
Graines de moutarde														
Production (kt)	231	243	239	306	200	265	280	294	310	323	326	254,7	28,2 %	8,5 %
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	363	398	348	285	285	285	285	285	285	285	285	348,5	-18,2 %	0,0 %
Graines de tournesol														
Production (kt)	55	65	112	122	105	147	154	162	170	178	185	88,5	109,4 %	9,9 %
Prix à la production, Ouest canadien (\$/t)	345	344	388	305	305	305	305	305	305	305	305	345,5	-11,7 %	0,0 %
Source des données historiques : Statistique Canada—CANSIM.														

Tableau B.18 : Aliments pour bétail du Canada (campagne agricole)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Unités animales—Céréales (Équivalent par millions de porc)	49584	50489	52861	54422	56199	57180	60080	62449	64387	65544	66718	51838,8	28,7 %	2,9 %
Consommation totale—Céréales fourragères (Mt)	22,64	23,31	23,99	24,20	24,33	24,58	25,58	26,50	27,20	27,64	28,11	23,5	19,4 %	2,4 %
Blé	4,41	3,53	4,27	4,31	4,27	4,15	4,29	4,31	4,36	4,38	4,48	4,1	8,5 %	0,8 %
Orge	9,57	10,54	10,10	10,20	10,48	10,82	11,30	11,81	12,18	12,42	12,62	10,1	24,9 %	3,2 %
Avoine	1,82	1,68	1,84	1,80	1,82	1,79	1,86	1,92	1,97	2,00	2,03	1,8	13,6 %	1,8 %
Maïs	6,19	6,86	7,09	7,25	7,16	7,15	7,45	7,78	8,01	8,16	8,30	6,8	21,2 %	2,5 %
Consommation totale—Aliments azotés (Mt)	2,44	2,86	3,29	3,68	3,78	3,96	4,17	4,28	4,38	4,43	4,47	3,1	45,6 %	2,8 %
Tourteau de soja	1,67	1,90	1,95	2,20	2,20	2,28	2,37	2,40	2,43	2,40	2,37	1,9	23,0 %	1,2 %
Tourteau de canola	0,55	0,61	0,69	0,68	0,70	0,80	0,86	0,90	0,93	0,95	0,96	0,6	51,6 %	5,4 %
Pois fourrager	0,23	0,35	0,65	0,80	0,88	0,88	0,93	0,98	1,02	1,08	1,14	0,5	124,4 %	4,4 %
Sources des données historiques : Statistique Canada—La revue des céréales et des graines oléagineuses, n° 22–007 au catalogue; Statistique Canada—CANSIM; Statistique Canada—Canadian Livestock Feed Usage Study; Agriculture et Agroalimentaire Canada, calculs internes.														

Tableau B.19 : Bovins du Canada

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Bovins—Stock de fermeture (milliers de têtes)	13409	13209	12870	12655	12803	13314	13885	14483	14930	15196	15265	13035,5	17,1 %	3,0 %
Vaches laitières	1235	1202	1180	1142	1139	1127	1122	1115	1111	1105	1110	1189,6	-6,7 %	-0,4 %
Génisses laitières	531	514	491	468	475	474	469	467	464	462	460	501,2	-8,2 %	-0,5 %
Vaches de boucherie et taureaux	4582	4500	4416	4381	4465	4661	4930	5219	5441	5571	5566	4469,7	24,5 %	3,7 %
Génisses de boucherie	1388	1457	1270	1232	1276	1388	1523	1619	1703	1737	1778	1336,6	33,0 %	5,7 %
Bouvillons	981	1083	1101	1122	1163	1224	1285	1326	1376	1421	1444	1071,4	34,8 %	3,7 %
Veaux	4692	4453	4412	4311	4285	4440	4555	4737	4835	4899	4907	4467,1	9,9 %	2,3 %
Offre et utilisation du bétail (milliers de têtes)														
Mise en marché	4416	4361	4509	4433	4279	4227	4396	4569	4820	5063	5275	4429,9	19,1 %	3,5 %
Abattage	3143	3257	3398	3615	3584	3552	3794	3807	3814	3826	3932	3353,3	17,3 %	1,6 %
Exportations nettes														
Bovins d'abattage	1273	1104	1111	818	695	675	602	762	1006	1238	1343	1076,6	24,8 %	11,6 %
Bovins d'engraissement	162	189	110	-42	-93	-176	-163	-107	-20	32	60	104,9	-42,4 %	—
Offre et utilisation du bétail de l'ouest du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	3241	3186	3342	3310	3224	3209	3356	3498	3731	3955	4138	3269,8	26,6 %	4,3 %
Abattage	2093	2188	2376	2637	2611	2590	2773	2762	2792	2818	2819	2323,7	21,3 %	1,3 %
Exportations nettes ¹														
Bovins d'abattage	1148	998	966	673	613	619	583	735	939	1136	1320	946,1	39,5 %	13,6 %
Bovins d'engraissement	273	240	167	19	88	-76	-68	-28	41	86	107	174,7	-39,0 %	3,3 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Statistique Canada—Statistiques du bétail, n° 23–603 au catalogue; Agriculture et Agroalimentaire Canada—Rapport sur le commerce des bestiaux et de la viande, calculs internes.

Note : 1. Le commerce interrégional de bovin est inclut dans les exportations nettes de l'est et de l'ouest du Canada.

Tableau B.19 : Bovins du Canada (suite)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation du bétail de l'est du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	1175	1176	1167	1123	1056	1018	1040	1072	1090	1108	1137	1160,1	-2,0 %	1,2 %
Abattage	1050	1069	1021	978	974	963	1021	1045	1022	1007	1113	1029,6	8,1 %	2,3 %
Exportations nettes ¹														
Bovins d'abattage	125	106	146	145	82	55	19	27	68	101	23	130,5	-82,1 %	-18,9 %
Bovins d'engraissement	-111	-51	-57	-60	-181	-101	-95	-79	-61	-54	-46	-69,9	-34,0 %	-20,3 %
Prix, bouvillons A1 et A2, Edmonton (\$/100 lbs)	79	84	84	89	97	98	98	97	94	91	87	83,9	3,1 %	-1,9 %
Prix, veaux d'engraissement 500-600 lbs, Edmonton (\$/100 lbs)	80	110	120	130	142	140	139	137	127	120	107	110,0	-2,6 %	-4,6 %
Offre et utilisation du bœuf (kt)														
Production	976	1034	1104	1232	1251	1256	1363	1384	1400	1418	1471	1086,4	35,4 %	2,7 %
Importations	234	249	232	258	268	264	262	267	270	272	271	243,3	11,4 %	0,2 %
Consommation	929	925	922	993	962	952	964	976	992	1010	1034	942,2	9,8 %	1,2 %
Exportations	283	357	412	503	553	569	661	674	677	679	707	388,7	81,9 %	4,2 %
Stock de fermeture	22	23	25	19	23	22	21	21	22	22	23	22,3	3,4 %	0,0 %
Prix de gros du bœuf (\$/100 lbs)	148,91	154,27	161,98	170,42	180,67	178,21	176,51	176,61	172,55	168,99	160,19	158,9	0,8 %	-2,0 %
Prix de détail du bœuf (\$/kg)	6,18	6,25	6,24	6,37	6,48	6,51	6,56	6,64	6,58	6,54	6,34	6,3	1,3 %	-0,4 %
Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Statistique Canada—Statistiques du bétail, n° 23–603 au catalogue; Agriculture et Agroalimentaire Canada—Rapport sur le commerce des bestiaux et de la viande, calculs internes.														
Note : 1. Le commerce interrégional de bovin est inclut dans les exportations nettes de l'est et de l'ouest du Canada.														

Tableau B.20 : Porcs du Canada

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Effectif de porcs (31 décembre) (milliers de têtes)														
Total	11548	11672	12357	12396	12568	13101	13512	13766	13797	13715	13731	11993,4	14,5 %	1,5 %
Offre et utilisation du porc (milliers de têtes)														
Mise en marché	17189	17573	19647	20984	21743	22396	23665	24461	24495	24177	24188	18848,2	28,3 %	1,8 %
Abattage	15178	15385	16991	18931	19967	20938	22383	23301	23269	22831	22830	16621,2	37,4 %	2,3 %
Exportations (porcs d'abattage)	2011	2189	2656	2052	1776	1458	1282	1160	1226	1346	1358	2227,0	-39,0 %	-4,4 %
Exportations (porcelets sevrés)	767	987	1461	2082	2090	2139	2133	2128	2191	2253	2290	1324,4	72,9 %	1,5 %
Offre et utilisation du porc de l'ouest du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	6851	6794	7762	8400	8959	9147	10331	10931	11102	11020	11229	7451,9	50,7 %	3,8 %
Abattage	5611	5589	6118	6825	7626	8082	9471	10270	10428	10254	10494	6035,7	73,9 %	5,5 %
Exportations (porcs d'abattage)	1296	1208	1644	1564	1333	1066	860	661	674	766	735	1427,9	-48,5 %	-9,4 %
Exportations (porcelets sevrés)	507	620	873	1451	1525	1691	1669	1648	1663	1678	1689	862,7	95,8 %	1,7 %
Offre et utilisation du porc de l'est du Canada (milliers de têtes)														
Mise en marché	10338	10779	11885	12584	12784	13249	13334	13529	13394	13157	12960	11396,3	13,7 %	0,2 %
Abattage	9567	9795	10873	12106	12341	12856	12912	13030	12842	12577	12337	10585,5	16,5 %	0,0 %
Exportations (porcs d'abattage)	715	981	1012	488	443	393	422	499	552	580	623	799,0	-22,0 %	5,8 %
Exportations (porcelets sevrés)	260	367	589	631	565	449	464	480	528	575	601	461,6	30,2 %	1,0 %
Prix du porc, indice 100, Ontario (\$/100 kg)	189	187	122	120	173	160	151	144	150	150	142	154,6	-8,1 %	-3,2 %
Offre et utilisation du porc (kt)														
Production	1228	1257	1399	1553	1644	1732	1861	1947	1956	1930	1942	1359,0	42,9 %	2,8 %
Importations	45	61	62	59	52	54	56	58	60	62	64	56,9	12,5 %	3,5 %
Consommation	776	760	824	830	836	864	888	907	907	910	917	797,4	15,0 %	1,6 %
Déchets et transformation	126	129	144	160	169	178	192	201	201	199	200	140,0	42,9 %	2,8 %
Exportations	373	421	479	631	697	742	830	889	908	886	888	476,1	86,6 %	4,1 %
Stock de fermeture	13	20	34	30	24	27	34	42	42	39	39	24,2	60,1 %	8,1 %
Prix de gros du porc (\$/kg)	3,57	3,65	2,86	2,97	3,02	2,71	2,50	2,38	2,43	2,44	2,36	3,3	-27,8 %	-4,1 %
Prix de détail du porc (\$/kg)	6,59	6,94	6,43	6,18	6,33	6,13	6,00	5,95	6,10	6,20	6,18	6,5	-5,4 %	-0,4 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Statistique Canada—Statistiques du bétail, n° 23–603 au catalogue; Agriculture et Agroalimentaire Canada—Rapport sur le commerce des bestiaux et de la viande, calculs internes.

Tableau B.21 : Volaille et œufs du Canada

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996-1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996-1999	Taux de croissance 2000-2006
Offre et utilisation de poulet (kt)														
Production	714	749	793	864	900	925	950	976	1008	1041	1067	779,7	36,9 %	2,9 %
Importations	57	67	69	65	65	67	69	71	73	76	78	64,5	21,1 %	3,2 %
Consommation	733	771	797	893	896	920	943	966	997	1028	1052	798,4	31,8 %	2,7 %
Exportations	33	45	58	65	68	72	76	80	84	88	92	50,3	82,8 %	5,2 %
Stock de fermeture	19	20	26	22	23	23	24	25	26	27	28	21,7	27,7 %	3,4 %
Prix à la production, poulets à griller vivants, Ont. (¢/kg)	125	126	122	114	116	118	123	126	129	131	135	121,5	11,1 %	2,6 %
Prix de gros, Ontario (¢/kg)	263	257	256	236	241	246	254	260	266	271	279	253,0	10,2 %	2,4 %
Prix de détail, Ontario (¢/kg)	384	382	377	380	362	370	382	391	401	409	421	380,5	10,6 %	2,5 %
Offre et utilisation de dindon (kt)														
Production	147	144	139	139	146	147	148	145	147	149	153	142,1	7,6 %	0,8 %
Consommation	124	134	132	128	132	133	134	135	137	138	139	129,6	7,2 %	0,9 %
Exportations	21	20	18	17	17	17	17	17	18	18	18	19,1	-8,5 %	0,5 %
Stock de fermeture	20	16	11	10	12	14	16	14	12	10	12	13,9	-13,9 %	0,0 %
Prix à la production, dindons à griller vivants, Ont. (¢/kg)	159	158	153	140	143	146	151	155	159	162	167	152,7	9,4 %	2,6 %
Prix de gros, Ontario (¢/kg)	255	269	272	301	272	273	277	279	282	283	287	274,2	4,6 %	0,9 %
Prix de détail, Ontario (¢/kg)	399	380	395	371	390	395	404	412	420	427	438	386,5	13,3 %	2,0 %
Offre et utilisation d'œufs en coquille (milliers de boîtes de 15 douzaines)														
Production	28237	29143	29248	29306	29941	30464	30833	31221	31628	32028	32434	28983,5	11,9 %	1,3 %
Importations	596	946	1266	1263	1055	1057	1051	1051	1052	1057	1053	1017,5	3,5 %	0,0 %
Consommation	23364	24371	24174	22898	23342	23710	23784	23844	23886	23921	23955	23701,9	1,1 %	0,4 %
Œufs destinés à la transformation	5463	5717	6339	7671	7654	7811	8100	8428	8793	9164	9532	6297,6	51,4 %	3,7 %
Prix à la production, œufs catégorie A gros, Ont. (¢/douz.)	139	131	127	125	127	130	134	137	141	144	149	130,5	13,8 %	2,6 %
Prix de gros, Ontario (¢/douz.)	163	156	153	151	156	159	164	168	172	175	180	155,8	15,7 %	2,4 %
Prix de détail, Ontario (¢/douz.)	169	176	177	174	176	179	182	186	190	193	198	174,1	13,7 %	1,9 %
Offre et utilisation d'œufs de transformation (milliers de boîtes de 15 douzaines)														
Production	5463	5717	6339	7671	7654	7811	8100	8428	8793	9164	9532	6297,6	51,4 %	3,7 %
Importations	990	1203	1107	934	994	994	994	994	994	994	994	1058,2	-6,1 %	0,0 %
Consommation	4790	5256	5870	6328	6743	6933	7182	7470	7796	8126	8454	5560,7	52,0 %	3,8 %
Exportations	1646	1727	1672	2251	1832	1872	1912	1952	1992	2032	2072	1824,2	13,6 %	2,1 %
Stock de fermeture	402	339	243	269	342	342	342	342	342	342	342	313,2	9,3 %	0,0 %
Prix des œufs de transformation, Ontario (¢/douz.)	84	72	67	62	57	60	61	62	62	62	63	71,1	-10,7 %	1,9 %
Prix à la ferme des œufs, États-Unis (¢US/douz.)	65,2	57,7	51,1	44,4	41,6	45,5	47,9	49,3	50,3	51,5	53,1	54,6	-2,8 %	4,2 %
Redevance pour d'œufs de transformation (¢/douz.)	16,2	14,2	15,5	16,9	17,1	17,5	17,8	18,3	19,0	19,7	20,5	15,7	30,6 %	3,1 %

Sources des données historiques : Offices de commercialisation; Agriculture et Agroalimentaire Canada—Rapport sur le marché des volailles.

Tableau B.22 : Secteur laitier du Canada (campagne laitière)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Production totale de lait (Mhl)	77,8	79,4	79,9	80,1	80,5	80,7	81,2	81,7	82,2	82,5	82,9	79,3	4,5 %	0,5 %
Prix du lait P9 (\$/hl)	56,9	54,1	55,5	57,9	58,2	59,2	60,0	60,7	61,3	62,0	62,8	56,1	11,9 %	1,3 %
Offre et utilisation de lait de consommation (Mhl)														
Production	31,7	31,0	31,3	31,3	31,8	32,0	32,1	32,3	32,4	32,6	32,7	31,3	4,5 %	0,5 %
Ventes de lait ordinaire	4,5	4,5	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,2	4,4	-5,5 %	-0,7 %
Ventes de lait allégé ¹	22,1	22,2	22,0	22,2	22,5	22,8	23,0	23,2	23,5	23,8	24,0	22,1	8,5 %	1,1 %
Ventes de crème ²	6,3	6,8	7,3	7,1	7,3	7,2	7,1	7,1	7,1	7,0	7,0	6,8	1,6 %	-0,8 %
Ventes de l'écrouissage au secteur industriel	9,1	9,4	9,2	9,5	9,7	9,9	10,1	10,3	10,5	10,6	10,8	9,3	16,5 %	1,8 %
Prix du lait de consommation—Ontario (\$/hl)	60,7	61,0	62,8	63,1	63,1	64,0	64,6	65,4	66,0	66,6	67,5	61,9	9,0 %	1,1 %
Offre de lait de transformation (Mhl)	46,1	48,4	48,6	48,8	48,7	48,6	49,0	49,5	49,8	49,9	50,1	48,0	4,4 %	0,5 %
Contingent de mise en marché	43,9	42,9	44,7	45,0	45,7	45,5	45,8	46,3	46,5	46,7	46,8	44,1	6,1 %	0,4 %
Matière grasse	43,9	42,9	44,7	45,0	45,7	45,5	45,8	46,3	46,5	46,7	46,8	44,1	6,1 %	0,4 %
Extraits solides dégraissés	40,2	42,5	43,1	43,0	43,3	43,7	44,0	44,2	44,6	44,9	45,1	42,2	6,9 %	0,7 %
Lait pour exportation	2,3	5,5	3,9	3,8	3,0	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,3	3,9	-14,9 %	1,4 %
Exportations subventionnées (5D)	—	—	—	2,2	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	0,6	241,2 %	0,0 %
Exportations non-subventionnées	—	—	—	1,5	1,1	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	0,4	260,7 %	3,7 %
Prix brut d'objectif (\$/hl)	54,4	55,0	55,7	56,2	56,5	57,4	58,2	59,0	59,8	60,6	61,5	55,3	11,3 %	1,4 %
Subvention directe (\$/hl)	3,8	3,4	2,7	1,9	1,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	-100,0 %	-100,0 %
Marge bénéficiaire présumée à la transf. (\$/hl)	8,1	8,2	8,3	8,3	8,3	8,4	8,4	8,4	8,4	8,4	8,5	8,2	2,6 %	0,2 %
Offre et utilisation de beurre (kt)														
Production	90,2	86,2	91,6	89,2	91,2	87,7	88,9	90,2	90,5	90,2	90,2	89,3	1,0 %	-0,2 %
Importations	2,8	2,9	3,2	3,0	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,0	10,4 %	0,0 %
Consommation	77,7	85,6	87,1	87,4	88,7	88,7	89,2	89,5	89,9	89,9	90,0	84,5	6,6 %	0,2 %
Exportations	11,0	11,0	4,3	4,7	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	7,7	-54,8 %	0,0 %
Stock de fermeture	24,6	17,1	20,4	20,5	22,8	21,7	21,2	21,6	22,0	22,1	22,1	20,7	6,8 %	-0,6 %
Prix-plancher de gros (\$/kg)	5,32	5,36	5,43	5,50	5,57	5,65	5,70	5,82	5,87	5,92	5,97	5,4	10,5 %	1,2 %
Offre et utilisation de poudre de lait écrémé (kt)														
Production	62,0	66,0	80,3	68,5	68,8	61,7	62,6	62,6	61,6	59,5	58,2	69,2	-15,9 %	-2,8 %
Consommation	31,5	32,9	44,7	33,4	40,9	36,3	35,0	35,1	35,7	36,0	36,3	35,6	2,0 %	-1,9 %
classe 4M	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	2,1	0,5	0,4	0,7	0,7	0,9	0,0	—	-29,7 %
Exportations	23,7	29,8	40,4	35,1	27,9	30,8	30,2	27,5	25,3	23,4	21,3	32,3	-33,9 %	-4,4 %
Stock de fermeture	22,9	26,2	21,3	21,3	21,3	16,0	13,5	13,5	14,1	14,3	14,8	22,9	-35,4 %	-5,9 %
Prix-plancher de gros (\$/kg)	4,20	4,32	4,48	4,60	4,62	4,78	4,90	4,94	5,00	5,07	5,16	4,4	17,3 %	1,9 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Commission canadienne du lait; Agriculture et Agroalimentaire Canada—Revue du marché des produits laitiers, calculs internes.

Note : 1. Le lait allégé comprend le lait 2 %, 1 %, le lait écrémé, le babeurre et le lait aromatisé au chocolat.
2. La crème comprend la crème de table, la crème à fouetter, la crème sure et la crème céréale.

Tableau B.22 : Secteur laitier du Canada (campagne laitière) (suite)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Offre et utilisation de cheddar (kt)														
Production	124,1	127,4	127,8	139,3	134,8	137,0	139,2	140,7	142,1	143,9	146,2	129,6	12,8 %	1,4 %
Importations	2,6	1,6	2,1	1,7	1,9	2,0	2,1	2,2	2,3	2,4	2,5	2,0	23,8 %	5,0 %
Consommation	111,4	116,8	119,6	123,0	125,5	127,4	129,5	131,2	132,7	134,5	136,6	117,7	16,1 %	1,4 %
Exportations	9,0	11,4	11,6	12,2	10,4	11,0	11,0	11,1	11,1	11,2	11,4	11,0	3,3 %	1,6 %
Stock de fermeture	34,6	35,5	34,1	40,0	40,8	41,4	42,1	42,6	43,1	43,7	44,4	36,0	23,2 %	1,4 %
Prix de gros (\$/kg)	6,88	7,07	7,26	7,23	7,44	7,74	8,01	8,29	8,55	8,81	9,10	7,1	28,0 %	3,4 %
Offre et utilisation de fromages fins (kt)														
Production	194,4	204,2	201,7	208,3	209,7	213,5	215,7	218,3	221,0	223,6	226,2	202,1	11,9 %	1,3 %
Importations	17,9	18,2	19,3	18,7	18,5	18,4	18,3	18,2	18,1	18,0	17,9	18,5	-3,1 %	-0,6 %
Consommation	202,2	210,0	207,1	210,4	215,8	218,1	220,1	222,3	225,0	227,3	229,3	207,4	10,5 %	1,0 %
Exportations	8,4	11,6	12,7	16,6	12,4	13,8	14,0	14,2	14,2	14,4	14,8	12,3	20,2 %	3,0 %
Stock de fermeture	12,6	13,3	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	14,4	13,7	5,4 %	0,0 %
Offre et utilisation de crème glacée (kt)														
Production	216,2	223,4	208,7	205,5	207,4	205,4	201,4	198,6	197,2	194,3	191,3	213,5	-10,4 %	-1,3 %
Importations	0,5	0,4	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	0,6	70,0 %	5,0 %
Consommation	211,7	220,5	201,0	200,7	202,6	200,6	196,7	193,9	192,5	189,7	186,7	208,5	-10,5 %	-1,4 %
Exportations	5,0	3,3	8,4	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,5	0,1 %	0,0 %
Prix de gros (\$/kg)	2,83	2,84	2,87	2,76	2,81	2,95	3,10	3,23	3,37	3,52	3,67	2,8	30,0 %	4,5 %
Offre et utilisation de yogourt (kt)														
Production	98,2	108,7	138,0	141,6	140,1	140,4	140,8	141,6	142,4	143,4	144,4	121,6	18,7 %	0,5 %
Importations	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	-2,4 %	0,0 %
Consommation	98,3	108,9	138,4	141,8	140,4	140,6	141,0	141,9	142,6	143,6	144,6	121,9	18,7 %	0,5 %
Exportations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	11,7 %	0,0 %
<i>Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Commission canadienne du lait; Agriculture et Agroalimentaire Canada—Revue du marché des produits laitiers, calculs internes.</i>														
<i>Note : 1. Le lait allégé comprend le lait 2 %, 1 %, le lait écrémé, le babeurre et le lait aromatisé au chocolat. 2. La crème comprend la crème de table, la crème à fouetter, la crème sure et la crème céréale.</i>														

Tableau B.23 : Prix des intrants de production agricole au Canada (année de référence = 1986)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Indices des prix et variation en %														
Bâtiments et clôtures (Pondération = 3,93)	134,6 2,4 %	138,7 3,1 %	136,1 -1,9 %	143,2 5,2 %	142,4 -0,5 %	143,8 0,9 %	145,4 1,1 %	147,1 1,2 %	149,0 1,2 %	150,9 1,3 %	152,9 1,3 %	138,1	10,7 %	1,2 %
Remplacement de la machinerie (Pondération = 10,01)	171,9 3,0 %	177,2 3,1 %	182,3 2,9 %	182,8 0,3 %	186,8 2,2 %	189,9 1,6 %	192,8 1,5 %	195,9 1,6 %	199,3 1,7 %	202,8 1,7 %	206,3 1,7 %	178,5	15,5 %	1,7 %
Produits pétroliers (Pondération = 5,35)	114,1 5,9 %	117,5 2,9 %	105,8 -9,9 %	114,8 8,5 %	132,9 15,8 %	128,1 -3,6 %	125,3 -2,1 %	125,8 0,4 %	127,3 1,2 %	128,9 1,2 %	130,5 1,2 %	113,1	15,4 %	-0,3 %
Réparation de la machinerie (Pondération = 5,95)	141,6 2,7 %	144,7 2,1 %	149,6 3,4 %	152,1 1,7 %	153,3 0,8 %	156,9 2,4 %	161,7 3,0 %	165,8 2,6 %	170,1 2,6 %	174,7 2,7 %	180,1 3,1 %	147,0	22,5 %	2,7 %
Semences (Pondération = 2,61)	124,8 8,2 %	125,4 0,5 %	128,9 2,8 %	127,4 -1,2 %	123,5 -3,0 %	120,7 -2,2 %	127,2 5,3 %	129,1 1,5 %	132,5 2,6 %	134,8 1,8 %	138,8 3,0 %	126,6	9,6 %	2,0 %
Engrais (Pondération = 6,76)	136,4 6,4 %	128,7 -5,6 %	121,9 -5,3 %	113,8 -6,7 %	114,1 0,3 %	113,7 -0,3 %	114,4 0,6 %	115,7 1,1 %	117,5 1,5 %	120,1 2,2 %	123,3 2,7 %	125,2	-1,5 %	1,3 %
Produits antiparasitaires (Pondération = 3,55)	124,8 2,9 %	127,4 2,1 %	130,2 2,2 %	133,0 2,2 %	133,8 0,6 %	135,0 0,9 %	136,2 0,9 %	137,3 0,8 %	138,5 0,9 %	139,7 0,9 %	141,1 1,0 %	128,8	9,5 %	0,9 %
Ficelle (Pondération = 0,60)	134,6 5,9 %	137,5 2,2 %	139,4 1,3 %	140,6 0,9 %	142,4 1,2 %	144,9 1,8 %	147,3 1,7 %	149,8 1,7 %	152,4 1,7 %	155,1 1,8 %	158,1 1,9 %	138,0	14,6 %	1,8 %
Bovins d'engraissement (Pondération = 0,60)	89,7 -20,3 %	116,6 30,0 %	126,4 8,3 %	134,9 6,8 %	148,0 9,7 %	144,9 -2,1 %	143,4 -1,0 %	140,4 -2,1 %	130,8 -6,9 %	122,8 -6,1 %	110,0 -10,4 %	116,9	-5,9 %	-4,8 %
Porcelets (Pondération = 2,83)	116,6 26,2 %	119,3 2,3 %	82,4 -30,9 %	89,6 8,7 %	129,5 44,6 %	120,0 -7,4 %	113,1 -5,7 %	108,7 -3,9 %	112,9 3,8 %	112,9 0,0 %	107,0 -5,2 %	102,0	4,9 %	-3,1 %
Aliments pour animaux (Pondération = 13,97)	143,6 25,1 %	134,8 -6,1 %	116,8 -13,3 %	105,7 -9,5 %	101,0 -4,5 %	107,0 6,0 %	111,0 3,8 %	113,2 1,9 %	115,1 1,7 %	115,9 0,7 %	118,5 2,2 %	125,2	-5,4 %	2,7 %
Soins vétérinaires (Pondération = 0,94)	165,6 3,4 %	168,9 2,0 %	169,3 0,2 %	170,0 0,4 %	174,8 2,8 %	180,6 3,4 %	187,0 3,5 %	192,9 3,2 %	198,8 3,0 %	205,1 3,2 %	212,4 3,5 %	168,5	26,1 %	3,3 %
Petits outils (Pondération = 0,63)	115,8 1,6 %	115,5 -0,2 %	116,3 0,7 %	117,3 0,9 %	115,1 -1,9 %	115,7 0,6 %	116,3 0,5 %	117,0 0,5 %	117,6 0,6 %	118,3 0,6 %	118,9 0,6 %	116,2	2,3 %	0,6 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Agriculture et Agroalimentaire Canada, calculs internes.

Note : La pondération des indices des prix des intrants de production est celle dont Statistique Canada se sert pour calculer l'indice des prix des intrants de production agricole.

Tableau B.23 : Prix des intrants de production agricole au Canada (année de référence = 1986) (suite)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Électricité (Pondération = 1,68)	154,2 2,4 %	154,3 0,0 %	151,5 -1,8 %	152,3 0,5 %	158,7 4,2 %	155,7 -1,9 %	153,2 -1,6 %	153,7 0,3 %	156,0 1,5 %	157,5 0,9 %	160,1 1,6 %	153,1	4,6 %	0,1 %
Travail à forfait (Pondération = 0,85)	133,7 4,2 %	137,9 3,1 %	139,3 1,0 %	138,3 -0,7 %	140,9 1,9 %	143,6 1,9 %	146,2 1,8 %	148,9 1,8 %	151,8 1,9 %	154,7 1,9 %	157,7 2,0 %	137,3	14,9 %	1,9 %
Main-d'œuvre salariée (Pondération = 8,49)	142,9 3,7 %	147,2 3,0 %	149,5 1,6 %	146,8 -1,8 %	149,3 1,7 %	153,1 2,6 %	157,0 2,5 %	160,9 2,5 %	164,9 2,5 %	169,3 2,6 %	174,1 2,9 %	146,6	18,8 %	2,6 %
Impôts fonciers (Pondération = 1,63)	146,6 4,3 %	150,8 2,9 %	148,6 -1,5 %	150,8 1,5 %	149,5 -0,8 %	148,5 -0,7 %	148,8 0,2 %	149,4 0,4 %	150,4 0,7 %	150,7 0,2 %	151,3 0,4 %	149,2	1,4 %	0,2 %
Loyer de la terre (Pondération = 3,70)	146,4 14,2 %	136,3 -6,9 %	131,7 -3,4 %	130,0 -1,3 %	124,9 -3,9 %	121,7 -2,6 %	123,0 1,1 %	125,6 2,1 %	128,7 2,5 %	129,2 0,3 %	130,6 1,1 %	136,1	-4,1 %	0,7 %
Intérêts autres qu'hypothécaires (Pondération = 6,67)	86,0 -12,3 %	88,2 2,6 %	118,8 34,7 %	118,0 -0,7 %	120,0 1,7 %	120,9 0,7 %	120,9 0,0 %	119,0 -1,5 %	115,9 -2,6 %	115,9 0,0 %	115,9 0,0 %	102,8	12,8 %	-0,6 %
Intérêts hypothécaires (Pondération = 2,89)	101,8 -5,3 %	97,6 -4,1 %	93,6 -4,1 %	100,1 7,0 %	101,9 1,8 %	102,7 0,7 %	102,3 -0,4 %	100,6 -1,6 %	97,5 -3,1 %	97,5 0,0 %	97,5 0,0 %	98,3	-0,8 %	-0,7 %
Total (Pondération = 100)	127,3 4,6%	129,9 2,0%	128,9 -0,7%	129,3 0,3%	133,3 3,1%	134,3 0,7%	135,8 1,2%	136,9 0,8%	137,6 0,5%	138,3 0,6%	138,8 0,4%	128,9	7,7 %	0,7 %

Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Agriculture et Agroalimentaire Canada, calculs internes.

Note : La pondération des indices des prix des intrants de production est celle dont Statistique Canada se sert pour calculer l'indice des prix des intrants de production agricole.

Tableau B.24 : Prix des aliments au Canada (année de référence = 1992)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Indices des prix et variation en %														
Ensemble des aliments	105,93 1,3 %	107,55 1,5 %	109,30 1,6 %	110,73 1,3 %	111,51 0,7 %	112,61 1,0 %	114,51 1,7 %	116,53 1,8 %	118,26 1,5 %	120,07 1,5 %	121,61 1,3 %	108,4	12,2 %	1,5 %
Aliments consommés dans les restaurants	106,33 1,6 %	108,10 1,7 %	110,28 2,0 %	112,38 1,9 %	113,85 1,3 %	116,03 1,9 %	118,68 2,3 %	121,49 2,4 %	124,21 2,2 %	126,99 2,2 %	129,70 2,1 %	109,3	18,7 %	2,2 %
Aliments achetés au magasin	105,85 1,2 %	107,48 1,5 %	109,15 1,6 %	110,29 1,0 %	110,60 0,3 %	111,28 0,6 %	112,90 1,5 %	114,60 1,5 %	115,95 1,2 %	117,40 1,2 %	118,48 0,9 %	108,2	9,5 %	1,2 %
Viande	107,88 3,1 %	111,17 3,0 %	109,42 -1,6 %	110,15 0,7 %	111,02 0,8 %	110,78 -0,2 %	111,39 0,6 %	112,53 1,0 %	113,25 0,6 %	113,87 0,5 %	112,78 -1,0 %	109,7	2,9 %	0,3 %
Viande rouge	105,88 -1,1 %	108,33 2,3 %	105,79 -2,3 %	105,95 0,1 %	108,07 2,0 %	107,60 -0,4 %	107,80 0,2 %	108,66 0,8 %	108,38 -0,3 %	108,16 -0,2 %	105,51 -2,4 %	106,5	-0,9 %	-0,4 %
Porc fumé	124,50 15,7 %	132,63 6,5 %	127,23 -4,1 %	125,92 -1,0 %	128,19 1,8 %	123,75 -3,5 %	121,24 -2,0 %	120,56 -0,6 %	123,85 2,7 %	126,44 2,1 %	126,73 0,2 %	127,6	-0,7 %	-0,2 %
Viande de volaille	105,17 7,9 %	108,26 2,9 %	107,91 -0,3 %	111,08 2,9 %	107,30 -3,4 %	109,61 2,1 %	112,82 2,9 %	115,53 2,4 %	118,33 2,4 %	120,76 2,1 %	124,16 2,8 %	108,1	14,8 %	2,5 %
Produits laitiers	103,38 1,6 %	106,15 2,7 %	108,69 2,4 %	109,95 1,2 %	111,47 1,4 %	113,81 2,1 %	116,62 2,5 %	119,26 2,3 %	121,91 2,2 %	124,76 2,3 %	127,63 2,3 %	107,0	19,2 %	2,3 %
Lait entier	103,06 1,6 %	105,94 2,8 %	108,55 2,5 %	109,21 0,6 %	109,72 0,5 %	110,82 1,0 %	113,03 2,0 %	114,96 1,7 %	116,56 1,4 %	118,63 1,8 %	120,99 2,0 %	106,7	13,4 %	1,6 %
Lait allégé	100,33 1,2 %	103,17 2,8 %	105,62 2,4 %	106,26 0,6 %	106,95 0,6 %	108,24 1,2 %	110,28 1,9 %	112,01 1,6 %	113,80 1,6 %	116,25 2,2 %	118,42 1,9 %	103,8	14,0 %	1,7 %
Fromage	107,20 2,2 %	110,14 2,7 %	113,23 2,8 %	114,51 1,1 %	116,44 1,7 %	119,75 2,8 %	123,57 3,2 %	127,27 3,0 %	130,98 2,9 %	134,61 2,8 %	138,41 2,8 %	111,3	24,4 %	2,9 %
Crème glacée	101,22 2,8 %	102,97 1,7 %	105,11 2,1 %	108,17 2,9 %	112,80 4,3 %	119,07 5,6 %	124,72 4,7 %	130,32 4,5 %	135,86 4,3 %	141,59 4,2 %	147,54 4,2 %	104,4	41,4 %	4,6 %
Beurre	105,67 1,4 %	108,96 3,1 %	111,54 2,4 %	113,98 2,2 %	116,55 2,3 %	118,82 1,9 %	120,24 1,2 %	121,89 1,4 %	123,76 1,5 %	124,90 0,9 %	126,05 0,9 %	110,0	14,6 %	1,3 %
Poudre de lait écrémé	104,08 1,0 %	106,58 2,4 %	109,28 2,5 %	110,77 1,4 %	111,50 0,7 %	111,67 0,2 %	112,61 0,8 %	114,21 1,4 %	116,77 2,2 %	119,67 2,5 %	122,84 2,7 %	107,7	14,1 %	1,6 %
Source des données historiques : Statistique Canada—CANSIM.														

Tableau B.24 : Prix des aliments au Canada (année de référence = 1992) (suite)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Céréales	117,86 2,5 %	122,86 4,2 %	124,47 1,3 %	125,25 0,6 %	125,82 0,5 %	127,16 1,1 %	128,44 1,0 %	129,56 0,9 %	130,69 0,9 %	132,01 1,0 %	133,50 1,1 %	122,6	8,9 %	1,0 %
Produits de boulangerie	108,28 3,9 %	109,98 1,6 %	109,19 -0,7 %	110,25 1,0 %	111,04 0,7 %	112,41 1,2 %	113,61 1,1 %	114,68 0,9 %	115,75 0,9 %	116,97 1,1 %	118,33 1,2 %	109,4	8,1 %	1,1 %
Fruits	97,38 1,3 %	95,00 -2,4 %	99,43 4,7 %	102,47 3,1 %	104,71 2,2 %	106,79 2,0 %	108,78 1,9 %	110,70 1,8 %	112,63 1,7 %	114,34 1,5 %	116,33 1,7 %	98,6	18,0 %	1,8 %
Légumes	90,82 -11,3 %	93,61 3,1 %	104,78 11,9 %	102,25 -2,4 %	107,01 4,7 %	108,45 1,4 %	107,77 -0,6 %	107,80 0,0 %	108,07 0,3 %	107,95 -0,1 %	107,81 -0,1 %	97,9	10,2 %	0,1 %
Sucre et préparation à base de sucre	137,66 4,4 %	147,74 7,3 %	167,58 13,4 %	166,61 -0,6 %	129,53 -22,3 %	111,65 -13,8 %	125,12 12,1 %	135,73 8,5 %	136,27 0,4 %	140,82 3,3 %	148,07 5,1 %	154,9	-4,4 %	2,3 %
Corps gras et huiles	113,24 2,4 %	114,27 0,9 %	117,21 2,6 %	122,08 4,2 %	114,61 -6,1 %	114,50 -0,1 %	116,52 1,8 %	119,53 2,6 %	123,33 3,2 %	127,63 3,5 %	131,70 3,2 %	116,7	12,9 %	2,3 %
<i>Source des données historiques : Statistique Canada—CANSIM.</i>														

Tableau B.25 : Consommation par canadien

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne 1996–1999	% de var. 2006 : Moyenne 1996–1999	Taux de croissance 2000–2006
Viande (kg)	86,0	86,1	88,3	93,5	91,7	92,3	93,6	94,6	95,3	96,3	97,3	88,5	9,9 %	1,0 %
Bœuf	31,2	30,8	30,4	32,5	31,2	30,6	30,8	30,9	31,2	31,5	32,0	31,2	2,6 %	0,4 %
Porc	26,1	25,3	27,2	27,1	27,1	27,8	28,4	28,7	28,5	28,4	28,4	26,4	7,5 %	0,8 %
Poulet	24,6	25,6	26,3	29,2	29,1	29,6	30,1	30,6	31,3	32,1	32,6	26,4	23,2 %	1,9 %
Dindon	4,2	4,4	4,4	4,7	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,4	-2,7 %	0,1 %
Œufs (douz.)	11,8	12,2	12,0	11,2	11,4	11,4	11,4	11,3	11,3	11,2	11,1	11,8	-5,6 %	-0,4 %
Lait entier (litre)	15,0	15,0	14,2	14,1	14,1	14,0	13,9	13,5	13,2	13,0	12,9	14,6	-11,7 %	-1,5 %
Lait allégé (litre)	74,1	73,8	72,7	72,6	73,0	73,3	73,5	73,7	73,9	74,1	74,3	73,3	1,4 %	0,3 %
Crème (litre)	21,1	22,5	23,9	23,2	23,7	23,3	22,8	22,5	22,3	21,9	21,5	22,7	-5,0 %	-1,6 %
Beurre (kg)	2,6	2,8	2,9	2,9	2,9	2,9	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	-0,4 %	-0,5 %
Fromage (kg)	10,5	10,9	10,8	10,9	11,1	11,1	11,2	11,2	11,2	11,3	11,3	10,8	5,1 %	0,4 %
Crème glacée (kg)	7,1	7,3	6,6	6,6	6,6	6,5	6,3	6,1	6,1	5,9	5,8	6,9	-16,4 %	-2,1 %
Yogourt (kg)	3,3	3,6	4,6	4,6	4,6	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,0	11,0 %	-0,3 %
Sources des données historiques : Statistique Canada—CANSIM; Agriculture et Agroalimentaire Canada, calculs internes.														